

ALBERT ANTEBI (1873-1919)
ou
LA RELIGION DE LA FRANCE

LETTRES

**Mémoire présenté pour l'obtention d'un
Diplôme de l'Ecole Pratique des Hautes
Etudes, section des Sciences Religieuses,
par Elizabeth ANTEBI.
Préparé sous la direction
de M. Gérard NAHON.**

Mai 1996

PREMIERE PARTIE

Liminaires	p 1
I. L'Ecole de l'Alliance Israélite Universelle et le séjour en France (1873-1896)	p 9
II. De la défense de la langue à la défense du drapeau (1897-1902)	p 26
III. De l'activisme économique au "réveil de la nation arabe" (août 1902-août 1905)	p 50
IV. Du rapprochement avec les sionistes modérés à la révolution jeune-turque (septembre 1905- juillet 1908)	p 62
V. De la constitution ottomane aux guerres balkaniques (août 1908- juin 1913)	p 77
VI. La France, patrie spirituelle (juin 1913- mars 1919)	p 101
Conclusion	p 115

DEUXIEME PARTIE : LETTRES

I. Septembre 1894-septembre 1898 : les années d'apprentissage	1
II. Septembre 1898-décembre 1901 : De la visite de l'Empereur d'Allemagne à la création de la <i>Hilfsverein</i>	18
III. Janvier 1902-juillet 1904 : Des complots B'nai B'rith à la mort de Herzl	89
IV. Juillet 1904-juillet 1908 : Du "sionisme pratique" à la révolution jeune-turque	172
V. Juillet 1908-décembre 1909 : La révolution jeune-turque	306
VI. 1910-1912 : L'alliance entre les sionistes et les <i>Hilfsvereinistes</i>	389
VII. 1913-1919 : Du coup d'Etat à la défaite de l'Empire ottoman	446
Bibliographie	541

TROISIEME PARTIE : ANNEXES

Annexe A	I
Antébi et Djemal Pacha, Samuel Loupo, David Ben Gourion, Meir Dizengoff.	
Annexe B	IX
Portrait d'Antébi par Moshe Smilansky.	
Annexe C	XI
Témoignages <i>post-mortem</i> (les colons juifs, le président de la commission des déportés arméniens, J. Richoni).	
Annexe D	XV
L'énigme de la dénonciation à l'encontre d'Antébi.	
Annexe E	XIX
Lettre de Nissim Béhar, 15 mars 1882.	
Annexe F	XXIV
Extrait de la Mission d'Inspection de Sylvain Bénédict, inspecteur des écoles de l'AIU, en 1897.	
Annexe G	XXX
Rapport d'Auguste Boppe à Delcassé, mars 1904.	
Annexe H	LII
Extrait de lettres du grand rabbin Israël Lévi, décembre 1908.	
Annexe I	LV
Extrait du rapport Assaf Bey, 1908.	
Annexe J	LVII
Exposé concernant la liquidation de l'<i>Anglo Palestine Cy</i>, 9 mai 1916.	
Annexe K	LX
Après la Première Guerre mondiale (lettres de Loupo, articles de Ben Avi, interview de Moussa Kazim	

Pacha).

Liminaires

La correspondance reproduite et commentée dans cet ouvrage est celle d'Abraham Albert Antébi (1873-1919), directeur pour l'Alliance israélite universelle (AIU) de l'école professionnelle de Jérusalem de 1897 à 1913, antenne de la *Jewish Colonization Association* (ICA) de 1899 à 1913, représentant des colons juifs de Judée de 1913 à 1916, conseiller de Djemal Pacha, de début 1915 à octobre 1916, acheteur de terrains pour le baron Edmond de Rothschild et pour les *Amants de Sion*, ami de Meir Dizengoff - fondateur et maire de Tel Aviv -, ami des Youssef Pacha el-Khalidi, de Saïd effendi el-Husseini et "parrain" d'Amin el-Husseini (le futur Hadj Amin), "sauveur" de David Ben Gourion et de Isaac Ben Zvi, soldat de Mustapha Kémal, drogman de l'ambassade de France à Constantinople¹ et à ce titre providence des réfugiés et déportés de tous peuples et religions en 1918-1919.

C'est assez dire que ce n'est pas seulement l'histoire d'un homme, complexe, contradictoire et passionnant.

C'est celle d'une époque qui voit naître les grands mouvements et courants sociaux, l'anarchisme, le bolchevisme, le sionisme, le nationalisme arabe ; qui scelle l'écroulement des trois plus grands empires de la planète (monarchie austro-hongroise, régime tsariste, dynastie ottomane) ; qui voit, au Moyen-Orient, se mettre en place les pions avancés par les grandes puissances - par Chrétiens,² Musulmans ou Juifs interposés.

A travers ces lettres, se lisent au quotidien l'affaire Dreyfus, la Palestine au tournant du siècle, "l'enfer" de Jérusalem, la montée du sionisme, l'influence nouvelle d'une force de pression juive, la politisation des ouvriers, les querelles sur l'école, la séparation en France des Eglises et de l'Etat (avec ses conséquences insoupçonnées sur les Juifs et le consistoire, ou l'ambiguïté d'une France laïque,

¹Nous laisserons les anciens noms de Constantinople, Andrinople, etc. à Istanbul, Edirne et autres villes de l'empire, comme le faisaient les contemporains d'Albert Antébi.

²Nous écrivons les groupes religieux avec une majuscule, dans la mesure où, au sein de l'empire ottoman, il s'agissait de "nations" (*milletts*), même si Chrétiens et Juifs étaient englobés dans un pacte de "dhimmitude", en faisant des citoyens de deuxième ordre (*rayas*), jusqu'à la mise en exécution de la constitution de 1876 par les Jeunes-Turcs après la révolution de 1908-1909. (Cf. Bat Ye'or, *Le Dhimmi*, Paris, 1980).

protectrice des Chrétiens d'Orient), les guerres balkaniques, l'avancée de la Russie vers les détroits, l'irruption des Etats-Unis sur l'échiquier international.

La religion de la France

Nous avons intitulé ce recueil de lettres "Albert Antébi ou la religion de la France" : né Ottoman à Damas, lorsque la Syrie était l'un des joyaux de l'empire des sultans, né Juif et fils d'un rabbin respecté qui descendait lui-même du chef de la communauté à l'époque de l'affaire de Damas, procès de "crime rituel" qui mobilisa la communauté occidentale et inspira de nombreux écrivains (dont Moïse Hess), Antébi se revendique avec fierté juif et ottoman. Mais il est le "féal" de la France, une France dont l'antisémitisme, pour lui, ne peut être qu'erreur passagère due à une poignée d'hurluberlus non représentatifs des idées du pays. Nous le verrons à plusieurs reprises, lorsqu'il est renvoyé de l'école des Arts et Métiers de Châlons/Marne au tout début de l'affaire Dreyfus, lorsqu'il engage un patron forgeron qui traite les Juifs de vermine, ou lorsqu'il a affaire à un consul qui fait ordonner une messe quand le général qui a fait rendre justice au capitaine Dreyfus devient ministre de la guerre.

Pour Antébi, tout cela n'est pas la France. Cette France qui l'a élevé, éduqué, nourri de sa prose - Bossuet, Corneille, La Bruyère, Hugo, Courteline, Edmond Rostand ne renieraient pas certains passages de ses lettres. La France généreuse de l'abbé Grégoire qui, sous la Constituante, a affranchi les Juifs, la France cultivée du Père Lagrange, qui vient de créer à Jérusalem l'Ecole Biblique, la France d'Anatole France et d'Aristide Briand. La France aussi de son épouse Henriette, née en Lorraine, et dont la famille a été "chassée" par les Allemands.

Le 13 novembre 1924, cinq ans et demi après la mort d'Antébi à Constantinople, parut dans le journal *Hayishoub* (n° 6) l'article d'un certain Castel qui écrivait : "Ces professeurs qui se disent des Français éclairés et modernes sont fiers de leur peuple et de leur pays, du peuple français éclairé et du glorieux pays français. J'ai connu un professeur qui se vantait toujours devant ses élèves d'aimer sa patrie, la France, de toute son âme et d'être prêt à aller, lui et ses enfants, à l'armée, si la guerre éclatait et ce professeur

“français” appartenait à une famille juive de Damas avant la domination de la Syrie par la France. Je ne suis pas un ennemi du peuple français et de sa culture, mais je suis sûr que les Français intelligents se seraient moqués de ce ‘patriote’ ”.

Cet amour de la France, dont se gaussaient les sionistes, était partagé par la plupart des instituteurs et directeurs de l’Alliance israélite universelle (AIU), qu’André Malraux dans un discours prononcé au Palais de l’Unesco le 21 juin 1960, pour le centenaire de la fondation de l’AIU, appela “la piétaille du sacrifice”.

Mais seuls quelques-uns d’entre eux eurent la “religion” de la France, la reconnaissance d’un baptême ou d’une alliance, d’une cérémonie de passage au moment de l’adolescence, de la participation à la célébration de mystères, la foi en une rédemption par la France. Ils s’en furent non seulement “porter la bonne parole”, mais tentèrent aussi (avec des réussites parfois) de convertir leurs ouailles à la France comme on convertit les incroyants à la religion.

Juif arabe et sédentaire

L’empreinte de la France s’exerçait alors fort différemment sur les Juifs d’Europe centrale et sur les Juifs de Méditerranée. En Allemagne et en Europe centrale, Frédéric II de Prusse et la Grande Catherine avaient chéri Voltaire et les Encyclopédistes et leurs idées s’étaient répandues jusque dans les *shtetl* les plus éloignés, où la France était le pays de la révolution. Dans le pourtour méditerranéen, les Juifs parlaient le plus souvent des langues latines et les plus cultivés d’entre eux, le français, en particulier grâce au réseau d’écoles de l’AIU.

Au fil de la correspondance, on découvre les clivages entre Juifs sépharades et ashkénazes. Mais on découvre aussi le fossé qui existe entre sépharades au sens strict du mot - chassés d’Espagne et du Portugal -, et “Juifs de Babylone” ou, plus prosaïquement Juifs arabes, comme le fut Antébi.

Différences de langues d’abord, les uns parlant yiddish, les autres, ladino, les troisièmes, arabe. Différence d’histoire aussi, les premiers se rattachant aux univers germanique, slave ou magyar, les deuxièmes au monde catholique et hispanique, les derniers à la Palestine et à sa périphérie. Différence de géographie donc, car on

s'aperçoit que les Juifs ont une géographie nomade (même s'il s'agit d'un déplacement qui peut durer des siècles) ou sédentaire (pour ceux qui, revenus de Babylone, restèrent en Palestine).

Pour les sépharades, et, *a fortiori* pour les ashkénazes, Antébi était un indigène, un "Arabe", avec ce que ça comportait de mépris. Pour Antébi, les sépharades avaient fui avant de revenir et les ashkénazes étaient les envahisseurs d'une terre qu'ils ignoraient depuis des siècles, alors que lui-même faisait partie d'une famille qui ne s'était jamais éloignée, d'une dynastie de grands rabbins et chefs respectés des communautés de Damas ou d'Alep - pendant près de quarante ans pour certains.

Toutes ces différences, pour des raisons multiples et complexes, ont été gommées souvent par l'histoire officielle. Il faut les connaître, et surtout les admettre, pour pouvoir lire dans toute leur richesse ces lettres inédites, qui donnent un éclairage inattendu sur les rapports ancestraux entre Damas et la Palestine, la vie quotidienne à Jérusalem avant la Première Guerre mondiale, l'intuition prophétique et inspirée du baron Edmond de Rothschild ou les prémisses du sionisme, pour ne mentionner que cela.

Comme Dieu en France ...

La notion de la France, telle qu'elle se dégage de cette correspondance est celle d'une contrée née de la pensée grecque (à l'origine des mots même de politique, de philosophie, de démocratie, de physique ou de métaphysique), de la loi romaine, de la fronde gauloise, des idéaux de la chevalerie "à la Cyrano", des remises en cause voltairiennes, des rêves encyclopédiques, du positivisme comtien et de la foi dans le progrès, horizon de l'homme.

Comme Antébi n'en est pas à une contradiction près, la France est aussi pour lui la patrie des grands mécènes juifs - les Goldschmidt, les Rothschild, les Leven, tous d'origine allemande et de loyauté française.

Les contradictions ne deviennent jamais incohérences. "L'ange gardien dans la tourmente", comme l'écrivirent en épitaphe les colons de Rishon, sut toujours garder le cap et concilier les contraires, refusant d'un côté l'orthodoxie religieuse, de l'autre l'athéisme et l'anarchie.

La religion d'Antébi est celle de l'amour de l'homme ; c'est celle des Dix Commandements, adoucis par les droits (et devoirs, qu'il n'oublie jamais) de l'homme. Il porte à la France un amour rogue, inconfortable, une foi indéfectible qui s'exprime en ce Credo final, griffonné d'une encre détremmée, qu'on trouva dans ses poches et qui est reproduit ici. L'écrivain anglais William Skyvington écrit : "Si le judaïsme admettait le concept de sainteté, il est probable qu'Albert Antébi eût été un candidat idéal pour la canonisation."

La correspondance et les archives

Les lettres d'Albert Antébi sont conservées essentiellement dans quatre endroits précis :

Les Archives de l'Alliance Israélite Universelle, 45 rue La Bruyère : lettres adressées par Antébi au secrétariat de l'AIU au cours de sa dernière année à l'École des Arts et Métiers, à Angers ; lettres concernant l'école professionnelle de 1896 à 1914 et adressées par Antébi à sa hiérarchie de l'AIU ; rapports adressés à la *Jewish Colonization Association (ICA)* ; copies d'échanges de lettres avec Meir Dizengoff, Elie Saphir, Zalman David Levontine et quelques autres personnes ; traductions de rapports envoyés par des fonctionnaires ottomans sur les colonies de Palestine ; gestion de l'hôpital Rothschild.

Les Archives de la PICA (ici appelées ICA, parce qu'elles couvrent la période qui précède la PICA de 1924), conservées à Talpiot, Jérusalem, et consultées aux *Central Archives For the History of the Jewish People (CAFHJP)* : lettres d'Antébi concernant les colonies palestiniennes subventionnées ou soutenues par le baron de Rothschild, lettres à la branche française de l'ICA, 2 rue Pasquier à Paris.

Les CAFHJP, à l'Université Hébraïque de Jérusalem à Givat Ram : correspondances d'Antébi avec ses collègues et amis, avec les fonctionnaires et dignitaires arabes et turcs.

Les *Central Zionist Archives (CZA)* ou Archives Sionistes, avec des lettres d'Antébi éparses dans plusieurs dossiers (Gueoulah, Anglo-Palestine Bank, Mikveh-Israël, etc.)

Il est difficile de chiffrer le nombre de ces lettres. Nous les avons estimées à près de dix mille, en comptant les notes brèves ou

les rapports épais. Il arrive à Antébi d'expédier cinq ou six lettres le même jour. Il lui arrive aussi de se taire, parce qu'il est en vacances ou à Paris. Nous avons estimé sa moyenne à une lettre et demie par jour entre 1894 et 1913 (l'année scolaire 1895-1896 est "muette" et les années 1914, 1915 et 1916 comptent peu de lettres). Les trois dernières lettres et les deux derniers articles, conservés par la famille, ont été écrits à la fin 1918 et au début 1919.

La correspondance sur Antébi ou les mentions de son nom et de ses activités dans les lettres et notes d'autres directeurs, d'instituteurs ou de contemporains sont nombreuses. Nous avons lu les témoignages de tous ceux dont il parle ou qu'il côtoya, de ses premiers directeurs et professeurs (Moïse Fresco, Isaac Astruc, Moïse Cohen) à ses admirateurs ou contempteurs - Nissim Béhar, Yomtob Sémach, Alhalel, Ben Yéhouda, Elie Carmona ... Au total près de trente mille lettres originales, contant la vie au jour le jour dans diverses villes d'Orient ou du Maghreb.

Il existe aussi à l'AIU les dossiers réunissant les lettres d'Henriette Salomon, qu'Antébi épousa et qui écrivait de Tunis des lettres piquantes, au ton racinien ; de sa soeur Lucie Salomon, institutrice à Tunis, avant d'épouser Albert H. Navon et de diriger l'école de filles de l'école de l'Alliance à Balata-Constantinople, tandis que son époux dirigeait l'école de garçons ; d'Albert Navon lui-même, qui fut administrateur de l'école professionnelle de Jérusalem juste avant Antébi et échoua dans la mission que réussit celui qui était devenu son beau-frère ; d'Elie Antébi, introduit par son frère Albert et l'inspecteur des écoles Sylvain Bénédicte au Séminaire rabbinique de la rue Vauquelin à Paris, où il fut l'élève du grand rabbin Israël Lévi, gendre du grand rabbin de France Zadoc Kahn, et grâce auquel Albert Antébi put connaître le rabbin Maurice Liber avec lequel il posa les bases d'une association France-Palestine. Sans parler des rapports des divers directeurs de Damas sur Joseph Antébi, père d'Albert et professeur d'hébreu à l'école de l'Alliance à Damas, presque depuis la fondation. Ou d'autres rapports de professeurs de l'Alliance sur la vie quotidienne à Damas, Jérusalem, Jaffa, Haïfa, Beyrouth. Aux Archives des Affaires Etrangères se trouvent des correspondances et des rapports (en particulier celui d'Auguste Boppe en 1904) inspirés par Antébi.

Une correspondance en quatre étapes.

Pierre Garrigue, doyen-honoraire de l'Inspection d'Histoire et de Géographie, écrit dans une lettre à l'auteur : "Cette grande saga familiale est à plusieurs entrées : un roman d'apprentissage, qui constitue la trame de la première partie (...) dans la France de la III^e République commençante. Une histoire de l'action de l'Alliance israélite universelle. Il y a, au-delà des chicanes, une belle page de l'action culturelle de la France au tournant du siècle. (...) Un chapitre, riche en péripéties, de l'histoire des origines de l'Etat d'Israël".

La première partie de la correspondance est, pourrait-on dire, factuelle et soucieuse d'informer du quotidien une hiérarchie lointaine (le tout-puissant secrétaire-général Jacques Bigart ne mettra jamais les pieds en Palestine).

La deuxième partie commence avec le récit du "guet-apens" d'avril 1902 et le début de ce qu'Antébi appela le "complot germano-russe". C'est l'une des pages les moins connues de l'histoire de la Palestine, lorsque la communauté méditerranéenne des sépharades, au sens large du mot (Juifs arabes inclus), c'est-à-dire imprégnée de la culture latine et de l'influence grecque, est détrônée par la communauté ashkénaze de langue et de culture allemande et d'inspiration russe et polonaise. Les grandes puissances s'affrontent par communautés juives interposées.

La troisième partie débute en 1908, lorsque les Jeunes-Turcs s'emparent du pouvoir et que les ennemis (juifs) d'Albert Antébi le dénoncent comme "hamidien", c'est-à-dire homme de l'Ancien Régime, tandis que ses amis, dont Meir Dizengoff, voient en lui leur sauveur. C'est le chapitre de la question d'Orient vue de Palestine, avec les intérêts divergents des grandes puissances et les convulsions qui accompagnent le déclin de l'empire ottoman.

Enfin, la quatrième partie, trop brève, est celle de la maturité politique qui débute avec les grands projets d'un axe économique et commercial "France-Palestine" avec le grand rabbin Maurice Liber et le ministre Aristide Briand. Elle se poursuit dans la modernisation de la Syrie et de la Palestine voulue par le dangereux Djemal Pacha, l'exil d'Albert Antébi au terme de deux dénonciations successives (les deux fois, par des Juifs ashkénazes, pro-allemands ou ralliés aux

sionistes), les nouveaux sauvetages de populations, le projet de participer à l'édification d'un nouvel Etat multi-culturel et multi-confessionnel, sorte de fédération, avec une autonomie des Juifs sous les auspices de la France.

Il y a encore bien d'autres choses dans cette correspondance qui susciteront, espérons-le, d'autres exégèses. Antébi parfois se laisse aller à sa verve imprécatoire, jugeant à la même aune les actes "anarchistes" et "bolchevistes" ou les exactions tzaristes, prophétisant l'anéantissement des Juifs allemands écrasés par cette "tour prussienne" qu'ils auront édifiée en servant les intérêts de l'Allemagne, supputant les trahisons de la perfide Albion, ne cessant de mettre en garde contre les fureurs arabes créées par les provocations sionistes, contre les "idéologies qui ont toujours perdu Israël". Sa religion de la France est une religion pragmatique, raisonnée, progressiste, qui tient toujours compte des faits, de l'époque, de l'environnement.

Ces lettres d'un homme à la pensée libre, qui se revendique ottoman mais envoie ses deux fils aînés suivre les cours du lycée Lakanal près de Paris et sa fille aînée à Francfort, qui aime sa terre et ses ancêtres mais voit pour sa progéniture un avenir français, tracent pour nous les grands traits de l'histoire, de la géographie et des courants d'idées qui seront ceux de notre siècle.

Albert Antébi ou la Religion de la France

I. L'école de l'Alliance Israélite Universelle et le séjour en France (1873-1896)

Et si, en 1905, la France avait choisi de jouer la carte juive dans l'Empire ottoman¹ ? Et si, à l'issue de la Première Guerre mondiale, la Palestine était passée sous mandat français², et non britannique ? Et si la France n'avait pas favorisé tous les mouvements d'indépendance dans cette partie du monde, des Jeunes-Turcs³ aux Jeunes-Arabs⁴, pour se fourvoyer ensuite dans le guépier syrien⁵ ? Et si Albert Antébi, le Juif, l'Ottoman, le fervent de la France, avait pu vivre assez longtemps pour contrecarrer la montée en puissance des influences allemande, russe et américaine dans cette partie du

¹ Cf. le rapport de 1904 envoyé par le consul français à Jérusalem, Auguste Boppe au Ministère des Affaires Etrangères à Paris et rédigé par Antébi, selon les lettres n° 129, 132, 133, 136, 170, et Annexe H.

² Selon le témoignage de sa femme Henriette Antébi et l'article rédigé en 1939 par Richoni (Annexe C) ainsi que les lettres n° 508 et 509, c'était bien l'espoir d'Albert Antébi.

³ Mouvement en grande partie inspiré par les théories positivistes du philosophe français Auguste Comte (1798-1857) qui exprimait que l'esprit "positif" succède aux deux premières phases - théologique et métaphysique - de l'humanité et que cette mutation est indispensable au progrès du monde. Le député jeune-turc Ahmed Riza, qui devint président du parlement turc, avait été, lors de son exil à Paris, l'éditeur du journal *Le Jeune-Turc*, mais aussi le secrétaire de la Société Positiviste, qui avait choisi pour quartier général le Café Voltaire (cf. *Histoire de l'Empire Ottoman* sous la direction de Robert Mantran, Paris, Fayard, 1989, pp. 570, 572, 575). Les prémisses du mouvement s'étaient esquissées avec la fondation du mouvement des Jeunes-Ottomans, à Paris en 1868, dont les idées furent reprises en 1895 à Salonique par les officiers ottomans, fondateurs du comité "Union et Progrès". (Cf. *Histoire de l'Empire Ottoman, op. cit.*, pp. 569 à 633. E.E. Ramsaur, *The Young Turks : Prelude to the Revolution of 1908*, Princeton 1957. V. Bérard, *La Révolution Jeune-Turque*, Paris, 1909. S. Mardin, *The Genesis of Young Ottoman Thought*, Princeton, 1962)

⁴ *Al-Fatah* fut fondé en 1911 à Paris. Pour la constitution des divers mouvements d'opposition nationaliste arabes dans l'empire ottoman, cf. G. Antonius, *The Arab Awakening. The Story of the Arab-National Movement*, Londres, 1945. Neil Caplan, *Palestine Jewry and the Arab question, 1917-1925*, Londres, 1978. Henri Laurens, *L'Orient arabe*, Paris, 1994, pp. 123-135. Neville J. Mandel, *The Arabs and Zionism before World War I*, Berkeley, University of California Press, 1976, pp. 32-57, 60-92, 112-113, 115-116, 159. Eliezer Tauber, *The Emergence of the Arabs Movement*, Londres, 1993, pp. 61-134 et 178-212.

⁵ De 1920 à 1941, la France obtint de la Société des Nations un mandat sur la Syrie et le Liban et reconquit Damas sur Fayçal Ier, qui avait dirigé le soulèvement arabe, à l'instigation britannique : les Anglais trahirent Fayçal et l'abandonnèrent aux Français, en échange d'une totale liberté d'action en Palestine, où étaient entrées les troupes du général Allenby.

monde¹ ? S'il avait pu empêcher son pupille, Hadj Amin el-Husseini², de serrer la main de Hitler, à l'aube de la Seconde Guerre mondiale ? Si son idée d'une "fédération helvétique"³, nourrie de culture française et de grands idéaux, avait pu voir le jour, avec l'émergence d'un pôle économique juif⁴ au Moyen-Orient, et un régime s'inspirant dans les grandes lignes du Parti radical français⁵ ?

¹ Sujet de toutes ses lettres à partir de 1901.

² Hadj Amin el-Husseini (1895/1897- 1974) : Issu d'une célèbre famille de Jérusalem qui descend du Prophète, Amin el-Husseini est le fils du Grand Mufti de Jérusalem, Taher el-Husseini (1842-1908), et le demi-frère de Kamel qui succède à Taher et meurt en 1921. Il est aussi le neveu de Saïd effendi, qui fut chef de la municipalité puis député de Jérusalem et grand ami d'Albert Antébi. André Antébi, né en 1898, le fils aîné d'Albert Antébi, a souvent évoqué ses jeux d'enfant avec le petit Amin, à peine plus âgé que lui. Il se rappelait leurs promenades dans une carriole, conduite par Albert Antébi. Les enfants furent séparés vers l'âge de dix ans, lorsqu'André partit suivre les cours du Lycée Lakanal à Sceaux, près de Paris ; le jeune Amin poursuivit des études à Beyrouth (Cf. la lettre n° 389 que lui adresse Albert Antébi), puis au Caire où il suivit à l'université Al-Azhar les cours du Syrien Rachid Rida, disciple du Grand Mufti Mohamed Abdu (1850-1905) qui appelait à un Islam plus pur et plus proche des origines. En 1920, dans la Palestine sous mandat anglais, Amin dirige un grand soulèvement contre les Juifs sionistes. Condamné à dix ans de prison, il est grâcié par les Anglais qui croient pouvoir l'utiliser et l'aident même à être élu en 1922 Grand Mufti de Jérusalem et Président du Conseil Suprême Musulman. En 1936, il se retourne contre les Anglais et fuit l'année suivante à Damas et à Beyrouth pour diriger le soulèvement arabe. Selon l'adage que "les ennemis de nos ennemis sont nos amis", il soutient le coup d'état pro-allemand d'Irak et s'allie à Hitler. En 1946, il s'installe au Caire. Cinq ans plus tard, il ordonne l'assassinat du roi Abdallah de Jordanie, grand-père du roi Hussein. Cf. *Political Dictionary of the Middle East in the 20th Century*, edited by Yaacob Shimoni and Evyatar Levine, Jerusalem, 1972, pp. 163-164.

³ Cf. n° 511.

⁴ Dès la création de l'*Anglo-Palestine Bank* (destinée à devenir la Banque Leumi Le Israel), le thème revient en permanence dans ses lettres, jusqu'à l'ébauche de création du Comité France-Palestine, sous les auspices du rabbin Maurice Liber et du ministre français, socialiste et pacifiste, Aristide Briand (1862-1932). Cf. lettres n° 487 et 490. (Lucien Lazare, "Albert Antébi après sa démission de l'Alliance Israélite Universelle, 1913-1919", *Revue des Etudes Juives*, CXL VIII, 1-2, janvier-juin 1989, pp 113-120). Sur l'histoire de l'*Anglo-Palestine Bank*, lire Nadav Halevi, avec Nahum Gross, Ephraïm Kleiman, Marshall Sarnat, *Banker to an Emerging Nation : The History of Bank Leumi Le-Israel*, Tel Aviv, 1981.

⁵ Dont Antébi était l'ardent partisan, comme en témoignent ou en ont témoigné son fils Gaston et sa nièce Marthe et comme on le subodore d'après certaines lettres. Le Parti radical s'inspire, avec de nombreuses variantes, des grands principes de la révolution française, liberté, égalité, fraternité, mais aussi laïcité et foi dans le progrès et les sciences. Il a commencé sous la Monarchie de Juillet avec les revendications de suffrage universel, s'est précisé sous le second Empire, avec des hommes comme Gambetta, Clemenceau ou Jules Ferry. Il prendra toute son importance au lendemain de l'Affaire Dreyfus. En 1901, il se sépare de son aile gauche qui prend alors le nom de Parti radical-socialiste. Les radicaux, eux, n'aiment guère les socialistes, et l'on peut noter cette méfiance dans nombre de lettres d'Antébi (lettres n° 94, 117, 232, par exemple).

Toute sa vie, Albert Antébi eut la religion de cette France, “mère des Arts, des Armes et des Lois”, que chantait Joachim du Bellay. Bien d’autres l’eurent aussi, et c’est à cette époque de la fin du XIX^e siècle que s’édifia l’image mythique d’une France glorieuse par son esprit, sa culture et sa langue, révolutionnaire mais aussi héritière de la loi romaine, imbue de son passé mais à la pointe des techniques, conservatrice mais généreuse - image que nous tenterons d’analyser à travers les lettres envoyées par Albert Antébi à l’Alliance Israélite Universelle (AIU)¹, à la *Jewish Colonization Association* (familièrement nommée ICA)² et à d’autres correspondants, famille³, collègues ou amis, ainsi qu’à travers quelques articles qu’il écrivit.

Et pourtant Albert Antébi avait toutes les raisons d’en vouloir à la France. Un consul de France à Damas n’avait-il pas été à l’origine de ce qui devait devenir l’affaire Thomas⁴ (*Damascus Affair*), aussi célèbre en son temps que l’affaire Dreyfus? N’était-ce pas à cause de

¹ Nous remercions la direction de l’AIU de nous avoir autorisée à les consulter et à les reproduire. Merci aussi à Jean-Claude Kuperminck et à Rose Levyne pour leur pertinence et de leurs conseils. Une partie de la correspondance avec l’AIU, en particulier celle qui concerne les relations entre collègues, est aussi conservée à Jérusalem, aux *Central Archives for the History of the Jewish People* (CAFHJP), et nous sommes très reconnaissante à Hadassah Assouline de nous avoir autorisée à les lire et à Simon Schwarzfuchs de nous les avoir recommandées.

² Les documents de l’ICA (intégrés à ceux de la PICA en 1924) concernant la Colonisation Palestinienne (CP), dirigée par le baron Edmond de Rothschild, sont conservés à Jérusalem. Merci à Hadassah Assouline d’avoir obtenu par dérogation spéciale que je puisse les consulter dans ses bureaux. On peut aussi en trouver quelques-uns aux Archives de l’AIU, rue La Bruyère. Il existe enfin des lettres d’Antébi ou sur Antébi dans divers dossiers des *Central Zionist Archives* (CZA) à Jérusalem, traitant plus spécialement de ses relations avec les sionistes, pour l’achat des terres, Mikveh-Israel, ou l’*Anglo-Palestine Bank*. Nous les citerons au fur et à mesure. Qu’il nous soit permis de remercier tout particulièrement M. Yoram Mayorek sans qui nous n’aurions jamais pu les lire toutes.

³ Même s’il s’en trouve beaucoup dans les archives déjà mentionnées - en particulier la correspondance avec Elie Antébi (frère d’Albert) ou celle d’Henriette (femme d’Albert) et Lucie Salomon (belle-soeur d’Albert), ou encore d’A.H. Navon (beau-frère d’Albert)-, les trois dernières lettres et les deux derniers articles se trouvent entre les mains de la famille d’Albert Antébi. Nous les mentionnons comme “collection privée”.

⁴ Sur l’affaire Thomas, *The Century of Moses Montefiore*, edited by Sonia and V.D. Lipman, Oxford University Press, 1985, pp. 131-170.

Dans *Une enquête au Pays du Levant*, Paris, 1923 (dans *Le voyage en Orient*, anthologie de Jean-Claude Berchet, Laffont, Paris, 1985, pp. 815-816), Maurice Barrès reprend sans aucune distance, sans la moindre réserve les accusations de meurtre rituel, comme si elles étaient un fait historique authentifié, ce qui fut loin d’être le cas. Antébi fait allusion à l’Affaire Thomas dans les lettres n° 1, 2, 497.

ce consul, Ratti Menton¹, que Jacob Antébi², alors grand rabbin de la communauté juive de Damas, avait été arrêté et torturé pendant sept mois, avant d'être relâché et innocenté ? Albert Antébi n'était pas né : l'affaire s'était déroulée en 1840 et Jacob Antébi était son aïeul.

L'histoire était à la fois banale et terrible. C'était une de ces accusations de crime rituel, importée du moyen-âge européen, où l'on reprochait aux Juifs d'avoir saigné un prêtre franciscain et son valet arabe pour pétrir de leur sang les pains de la Pâque. Le consul français, "protecteur des Chrétiens d'Orient", avait saisi le gouverneur de l'affaire. Or, la conjoncture était particulière : la France soutenait l'Égypte qui disputait la Syrie à l'Empire ottoman, et le gouverneur de Damas, prudent, s'était vu obligé d'arrêter les Juifs dénoncés. Le procès-verbal de l'interrogatoire d'un des ces prisonniers, qui bénéficiait de la nationalité autrichienne, était tombé sous les yeux du Consul d'Autriche, James de Rothschild³, chef de la branche française de la célèbre famille de banquiers, qui avait alerté les Juifs de France. Mais le roi Louis-Philippe, ne voulait pas déplaire à ses catholiques ultras ou risquer d'indisposer les Égyptiens. La Grande-Bretagne, qui soutenait le Sultan, fut trop heureuse d'embarrasser la France : elle décida d'envoyer en Orient une

¹ Ratti Menton relata en 1846 les événements de Syrie à l'époque selon son angle très personnel, sous le pseudonyme d'Achille Laurent et le titre *Relation historique des Affaires de Syrie*,

² Jacob Antébi (1774-1846) est cité à trois reprises dans *Persécutions contre les Juifs de Damas*, Bureau de l'Observateur des Tribunaux, Paris, 1840 (Bibl. AIU, J 8872a, pp. 27,39,49) et quatre fois dans *An Account of the recent persecution of the Jews of Damascus*, London, 1840, de David Salomons (Bibl. AIU, J 6050c). Dans la lettre n° 474, Albert Antébi établit qu'il s'agit de son grand-père, alors que son frère David, dans la présentation d'un livre de commentaires rédigés par leur père Joseph, déclare qu'il ne s'agirait que de leur arrière-grand-père (cf. *Va-yizbor Yosef* ["Joseph accumula", d'après Genèse 41-49] écrit par le rabbin Joseph Antébi, préfacé par David, son fils et publié à Jérusalem en 1920). L'article publié dans l'*Univers Israélite* du 15 décembre (n°18, page 176) au moment de la mort de Jacob n'élucide pas les choses. Il signale toutefois que sa (jeune) épouse était à l'époque, en 1846, enceinte d'un bébé. Il pourrait s'agir de Joseph, mais Albert écrit dans la lettre n° 6 qu'il est "fils de Joseph, fils de David". Jacob serait donc bien son arrière grand-père. D'autant qu'au cours du dialogue entre Antébi et Djemal Pacha (Annexe A), le premier fait allusion à un grand-père "tué dans le soulèvement de Damas".

³ James de Rothschild (1792-1868) : Fils du vieil Amshel de Francfort, fondateur de la dynastie, James est le père d'Edmond de Rothschild, mécène des colonies de Palestine. Cf. Frédéric Morton, *Les Rothschild*, Paris 1962, pp. 68-75.

mission dirigée par Sir Moses Montefiore¹, à laquelle se joignirent l'orientaliste Salomon Munk² et surtout l'avocat français Adolphe Crémieux³. A la suite de leur entrevue avec Méhémet-Ali⁴, Jacob Antébi et ses coinceps avaient été relâchés.

La famille Antébi avait donc toutes raisons d'en vouloir à la France. Elle choisit de ne retenir de toute cette triste histoire qu'une seule figure, celle d'Adolphe Crémieux, produit de cette France généreuse qui avait émancipé ses Juifs. Adolphe Crémieux, fils d'un Girondin, passé Jacobin, qui avait choisi d'être avocat pour défendre les autres, et qui fonda, vingt ans après l'affaire Thomas, l'Alliance Israélite Universelle, destinée à "régénérer" les Juifs méditerranéens

¹ Moses Montefiore (1784-1885) : Né à Livourne en Italie, pendant un voyage de ses parents, le jeune Moïse épouse une fille Rothschild et gagne en Bourse suffisamment d'argent pour se retirer dès 1824 des affaires. Il se consacre alors à l'aide des Juifs dans le monde - en Syrie, en Mésopotamie, en Roumanie. En 1837, il est annobli par la reine Victoria. Il se rend plusieurs fois en Palestine où il est le premier à avoir le courage de construire des maisons hors des murailles qui protègent la ville des raids bédouins. A sa dernière visite, il a 91 ans. (*The Century of Moses Montefiore*, edited by Sonia and V.D. Lipman, Oxford University Press, 1985)

² Salomon Munk (1803-1907) : Né en Silésie, installé en Paris en 1828 après des études à Bonn et Berlin, directeur à la Bibliothèque Nationale du département des manuscrits sémitiques, il succéda en 1864 à Ernest Renan à la chaire de littérature hébraïque et syriaque du Collège de France. Il publia la première édition savante avec traduction du *Guide des Egarés* de Maïmonide (1856-1866). Cf. M. Schwab, *Salomon Munk*, Paris, 1900.

³ Adolphe Crémieux (1796-1880) : Né dans le Midi de la France, Crémieux fait ses études au lycée impérial de Nîmes ; il est marqué par la persécution des protestants, au début de la Restauration (1814). Docteur en Droit, il devient avocat et épouse une Juive de Metz. En 1827, il obtient l'abolition du serment *more judaïco*, humiliant pour les Juifs. Avocat à la Cour de cassation en 1830, il devient député centre gauche de 1842 à 1851, participe au gouvernement provisoire de 1848 comme Ministre de la Justice, combat le coup d'Etat de 1851 et connaît la prison. En 1863, il accepte la présidence de l'Alliance Israélite Universelle. Député de Paris en 1869, il redevient Ministre de la Justice dans le gouvernement de Défense Nationale de 1870 et édicte les décrets du 24 octobre selon lesquels sont considérés comme français les juifs d'Algérie. Il sera enfin sénateur inamovible jusqu'à sa mort. Son épouse fit baptiser leur fils, raison pour laquelle il démissionna du Consistoire et hésita à prendre la présidence de l'AIU. (Robert Launay, *Figures juives : Adolphe Crémieux*, Paris, 1921. S. Posener, *Albert Crémieux*, 2 vol., Paris, 1933. André Chouraqui, *L'Alliance Israélite Universelle et la renaissance juive contemporaine*, PUF, Paris, 1965, pp. 15-18)

⁴ Méhémet-Ali (1769-1849) : Chef du contingent albanais de l'armée ottomane qui combattit Bonaparte, Méhémet-Ali s'était fait nommer par les Ottomans gouverneur du Caire en 1805. Il aida les Turcs contre les Wahabbites du Hedjaz, puis contre les Grecs et conquiert le Soudan. C'est en 1831 qu'il franchit le dernier pas : son fils Ibrahim enleva la Syrie aux Ottomans et l'Europe fut obligée d'intervenir pour limiter le pouvoir de Méhémet-Ali à l'Egypte et au Soudan et préserver les prérogatives du Sultan.

et orientaux⁵ .

De cette période restait aussi la fascination de l'Égypte, alliée de la France, et dont la modernité n'avait pu être qu'entr'aperçue au cours des neuf années qu'elle avait dominé la politique syrienne. Le percement de l'isthme de Suez et l'inauguration en 1869 par l'impératrice Eugénie du canal réalisé par un ingénieur français, Ferdinand de Lesseps¹ , avaient renforcé l'admiration du rabbin Joseph (le père d'Albert Antébi) et de toute la famille pour ce qu'on appellerait aujourd'hui l'ingénierie française, dont la création de l'École nationale supérieure des Arts et Métiers, au tout début du siècle, avait été la plus parfaite illustration. Nous y reviendrons.

Qui plus est, lorsque Abraham, destiné à devenir Albert, naît à Damas le 15 septembre 1873, si nous retenons la date qu'il donne lui-même² , le rabbin Joseph Antébi³ a pu entrer à l'école de l'Alliance qui vient d'ouvrir ses portes, école de langue et de culture française,

⁵ Cf. lettres n° 384 et 511. Pour l'histoire de la fondation et des buts de l'AIU: André Chouraqui, *L'Alliance Israélite Universelle et la renaissance juive contemporaine*, Paris, PUF, 1965, pages 1 à 200. A.H Navon, *Les 70 ans de l'École Normale israélite Orientale*, Paris, 1935, p 4. Narcisse Leven, *Cinquante ans d'histoire : l'Alliance israélite Universelle (1860-1910)*, Paris, 1911. Consulter aussi les dossiers des Archives AIU, sur Crémieux (France IV A 19-33), et Narcisse Leven (France I A 4).

¹ Ferdinand de Lesseps (1805-1894) : Consul en Égypte de 1832 à 1838, Lesseps est fortement influencé par les idées saint-simoniennes, proposant de substituer à la religion de Dieu celle de la science et prônant l'action des industriels et producteurs. Il crée en 1858 la Compagnie universelle du canal maritime de Suez et se passionne à la fin de sa vie pour le percement de l'isthme de Panama. L'échec de cette dernière tentative entraîne un scandale financier et politique, la droite dénonçant en 1892, la corruption parlementaire de plusieurs hommes politiques de gauche (dont Clemenceau) ayant entraîné la ruine de près d'un million de petits porteurs.

² Il donne cette date dans la lettre n° 6. En outre, son acte de décès mentionne qu'il est mort à 45 ans en 1919 (collection privée). Nous avons le témoignage oral de sa femme Henriette, disant qu'elle avait le même âge que lui (or elle est née en 1873). Dans sa lettre de recommandation à l'AIU du 3 juillet 1888 (Archives AIU : Syrie XII E 106 c), le directeur de l'école, Isaac Astruc, indique que le jeune homme serait âgé de dix-sept ans, ce qui l'aurait fait naître en 1871. Sur le registre d'inscription à l'école du Travail, en octobre de la même année, est consignée la date du 8 octobre 1875 (registre conservé 4 bis rue des Rosiers). Encyclopédies et dictionnaires des personnalités donnent encore d'autres dates. Les registres d'état-civil et les superstitions orientales ayant été ce qu'elles étaient dans ce coin d'Orient, il est difficile de trancher. Pour la facilité de l'exposé, nous garderons toutefois la date de 1873 donnée par sa mère à Antébi.

³ Joseph Antébi est né vers 1847 et mort au cours de l'hiver 1918, si l'on considère que, dans l'introduction de *Va-yizbor Yosef* [Jérusalem, 1920] rédigée par David, le fils de Joseph, il est spécifié : "Mon père mourut un samedi après minuit et fut enseveli à Jérusalem, au Mont des Oliviers, le deuxième mois juif 1919, à l'âge de 72 ans. "

dirigée par Moïse Fresco⁴. Il y est professeur d'hébreu, aubaine dans ce coin du monde où les rabbins sont souvent domestiques¹.

Sur l'enfance d'Albert Antébi à Damas, nous avons quelques renseignements : sa mère a pour nom de jeune fille Esther Catran², et il est apparenté aux Totah³ et aux Abadi⁴. Il hérite sa ville natale, où il a pour ami Isaac Fahri⁵, Victor Penso⁶, Albert Mosseri⁷. Il a dix ans lorsque s'éteint à Damas l'émir Abd el- Kader⁸, célèbre pour sa

⁴ Moïse Fresco (1859-1912) : Né à Constantinople, Fresco a un peu plus d'une vingtaine d'années lorsqu'il prend la direction de l'école de garçons de l'AIU à Damas (Syrie XIV E 146). Lorsqu'il en part en 1884, nommé par l'Alliance à Smyrne comme directeur-adjoint, Abraham-Albert Antébi vient d'entrer à l'école de Damas. Pour les mentions sur Joseph Antébi, professeur à l'école, cf. lettre n° 7 et Archives AIU, France XIII F 24 :

- rapport Astruc, fin 1884 : "R. Joseph Antébi est le rabbin le plus intelligent que j'aie jamais connu ; vif, capable, sensible au moindre reproche, toujours prêt à me contenter, jamais aveuglé par les fanatismes, R. Joseph Antébi aurait pu être un instituteur parfait s'il avait eu le bonheur de recevoir une autre éducation."

- rapport Astruc, fin 1886 : "Le rabbin Joseph s'acquitte de son devoir à la satisfaction générale : c'est un homme intelligent et surtout libéral. Il a depuis longtemps renoncé à la routine habituelle. (...) Le rabbin Joseph sera un instituteur parfait (j'entends tel que nous le désirons) quand il se fera plus aimer et estimer de ses élèves : parfois il est brutal en voulant être énergique."

- rapport Cohen, fin 1890 : "Le rabbin Joseph Antébi est un des plus anciens professeurs de l'école. C'est un homme très intelligent, peut-être le rabbin le plus instruit de la ville. Il est au courant de nos méthodes et fait à nos disciplines. Il enseigne bien ; mais malheureusement le mauvais état de sa santé l'a, cette année, éloigné petit à petit des classes. Son fils a fait ses classes tant bien que mal, mais n'a pas pu le remplacer." Nous ne savons pas de quel fils parle Cohen, peut-être d'Albert, de passage à Damas, ou de David, l'aîné, commerçant et *hazan* (chantre).

Quant à la date exacte de la fondation de l'école, il y eut une première période, de 1863 à 1868, où le consul de France H. Hecquard tenta d'aider l'AIU à l'ouvrir ; mais ce n'est qu'au cours de l'été 1880, grâce au concours du gouverneur de Damas Midhat Pacha, qu'elle put enfin ouvrir ses portes (Archives AIU, Syrie XI E 94-101).

¹ Pour une vision du Damas de l'époque, on peut consulter aux Archives AIU le dossier des rapports annuels sur la Syrie, France XIII F 24, et Syrie I C 4-7. La lettre d'Astruc faisant allusion aux rabbins domestiques date du 7 septembre 1884. (Syrie XII E 106 c).

² Rapporté par Armand Antébi, petit-fils d'Esther Antébi, née Catran. Et cf. lettres n° 250 et 279.

³ Cf. lettres n° 1, 2 et 279.

⁴ Cf. lettre n° 250. L'un de ces Abadi, Moussa Abadi, sera bien plus tard critique théâtral et écrivain. Son livre sur Damas (*La reine et le calligraphe*, Paris, 1995) a été couronné du Prix de l'Académie Française. La mère de Moussa Abadi, Fahrída, était la fille de Béhor Catran et la soeur de Rébecca qui devait épouser Raphaël Antébi, le plus jeune frère d'Albert.

⁵ Cf. lettres à Isaac Farhi, conservées aux CZA, dossier J 41.

⁶ lettre n° 207. Pour Victor Penso, consulter aux Archives AIU : Syrie XIX E 194.

⁷ En 1911, il écrit à cet Albert Mosseri qui est à la Levantine Bank de Constantinople et s'occupe pour lui d'une affaire d'enterrement (CAFHJP, dossier AIU, J/77)

⁸ Abd el-Kader (1807-1883) : Né près de Mascara, d'une famille chérifienne noble, il fut proclamé "sultan des Arabes" en 1832 par des tribus de l'Oranie et mena une guerre de

résistance contre les troupes françaises en Algérie, mais aussi pour son amour de la France¹.

Ses professeurs lui font partager leur passion de la France, que ce soit Isaac Astruc², son jeune directeur, ou ce Cohen dont il espérera un moment avoir le fils Emmanuel pour successeur et qu'il enverra à l'école des Arts et Métiers d'Armentières³.

Rêvant de partir pour la France, il travaille pour obtenir l'argent du voyage dans la boutique de son frère aîné David⁴ et vend chaussettes et friandises⁵.

quinze ans contre la France. Le 16 mai 1943, le duc d'Aumale s'empara de sa smala et l'émir se réfugia alors au Maroc, d'où le maréchal Bugeaud le fit expulser. Il se rendit définitivement le 23 décembre 1847 et, malgré les promesses qui lui avaient été faites, fut emprisonné jusqu'à sa libération par Napoléon III en 1852. Il se réfugia alors dans l'empire ottoman, à Brousse, puis à Damas, se consacrant à la théologie et à l'écriture. En 1860, il sauva une partie des chrétiens pourchassés par les Druses, en souvenir des années passées en France où il avait, en particulier à Amboise, pu se familiariser avec la spiritualité chrétienne. Il fut inhumé à Damas, près de la tombe du grand mystique arabe Ibn'Arabi, puis sa dépouille fut déplacée à Alger. Cf. P. Azan, *L'émir Abd el Kader. Du fanatisme musulman au patriotisme français*, Paris, 1925. Abd el-Kader, *Ecrits spirituels*, Paris, 1982.

¹ Au moment du massacre des Chrétiens de Damas par les Druses du Mont Liban (à l'origine de l'autonomie du Liban jusqu'en 1914, puis du mandat français sur le Liban après la guerre), l'émir Abd el Kader prit sous sa protection personnelle les soeurs chrétiennes et sauva la vie de bien des Chrétiens. A Temimi, "L'émir Abd el-Kader à Damas", *Revue d'histoire maghrébine*, juillet 1979. "Lettres inédites de l'émir Abd el-Kader", *Revue d'histoire maghrébine*, janvier 1978 et juillet 1978.

² Cf. lettre n° 210. Isaac Astruc est un Bulgare, né en 1859 à Choumla. D'abord instituteur-adjoint à Tanger, il prend la direction de l'école de Damas, puis il est nommé en Bulgarie, à Roustchouk, en 1889, où il fait fonction en même temps de gérant du consulat de France. De 1900 à 1920, il est en Roumanie, détaché au service de la *Jewish Colonization Association* (ICA).

³ lettres n° 158, 210, 247

⁴ David Antébi (1862-1934) : Le frère aîné d'Albert, *hazan* et commerçant, partit en éCLAIREUR pour l'Egypte en 1889, avec sa toute jeune femme Fahrída, qui "avait encore l'âge de sauter à la corde", selon le témoignage de leur petite-fille, Sylvia Kleinge. (Lettre, collection privée).

⁵ Cf. lettre n° 360. Le Salonicien Elie Carmona (1863-1932), qui fut directeur de l'école de garçons de l'AIU à Jérusalem, nous décrit ainsi les débuts d'Albert Antébi, dans une lettre qu'il adresse le 22 janvier 1912 à M. Machiels, le trésorier de l'Alliance : "Antébi est un parvenu, fils d'un pauvre rabbin de Damas et obligé tout jeune de vendre des friandises sur un plateau à la porte de l'école de cette ville pour aider ses parents à l'entretien d'une nombreuse famille. M. Isaac Astruc, alors directeur de l'école de l'Alliance, remarque l'intelligence de ce marchand en herbe et le tire de sa misère et de son ignorance en l'incorporant à l'oeuvre d'apprentissage qu'il dirige ; c'est de là qu'il s'échappe et muni tout simplement et pour tout bagage d'une lettre d'introduction de sa direction, il part pour Paris, il frappe à toutes les portes de la capitale, jusqu'à ce que M. le grand rabbin Zadoc Kahn qui se laissait émouvoir par toutes les misères de ce monde lui tende une main secourable et le recommande à notre regretté président M.

A la suite de l'intervention et de l'insistance d'Isaac Astruc , Narcisse Leven¹ , vice-président de l'AIU, fait entrer le jeune homme à l'école du Travail² du 4 bis rue des Rosiers à Paris, qu'il a contribué à fonder pour les jeunes Israélites pauvres. D'après le registre conservé à l'école du Travail, Albert Antébi est parrainé par le Baron Hirsch³ et Salomon Goldschmidt⁴ , Président de l'AIU. Il partage sa

Goldschmidt. (...) D'une grande finesse d'esprit, comme tous les Syriens, plat devant les forts et arrogant devant les faibles, insinuant, actif, dégourdi, intrigant, parlant haut, fier de l'appui de ses protecteurs et de ses succès, Albert Antébi parvient en peu de temps à se mettre au courant des affaires, il profite et abuse des faiblesses de son directeur, il ébranle sa position et se trouvant sur place, il arrive bientôt à ses fins." (Israël X E 30)

¹ Narcisse Leven (1833-1915) : Né le 15 octobre 1833 à Urdingen en Allemagne, Narcisse Leven est élevé en France et il est fasciné par la révolution de 1848 (il a 15 ans). A l'époque il collecte des fonds pour les pauvres sous le patronage de Lamartine, Hugo, Thiers, Duruy. Républicain modéré, opposé à Napoléon III, il devient avocat et secrétaire de Crémieux. De 1898 à 1915, il est président de l'Alliance, après en avoir été successivement secrétaire général (1863-1883) et vice-président (1883-1898). A la mort du Baron de Hirsch et de Salomon Goldschmidt, il devient aussi président de l'ICA. Cf. J-P Coulon, *Narcisse Leven*, Berger-Levrault, Paris, 1920. Cf. aussi Archives AIU, France I A 4, dossier qui contient quelques lettres et sa nécrologie.

² Au moment de la mort de son ancien directeur, Redlaub, Antébi fait allusion à cette période passée à l'école du Travail (lettre non publiée). L'école du Travail a été créée en 1852 par le poète Eugène Manuel, le docteur Manuel Leven et Narcisse Leven pour transformer les enfants israélites de familles défavorisées en ouvriers qualifiés et ratifiée par décret du 18 avril 1878 signé du maréchal Mac Mahon. Les élèves étaient en apprentissage dans la journée et le soir suivaient des cours d'instruction générale. (Documentation sur place)

³ Maurice Hirsch von Gereuth [dit "de Hirsch"] (1831-1896) : Fils et gendre de plusieurs familles de banquiers en Bavière et en Belgique, Hirsch découvre les Juifs d'Orient lorsqu'il négocie avec le Sultan la construction d'une ligne de chemins de fer Constantinople-Vienne. En 1874, il verse à l'Alliance une première donation d'un million de francs-or pour "améliorer les situation des Israélites de l'Empire turc par l'instruction et l'éducation". (Archives AIU, France III N 6-12). A partir de 1880, il couvre le déficit annuel de l'Alliance. En 1887, il perd son fils unique Lucien. En 1889, le secrétaire général de l'AIU, Isidore Loeb, le met en contact avec deux riches Juifs américains, le banquier Jacob Schiff et Oscar Straus (qui sera à trois reprises ministre plénipotentiaire et ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople), pour aider à l'immigration des Juifs de Russie et de Roumanie : en 1890, Hirsch fonde le *Baron Maurice de Hirsch Fund*, doté d'un capital de 2 millions et demi de dollars. En 1891, il fonde la *Jewish Colonization Association* (ICA), dotée d'un capital de 50 millions de francs-or. (Samuel Joseph, *History of the Baron de Hirsch Fund*, The Jewish Publication Society, New York, 1935. Samuel J. Lee, *Moses of the new world*, Thomas Yoseloff, New York, Londres. Kurt Grünwald, *Türkenhirsch*, München, 1966)

⁴ Salomon Goldschmidt (1802-1898) : Oncle par alliance du baron de Hirsch, il fut Président de l'AIU à partir de 1891 et, à la mort du baron de Hirsch en 1896, de l'ICA. Il permit le mariage d'Albert Antébi et d'Henriette Salomon, et le finança. Cf. lettres n° 5, 134 et 155 : "Il fut pour moi plus qu'un bienfaiteur, un ami, un protecteur, un père." (Pour Goldschmidt, Archives AIU, France IV A 28 et France III N 6-12)

chambre avec Josua Pauli, apprenti de Smyrne, et travaille comme apprenti chez le serrurier M. Louprête, 12 rue Pavée.

Il est donc plongé d'une part dans le quartier du Marais, hanté par les souvenirs de la Révolution française et déjà peuplé de Juifs d'Europe centrale, et d'autre part il se rend dans les "beaux quartiers", voyant de loin les hôtels particuliers de ses mécènes, rond-point des Champs-Élysées pour Salomon Goldschmidt, ou rue de l'Élysée pour le Baron de Hirsch. Il sait aussi que Goldschmidt a racheté l'hôtel de la comtesse du Barry à Louveciennes¹ et que Narcisse Leven est un familier des Salons de la rue Jacob. Antébi a 18 ans² lorsqu'il fait la connaissance d'Henriette Salomon, orpheline de père³ et élève de l'archéologue Salomon Reinach⁴ au collège Sévigné⁵, rue de Condé.

¹ Comme en témoigne l'en-tête de son papier à lettres (*Ibid.*)

² Dans une lettre à Bigart du 3 février 1897, Albert Antébi écrit : "Vous savez pourtant combien je l'aime, vous savez quel dévouement je lui ai témoigné durant huit ans." Et le 8 février 1897, Albert Antébi fait allusion à six ans et demi de fiançailles. (Cf. Archives AIU, Israël E II E 5-7). Henriette Salomon et lui se seraient donc connus en 1888-1889 et fiancés en août 1890. Il l'aurait par conséquent vue peu après son arrivée à Paris.

³ D'après l'acte de naissance de Victor Salomon (né en 1840), père d'Henriette, conservé à la mairie de Château-Salins, Victor est le fils de Moïse Salomon (né en 1791) et d'Elisabeth Worms (1802-1858). La *Revue du cercle de généalogie juive*, n° 34, été 1993, a publié la mention suivante : "Elisabeth WORMS, ep. Moïse Salomon, de Château-Salins, est décédée le 6/03/1858 à 56 ans. (Relevé sur une pierre tombale de l'ancien cimetière juif de Delme, par mes soins. Olivier Cahen)". Victor Salomon est mort le 8 février 1886 à Châlons/Marne (décès du 8 février 1886 de Victor Salomon à Châlons/Marne, relevé par Claude Ploussard-Weiller aux Archives Départementales, 2 E 119-412, acte 65) : Henriette avait treize ans. Sur Henriette Salomon, cf. Elizabeth Antébi, "Henriette Antébi, une Lorraine en Palestine", *Cahiers de l'Alliance Israélite Universelle*, déc. 1993, n° 6, pp. 3 à 7.

⁴ Salomon Reinach (1858-1932) : Petit-fils d'un marchand de chevaux de Mayence et fils d'un employé de banque (ex-garçon d'écurie qui a fait fortune en pariant sur les chevaux), Salomon Reinach sera nommé en 1902 directeur des Musées Nationaux. Pendant trente-cinq ans, membre actif de l'ICA, il sera aussi vice-président de l'AIU de 1898 à 1912. Il est le frère de Joseph, son aîné de deux ans, chef de cabinet de Gambetta, puis député, et de Théodore, professeur à l'École des Hautes Études. Nous avons relevé son nom sur la liste des professeurs au Collège Sévigné, communiquée gracieusement par Mme Bazenet. (Cf. Gérard Nahon, "Salomon Reinach", *Encyclopaedia Judaica*, v.14, col.56. *Bibliographie de Salomon Reinach*, éd. par Seymour-Montefiore R de Ricci, Paris, 1936. Salomon Reinach a écrit de nombreux livres et articles dont nous citerons : *L'accusation de meurtre rituel*, Paris, 1893. *Histoire de la Révolution Russe*, Paris, 1917. *Lettres à Zoé sur l'histoire des philosophies*, Paris, 1926. "Satan et ses pompes", *Revue de l'Université de Bruxelles*, nov. 1902.

⁵ Le collège Sévigné est né un mois avant la promulgation de la loi Camille Sée : il ouvrit ses portes le 3 novembre 1880, au 10 rue de Condé, à Paris. (Documentation inédite, prêtée par Mme Bazenet, du collège Sévigné).

Henriette Salomon, issue d'une famille juive de commerçants cossus de Château-Salins par son père et de rabbins cultivés de la région de Nancy par sa mère, née Eugénie Weyl⁶, est une ardente patriote. Elle fut pour beaucoup dans la cristallisation de la "foi" en la France d'Albert Antébi : après le rêve du petit juif de Damas qui voyait en la France la patrie de la Révolution française et de cet abbé Grégoire¹ qui avait déclaré les juifs "égaux en droit", le pays de ce Crémieux qui était venu sauver son grand-père à Damas et qui avait proclamé français les juifs d'Algérie, la matrice de cette Alliance qui voulait la "régénération" des Juifs d'Orient, c'était, en Henriette, l'incarnation des valeurs de la France, qui venait de faire accéder les femmes à l'instruction et même à l'agrégation².

Henriette Salomon était née en 1873 à Château-Salins, après une soeur, Lucie, de trois ans son aînée. Leur père³, commerçant du village, qui exerce le rôle de bourgmestre⁴ depuis que les Allemands sont vainqueurs de la guerre de 1870 et que Château-Salins est sous leur domination, n'est pas très désireux de s'exiler. Ce n'est que lorsque sa femme Eugénie accouche d'un garçon, Roger, en 1877, qu'il cède à ses supplications⁵ et déménage à Châlons/ Marne, côté français de la nouvelle frontière : elle ne veut pas voir son fils sous l'uniforme allemand.

⁶ Eugénie Weyl (1838-1916) : Le grand-père maternel d'Eugénie était un Vital, de Rouen. Son père était un rabbin cultivé de la région de Nancy. Elle avait trois soeurs toutes bien mariées : l'un des neveux d'Eugénie fut le maire d'Epinal Léon Schwob. (confidences de Marthe, petite-fille d'Eugénie). Nous avons reconstitué sa date de naissance grâce aux actes de naissance de ses enfants et de l'âge qu'elle y indique, mais ne savons où elle est née. La date de sa mort nous a été donnée par sa petite-fille, qui était auprès d'elle.

¹ Abbé Henri Grégoire (1750-1831) : Curé d'Embermesnil, élu député de Loir et Cher à la Convention Nationale, il figure dans le tableau de David, *Le Serment du Jeu de Paume*. Il fit voter l'abolition de l'esclavage et participa à la fondation du Conservatoire des Arts et Métiers. Cf. P. Grunebaum-Ballin, *L'abbé Grégoire et les Juifs*, Paris, 1931. Brochure du Centenaire de l'abbé Grégoire 1750-1831, Paris, CNAM, 1931. Ruth Necheles, *The Abbé Grégoire (1787-1831)*, New York, 1973. Jean Tild, *L'abbé Grégoire, d'après ses Mémoires recueillis par Hippolyte Carnot*, Paris, 1946. Abbé Grégoire, *Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs*, préface de Robert Badinter, Paris, Stock, 1988.

² Camille Sée (1827-1919) : Alsacien né à Colmar, Sée fut un ami de Jules Ferry . Sa loi (21 décembre 1880) fut à l'origine des lycées de jeunes filles et de l'ouverture aux femmes de l'Ecole normale supérieure de Sèvres, les filles étant admises à passer l'agrégation.

³ Renseignements tirés des actes de naissance des trois intéressés, aimablement communiqués par la mairie de Château-Salins.

⁴ D'après l'acte de naissance de Roger Salomon, également communiqué par la mairie de Château-Salins.

⁵ D'après Henriette Antébi, propos rapportés par sa fille Simone.

Henriette est envoyée avec sa soeur au pensionnat de Raucourt¹, rue du Grenier à Sel, puis au Collège Sévigné à Paris, dirigé par son homonyme, Mathilde Salomon, une femme de petite taille, disproportionnée, mais à la morale d'acier². Le Collège Sévigné est contemporain de la loi Camille Sée. C'est un creuset dans lequel viendront se forger le caractère et la destinée de quelques-unes des grandes dames du siècle³. Les professeurs aussi sont admirables, il y eut Salomon Reinach, mais aussi le philosophe Emile Chartier, dit Alain (1868-1951).

Lorsqu'elle devient orpheline de père à treize ans, Henriette (comme sa soeur Lucie) doit affronter une situation peu enviable : sans dot, elle ne risque guère de trouver parti à sa mesure, mais surtout, elle doit renoncer à l'agrégation⁴, car l'Ecole nationale de Sèvres demande des sacrifices financiers que sa mère ne peut assumer. L'AIU la prend sous sa protection et paie ses études et celles de sa soeur à La Haye les Roses⁵ : elles deviendront institutrices.

Il est certain que cet esprit cultivé et austère des juifs de Lorraine, l'empreinte du collège Sévigné, la joie de voir enfin s'ouvrir aux femmes les portes de l'enseignement supérieur ont façonné l'âme de la jeune Henriette. Faute d'être agrégée, elle sera missionnaire de la culture française et ira la porter dans les coins les plus reculés du monde. Lorsqu'elle est à Tunis, les lettres à Jacques Bigart, secrétaire général de l'AIU, témoignent de sa volonté

¹ Devenu pensionnat Notre-Dame, d'après le pharmacien et généalogiste amateur de Châlons/Marne, M. Ploussard, qui nous a beaucoup aidée à établir ces filiations du côté des Salomon, et dont les aïeux étaient déjà pharmaciens à l'époque dont nous parlons.

² Cf. Archives inédites du Collège. Née le 14 décembre 1837 à Phalsbourg, arrivée à Paris à l'âge de dix-huit ans munie d'un brevet d'institutrice, Mathilde Salomon dirigea le collège Sévigné de 1883 à 1909. En 1892, elle entra au Conseil Supérieur de l'Instruction Publique. Voilà quelques-unes de ses maximes, qui contribuèrent à forger le caractère de la jeune Henriette Salomon : "L'action est la morphine de l'âme", "Il me semble que je nais tous les matins", "Le vrai avant tout et regardons-le bien en face", "Vivre simplement, sans métaphores, sans autres principes que la haine du mal, de l'injustice, de la souffrance", "Ne jamais rien témoigner est la règle à suivre. Ne jamais rien éprouver serait l'idéal."

³ Lucile Tynaire-Grenaudier, première femme élue au Conseil de l'Ordre des Avocats de Paris, Eve et Irène Curie, et bien d'autres.

⁴ Il semble qu'elle ne se soit jamais remise de ce chagrin, comme en témoignaient son fils puîné Gaston Antébi et sa fille Simone.

⁵ Témoignage de Simone .

d'accomplir sa mission. Ainsi lorsqu'elle déclarera, le 7 juin 1894 :

“L'idéal de l'école primaire n'est pas en effet d'enseigner beaucoup mais de bien enseigner, de donner à l'enfant une instruction restreinte mais non superficielle. Les enfants doivent emporter de l'école d'abord une somme de connaissances appropriées à leurs besoins futurs, ensuite et surtout, de bonnes habitudes d'esprit, une intelligence ouverte et éveillée, des idées claires, du jugement, de la réflexion, de l'ordre, de la justesse dans la pensée et dans le langage.”

Ou qu'elle ajoute le 4 mars 1895 :

“Demandez à ces enfants à quelle religion elles appartiennent, indifféremment, elles répondront : nous sommes juives ou nous sommes tunisiennes ; ces termes, comme ceux d'arabes et de musulmans sont synonymes à leur yeux. Les origines de cette lacune sont particulièrement faciles à saisir. Les juifs de Tunis ayant vécu dans une oppression étroite, écartés de tout emploi, n'ont pas depuis quelques années de liberté, de renaissance morale, senti assez les bienfaits de l'indépendance pour en faire honneur au peuple qui la leur a donnée. (...) Pour ma part, tout ce que je peux tenter, c'est d'indiquer à mes élèves cette idée qu'elles appartiennent à un pays auquel leur affection doit aller comme à un ami d'élection.”¹

Car elle aussi, elle a la religion de la “douce” France, ferment de culture, que sa mère a choisie contre l'Allemagne prussienne, ferment de “barbarie”.

N'est-ce pas elle qui, dans une certaine mesure communique à Albert Antébi son horreur de tout ce qui est allemand ou parle allemand et sera sans doute à l'origine de la méfiance de son mari à l'égard de Herzl l'Autrichien et du sionisme ?

Comment se connaissent-ils ? Par Roger, le frère de Henriette qui est devenu élève de l'Ecole des Arts et Métiers d'Armentières², tandis qu'Albert est entré à celle de Châlons/Marne, ou auparavant, comme semblent l'indiquer les lettres d'Antébi ? Selon ces dernières, ils se seraient connus entre seize et dix-huit ans,³ lorsqu'il était encore à l'école du Travail, qu'il a quittée le 21 septembre 1891¹. A moins qu'il n'ait connu la famille Salomon qu'à son arrivée à

¹ Archives AIU, dossier Tunisie XXXIV E.

² D'après sa nièce, Marthe et le fils d'André Antébi, Jean-Pierre. Mais les dates ne coïncident pas.

³ Cf. plus haut, note 2 page 18.

¹ Comme en témoigne le registre conservé à l'école du Travail.

Châlons, ce qui est peu probable puisqu'il fait allusion à des fiançailles, ce qui eût été rapide.

Il faut aussi imaginer le Paris dans lequel arrive Albert Antébi en septembre 1888 : sa première visite est sans doute pour le Grand Rabinat, rue Saint-Georges où il rencontre Zadoc Kahn². Puis, c'est le 53 rue de Trévise, siège de l'Alliance, où il a rendez-vous avec Narcisse Leven qui le confie à Jacques Bigart³.

Paradoxalement, c'est sans doute à Paris qu'il découvre les Juifs d'Europe centrale⁴. C'est là en tout cas qu'il suit les étapes de la construction d'un des plus grands chefs-d'oeuvre d'un ingénieur, la Tour de Gustave Eiffel⁵ (inaugurée pour l'Exposition Universelle de 1889). Là qu'il voit s'instaurer la Fête du Travail⁶ et naître les premiers grands mouvements sociaux⁷. Là qu'il découvre les meurtres anarchistes⁸. Là enfin, qu'il est confronté à l'antisémitisme.⁹

² Zadoc Kahn (1839-1905) Fils de colporteur né à Mommenheim, en Alsace, Zadoc Kahn fut Grand Rabin de Paris, puis Grand Rabin de France (il le devient en 1889, un an après l'arrivée d'Albert Antébi à Paris). Ce fut lui qui demanda au baron Edmond de Rothschild de s'intéresser aux colonies palestiniennes fondées par des étudiants juifs russes. (Julien Weill, *Zadoc Kahn, 1839-1905*, Paris, 1911. Yvette Kaufmann, *Zadoc Kahn*, mémoire de maîtrise, Université de Strasbourg II, cité par A. Boyer, *Theodore Herzl*, Paris, 1991, p 184. Maurice Liber "Zadoc Kahn et le sionisme", *L'Echo sioniste*, 10 mai 1913. "Hommage à Zadok Kahn", *L'Univers Israélite*, n° 23, 24 février 1939, pp. 404-407))

³ Cf. lettre n° 130. Jacques Bigart (1855-1934) : Né à Mütterholz dans le Bas-Rhin, aîné de sept enfants, il obtient en 1878 son diplôme rabbinique. Elève, puis adjoint d'Isidore Loeb à l'AIU, il en devient le secrétaire général à la mort de ce dernier en 1892. Il fut surnommé par un journal sioniste "le mandarin au bouton de cristal". Il était le beau-frère de Narcisse Leven, les deux hommes ayant épousé une fille Franck (pour Leven en premier mariage). Cf. Archives AIU, France VI A 43. André Chouraqui *Op. cit.*, page 207. Sylvain Halff, "A la mémoire de Jacques Bigart, 1855-1934", Paris, 1934, Bibl. AIU cote J 14 b.

⁴ Témoignage de Gaston Antébi.

⁵ Gustave Eiffel (1832-1923) : Né à Dijon, il est l'expert des constructions métalliques, édifiant ainsi ponts (Bordeaux, 1858) et viaducs (Garabit, 1882), sans parler de la tour qui porte son nom (1887-1889).

⁶ 1er mai 1891.

⁷ Fondation en 1895 de la Confédération Générale du Travail (CGT) au congrès socialiste de Limoges.

⁸ A l'époque où Albert Antébi était en France, le président Sadi Carnot avait été assassiné par un anarchiste (1894) et la presse relatait les hauts faits de Ravachol.

⁹ Terme forgé à partir du néologisme inventé par un linguiste allemand à la fin du XVIIIe siècle pour regrouper des langues apparentées, parlées par des peuples d'une région du monde qu'il attribua d'après la Bible à Sem (par erreur puisqu'il s'agissait plutôt de la terre de Cham), créant le mot "sémitique". Cent ans plus tard, Wilhelm Marr s'en empara pour parler d'une "race" sémitique imaginaire (et qui aurait regroupé des Ethiopiens aussi bien que des Juifs et des Arabes !).

Curieusement, c'est, de tous les phénomènes énumérés, celui qui le choque le moins. Il faut dire qu'il vient d'un pays où les enfants juifs sont poignardés lorsqu'ils traversent les quartiers chrétiens¹. D'autre part, la situation n'étant pas la même, il convient sans doute de se montrer discret².

Car, dans la France du XIXe siècle, moins d'un siècle après l'émancipation des juifs, plusieurs phénomènes inquiètent les bourgeois conservateurs et les ultra-catholiques : avec les décrets Crémieux octroyant la nationalité française aux juifs d'Algérie (1870), et la loi Camille Sée (1880) sur l'éducation des filles, il faut mentionner la loi d'un autre juif français, Naquet³, sur le divorce (1884). Sans parler de l'émergence d'une haute finance juive dont, en France, les Rothschild et les Pereire sont l'illustration, et de l'antisémitisme des socialistes, de Proudhon à Fourier,⁴ sans parler de Marx, dont le père était un converti d'origine juive.⁵

Bien sûr, Auguste Comte ou le comte de Saint-Simon, Jules Ferry ou Gambetta ne sont pas juifs, mais, se demande la rumeur, leur entourage ? Le "succès de librairie" de l'époque reste *La France juive* du journaliste et pamphlétaire Drumont⁶, sorti en 1886 et qui comptera 200 éditions !

Aussi Albert Antébi, envoyé par l'Alliance à l'École des Arts et Métiers de Châlons/Marne, se voit-il sans trop d'étonnement convoqué par le directeur qui a entendu dire que ce bon élève était juif. Antébi opine et ... il est aussitôt mis à la porte¹. Comme il lui reste encore une année à accomplir, l'Alliance obtient son admission

¹ Lettres d'Astruc et de Cohen, Archives AIU, Syrie XII E 106 c et XIV E 133.

² Cf. la lettre n° 1 : "Le Juif est chez eux légendaire" ...

³ Alfred Naquet (1834-1916) : Né à Carpentras, exilé par Napoléon III, Naquet fut élu député (d'extrême-gauche) à l'Assemblée. Sa loi sur le divorce fut votée par le Sénat en 1884. Boulangiste, il fut éclaboussé par le scandale politico-financier de Panama.

⁴ Alphonse Toussenel (1803-1885), auteur d'un des tout premiers ouvrages antisémites publié en 1845, *Les Juifs, rois de l'époque*, était un fouriériste ardent.

⁵ Sur ce sujet, cf. Isaiah Berlin, *Trois essais sur la condition juive*, Presses Pocket, Paris, 1973, pp. 42 à 48.

⁶ Edouard Drumont (1844-1917) : Fondateur et directeur de la *Libre Parole*, c'est l'un des plus féroces protagonistes de l'Affaire Dreyfus. Cf. F. Busi, *The Pope of Antisemitism, the career and legacy of Edouard Adolphe Drumont*, New York, Lanham, Londres, 1986.

¹ Cf. lettre n° 50. Lorsque nous avons demandé si l'on pouvait nous communiquer des archives de l'époque à l'école des Arts et Métiers de Châlons/Marne, on nous a répondu qu'on ne trouvait nulle mention d'Antébi à l'époque indiquée.

dans l'École d'Angers, en lui enjoignant le silence sur ses origines². D'après sa propre relation des faits, l'histoire ne l'a pas choqué outre mesure³. Ce pragmatisme restera une des composantes essentielles de sa nature. Il gardera même un fort bon souvenir de Châlons/Marne, de son champagne⁴, et même de certains condisciples comme celui qu'il fera venir à Jérusalem pour le seconder, Baudouin⁵. Il a déjà ce don de savoir trier le bon grain de l'ivraie et d'attacher moins d'importance aux théories qu'aux réalités.

En 1893, alors qu'Antébi se trouvait encore à Châlons/ Marne, les soeurs Salomon sont parties avec leur mère pour Tunis⁶, où elles ont été nommées institutrices à l'école de filles de l'Alliance : en 1881, la France a établi son protectorat⁷ sur la Tunisie en signant le traité du Bardo et l'influence française se fait déjà sentir.

Le 1er septembre 1894, alors qu'Antébi se prépare à commencer son année scolaire à Angers, le journal *La Libre Parole* de Drumont titre : "Arrestation d'un officier juif, A. Dreyfus". C'est le début de l'affaire. Antébi n'y fera que très rarement allusion⁸. Pour lui, l'affaire Dreyfus comme jadis l'affaire Thomas n'a rien à faire avec la France, c'est l'oeuvre d'extrémistes fanatiques religieux ou le triomphe de la calomnie. Ce qui l'intéresse, c'est d'accéder à la dignité d'un féal de la France, par des études qu'il décrit dans le détail et qu'il achève dans la fièvre. C'est cela, pour lui, la France - la "régénération" par le travail¹, la communion dans un même passé et dans un même idéal. De même qu'Henriette Salomon, à Tunis, se

² Cf. lettre n° 1

³ Il est beaucoup plus inquiet de voir son père repartir en guerre contre les jésuites de Beyrouth à propos de l'Affaire Thomas, remise sur le tapis (Cf. lettre n° 2). De même, lorsqu'il aura à régler le renvoi d'un de ses chefs d'atelier, Sanquin, chrétien antisémite disant au chef d'atelier de sculpture que "les juifs sont vermine", l'affaire l'agacera, sans plus et son premier confident et conseiller sera le chancelier du consulat de France (Cf. lettres n° 149, 150, 151)

⁴ Qui restera de tradition permanente pour la moindre fête dans la famille Antébi, et auquel il est même fait allusion dans une lettre (inédicté) comme ... méthode de soins.

⁵ Cf. lettres n° 35, 46.

⁶ Qui compte à l'époque environ 40 000 Juifs.

⁷ Il durera jusqu'en 1956.

⁸ Cf. lettres n° 202, 203.

¹ Cf. Jacques Bigart, *L'Alliance israélite, son action éducatrice*, Paris, 1900. Gérard Israël, *L'Alliance Israélite Universelle : 1860-1960. Cent ans d'effort pour la libération et la promotion de l'homme par l'homme*, Paris, 1960.

sent Française, sans rien de commun ou presque avec ces petites juives tunisiennes qu'on lui a donné mission d'enseigner², de même Albert Antébi, pendant ces huit ans qu'il passe en France, se prépare à être en quelque sorte le futur père de bons petits Français.

² Comme en témoigne toute sa correspondance avec Paris (Archives AIU, Tunisie E XXXIV)

II. De la défense de la langue à la défense du drapeau. (1897-1902)

Lorsqu'il quitte la France, après un séjour qui a duré huit ans, Albert Antébi exprime déjà, dans une lettre à Bigart¹, la reconnaissance qu'il éprouve, non seulement envers des bienfaiteurs qui l'ont aidé à "se faire une situation", mais aussi à l'égard d'un pays dont l'esprit "positiviste" se manifeste dans ces écoles des Arts et Métiers créées sous l'Empire, à l'aube-même du XIXe siècle, par un scientifique célèbre, Chaptal² :

"Aujourd'hui par suite de la division du travail, un ouvrier est condamné au maniement du même outil dans sa spécialité, il ne peut voir ni comprendre l'ensemble de l'usine dans laquelle il vit, c'est toujours la même machine qui se présente à ses yeux, il risque par là de sombrer dans une routine et finit par voir que sa main se substitue à son cerveau.

L'Ecole des Arts apporte, avec son enseignement, à cet état le remède efficace, elle forme les ouvriers et les place au-dessus de tous ces mouvements qui l'entourent, elle lui fait comprendre comment et pourquoi se meut cet organisme qui le domine et l'enveloppe, elle fait naître en lui le sentiment de ce qu'il fait, en un mot, du rôle qu'il prend à l'oeuvre commune ; elle l'empêche de se voir écrasé sous la toute puissance des choses et le rend maître de son outil au lieu qu'il en soit l'esclave.

Voilà les avantages que j'ai acquis dans cette école française, grâce à votre générosité et que je considère comme un devoir de transmettre à nos coreligionnaires de l'Orient."

C'est déjà en germe le travail que se promet d'effectuer le jeune Albert Antébi, de retour en Orient. Car il ne faut pas oublier que même si, selon toutes probabilités, il parachève ses études par une année passée à l'ENIO³ (Ecole Normale Israélite Orientale), il sera le seul directeur de premier plan de l'AIU à n'être ni un "lettré",

¹ Lettre n° 3 du 3 mars 1895.

² En 1801. La première Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers fut ouverte dans l'ancien prytanée de Compiègne et transféré cinq ans plus tard à Châlons/Marne. Suivirent Angers, Aix en Provence, Cluny, Lille, Armentières, Paris, Bordeaux.

³ La dernière lettre d'Antébi (n° 3) reçue par l'AIU lorsqu'il est en France relate ses résultats aux Arts et Métiers. La suivante (n°4), son départ pour la Palestine. A lire la correspondance, il est à peu près certain qu'il passa son année de perfectionnement à l'ENIO. La volonté de l'Alliance était en effet, comme devait l'exprimer Jacques Bigart dans une conférence faite à Paris le 24 mai 1913 à l'Université Populaire Juive, de "régénérer les Orientaux par les Orientaux".

comme tous les directeurs des écoles de garçons (ou directrices des écoles de filles), qui ont fait des études plus littéraires, ni un expert agricole sorti de l'Université de Montpellier, comme le directeur de la ferme-école Mikveh-Israel près de Jaffa, Joseph Niego¹, ou celui de la ferme-école de Djedeïda, Samuel Avigdor², qui compteront parmi ses proches.

Les ingénieurs n'ont pas encore le prestige qu'ils vont acquérir un peu plus tard : Gustave Eiffel, Ferdinand de Lesseps sont très contestés, même si nombre de gens les admirent. Pour ses pairs, Antébi est "un manuel", avec la nuance de dédain qui s'y rattache³. Mais il retourne le compliment et s'attaque à la définition et au rôle des écoles techniques. Faut-il vraiment réciter Molière et connaître tous les affluents d'un fleuve pour construire le monde de demain et s'emparer de l'arme économique ?⁴ C'est un débat - qui n'en est encore en Europe qu'à ses prémises et qui ne va pas tarder à s'imposer - sur le contenu de l'enseignement technique. Il reste d'actualité.

Ce qui n'est au début, chez Albert Antébi, qu'un pressentiment ou une intuition, se révèle au fil du temps une obsession (qui prend

¹ Joseph Niego (1863-1990) Né à Andrinople, dans une famille de rabbins, Niego a fait ses études à l'école d'agriculture de Montpellier, dont il est sorti premier. En 1890, il devient directeur de la ferme-école de l'AIU près de Jaffa, Mikveh-Israel. Albert Antébi le verra souvent pour régler des problèmes d'impôts ou à propos des colonies palestiniennes de Judée, dont s'occupe aussi Niego en tant qu'agronome. (Cf. Israël XLVIII E 128 b-d [1893 à 1896], Israël XLIX E 128 e-g [1897 à 1899], Israël L E 128 h-j [1899 à 1901], Israël LI E 128 k-l [1901 à 1903]). En 1903, Niego est nommé inspecteur pour l'Orient des colonies de la *Jewish Colonization Association* (ICA) et représentant de l'ICA à Constantinople. En 1908, il devient président de la Loge B'nai B'rith de Constantinople. Il est marié à Lea Mitrani (1864-1924). (Cf. Albert H. Navon, *Les 70 ans de l'Ecole Normale Israélite Orientale (1865-1935)*, Paris, 1935, pp. 127-128)

² Samuel Avigdor est né en 1870 à Andrinople. Diplômé de l'école nationale d'agriculture et de l'institut de botanique de la faculté des sciences de Montpellier, il a été adjoint à la direction de Mikveh-Israel de 1890 à 1893. Créateur et directeur de la ferme-école de Djedeïda près de Tunis, pour l'AIU, il sera engagé en 1912 au Crédit Foncier égyptien et en deviendra le fondé de pouvoirs en 1914. (Cf. Albert H. Navon, *op.cit.*, pp. 130-131)

³ Cf. lettre n° 155. Antébi en aura d'autant plus conscience que sa femme Henriette lit beaucoup et apprécie le théâtre, les musées, et autres distractions culturelles dont elle sera amèrement sevrée en Palestine (témoignages familiaux et personnel de l'intéressée elle-même avant sa mort). Contrainte à diriger l'internat, avec des apprentis grossiers et souvent mal intentionnés (cf. lettres n° 224, 232), elle ne se retrouvera dans son élément que lorsqu'elle prendra la direction en 1922 de l'école de filles ouverte par l'Alliance à Versailles.

⁴ Cf. lettre n° 175

un sens très particulier dans le contexte palestinien), avec la prescience du rôle tout-puissant que vont jouer au XXe siècle la Bourse¹ et l'industrie.

Pendant cette année 1895-1896, sur laquelle nous avons fort peu de renseignements, Antébi s'initie aussi au Droit, puisqu'il deviendra, en quelque sorte, outre ses multiples fonctions, conseiller juridique de l'Alliance pour les dîmes et impôts² et de l'ICA ou des sionistes pour l'achats de terrains,³ avocat de vieux rabbins,⁴ expert ès divorces et héritages,⁵ jonglant avec les lois turques,⁶ musulmanes (*charia*),⁷ juives⁸ ou françaises.⁹

Il a senti "naître en lui le sentiment du rôle", de la part prise "à l'oeuvre commune", ce qui "l'empêche de se voir écrasé sous la toute puissance des choses", comme il le dit lorsqu'il parle de l'enseignement dispensé par les Arts et Métiers et il entonne une sorte de credo positiviste à la gloire de la France.

L'AIU l'envoie à Jérusalem pour analyser la gestion de Nissim Béhar,¹⁰ le fondateur de l'école de garçons¹ p. suiv. et des ateliers

¹ Cf. lettre n° 245

² Cf. lettres n° 113, 114

³ Cf. lettres n° 112, 115, 126, 378

⁴ Cf. lettre n° 172

⁵ Dans la lettre dénonciatrice de 1912, Carmona (cf. note 5 page 16) lui reprochera même d'abuser de sa position de conseiller juridique pour renverser sur un divan une belle dame ashkénaze venue le consulter .

⁶ Ses liens avec les gouverneurs successifs et surtout avec Bechara effendi le secrétaire du Sérail (palais du gouverneur) de Jérusalem, l'y aideront (lettres n° 124, 212, 214, 273, 299). L'un des gouverneurs lui demandera même de le représenter dans une affaire personnelle de succession (cf. lettre n° 138). Dès son arrivée à Jérusalem, il a appris à ménager le *cadî* ou juge au tribunal religieux (lettres n° 12 et 13). A de nombreuses reprises, il se fait l'avocat des colons juifs (lettres n° 126, 378).

⁷ Cf. n° 378. Il fréquente par exemple les Khalidi, famille arabe qui exerce souvent des responsabilités juridiques.

⁸ Les lettres qui en parlent ne sont pas reproduites ici.

⁹ Il est en particulier plein d'astuce lorsqu'il s'agira d'interpréter les traités, comme dans le cas du traité de Mytilène et de l'inscription de l'école au nom de l'AIU, association religieuse non reconnue par la France (cf. lettres n° 79, 207, 208, 213, 222, 239, 260, 277, 281) ou de négociier son départ de l'AIU (Cf. lettre n° 441)

¹⁰ Nissim Béhar (1848-1931) : Né à Jérusalem, Nissim Béhar a été remarqué pendant son voyage en Orient par Crémieux et a fait partie de la première promotion de l'ENIO en 1867. Il a eu pour professeur le futur préfet et directeur de la Sûreté au Ministère de l'Intérieur Isaïe Vaillant. Après des postes de direction d'écoles de l'AIU en Syrie et en Bulgarie, il a dirigé l'une des écoles de l'Alliance à Constantinople, de 1873 à 1882, avant d'être envoyé par l'Alliance à Jérusalem pour y créer une école. L'un des premiers professeurs qu'il y engagea fut l'hébraïsant Eliezer Ben Yehouda. Relevé de ses fonctions pour mauvaise gestion, Nissim Béhar se retrouva à partir de 1901 aux Etats-Unis où il

d'apprentis (qui n'ont pas encore été séparés), et entreprendre une réforme de fond. Antébi s'engouffre dans le travail et l'Alliance décide en 1897 de lui confier la direction de l'école professionnelle, avec les apprentis, en la séparant de l'école primaire, laissée quelques mois sous la direction de Nissim Béhar, avant d'être dirigée provisoirement par M. Lévy², remplacé peu après par Ouziel.³ Malgré les soucis divers, de santé en particulier, Antébi témoigne déjà de cette capacité de travail⁴ qui stupéfiera son entourage.

Lorsqu'il arrive en Palestine, les grandes puissances ne sont pas encore à l'oeuvre avec l'âpreté qu'elles y mettront après la visite, en octobre 1898, du Kaiser Guillaume II.⁵ Mais elles ont déjà leurs fiefs :

fonda, en 1906, la *National Liberal Immigration League*. Fédérateur des organisations juives, il mourut à New York, après s'être fait naturaliser américain. Ses restes seront transférés à Jérusalem. Cf. Abraham Goldberg, *Pioneers and Builders*, New York, 1943, pp. 188-193. A-H Navon, *op. cit.*, pp. 60-63. "Nissim Béhar, pédagogue et militant", *Les Cahiers de l'Alliance israélite Universelle*, n° 4 nouvelle série, janv. 1993, pp. 2-5.

¹ p. suiv. Toute la période de la création de l'école est décrite dans les dossiers d'Archives AIU, Israël I E 1-4, Israël XXVI E 82. Pour la direction Nissim Béhar : Israël XXVI E 83-85 (1885-1887), Israël XXVII E 86-88 (de 1888 à 1892), Israël XXVIII E 89-90 (de 1893 à 1895), Israël XXIX E 91-94 (de 1896 à 1900, comptes). On peut aussi consulter les dossiers de l'administration Navon de 1893 à 1896 (Archives AIU, Israël XXV E 80-81), pour comprendre ce qu'affrontait le jeune Antébi et l'une des raisons de l'animosité permanente entre Navon et Antébi lorsqu'ils furent devenus beaux-frères.

² Nous ne savons de quel Lévy il s'agit.

³ Cf. A.H. Navon, *op. cit.*, pp. 128-129 et Archives AIU, France IV F 9, avec le rapport de Sylvain Bénédict sur toute cette période de transition et de remaniement de 1897.

⁴ Cf. lettre n° 9. Il était rompu à ce genre d'horaires, si l'on considère les règlements de l'époque de l'école du Travail, gracieusement communiqués par la direction actuelle.

⁵ lettres n° 17 et 19. La visite est amplement racontée par Niego (Archives AIU, Israël XLIX E 128 g) et par Béhar (Archives AIU, Israël XXIX E 92), et décrite par le sioniste et compagnon de Herzl, M.J. Bodenheimer, *Die Zionisten und das kaiserliche Deutschland*, Jérusalem, 1898. C'est à cette occasion que l'empereur Guillaume II rencontre Herzl à deux reprises sur le sol palestinien, devant Mikveh-Israel et à Jérusalem. Un instant séduit par les arguments avancés par Herzl pour que l'Empereur aide le projet sioniste à se concrétiser (cf. Theodor Herzl, *The complete diaries*, edited by Raphael Patai, translated by Harry Zohn, Londres, New York, 1960, pp. 742-744), l'Empereur ne tardera pas à reculer et à opter pour la solution proposée par son ami, l'industriel James Simon : en 1901, le journaliste Nathan fondera la *Hilfsverein für deutschen Juden* pour concurrencer l'AIU et faire pénétrer la culture allemande en Palestine. Il en prendra la direction et aura pour antenne sur place le directeur de l'école Laemel, Ephraïm Cohn-Reiss. En 1903, la *Hilfsverein* ouvrira son premier "Kindergarten" (jardin d'enfants) à Jérusalem. Pour ce qui concerne la stratégie allemande dans cette région du monde, cf. G. Benziger, *Palestine in German Thought and Action, 1871-1914*, thèse, Chicago, Université de Loyola, 1971.

l'empire ottoman a, depuis le XVI^e siècle, signé des “capitulations”¹ ou accords d'exterritorialité, avec la France d'abord, Gênes ensuite, et d'autres pays européens depuis, permettant aux grandes puissances de posséder au sein de l'empire ottoman leur propre système judiciaire, postal, économique, sous l'autorité d'un consul qui exerce des prérogatives importantes. Nombre d'indigènes sont ainsi sous la “protection” d'une puissance étrangère (Fernandez, le représentant de l'Alliance à Constantinople, est italien, Niego, le directeur de Mikveh-Israel, autrichien, etc.). Antébi, ottoman et juif autochtone, évoque non sans réticences² ces

“Israélites qui sont presque tous des russes, roumains, galiciens, yéménites, orfayotes³ et persans, chassés de leur pays par la persécution et venant habiter Jérusalem, cette ville universelle, et cela sans perdre la juridiction de leurs gouvernements successifs. ”

Parmi les nombreuses raisons qu'il invoquera pour persuader l'Alliance d'envisager le déménagement de l'école professionnelle dans une autre ville plus prospère que Jérusalem, il y aura cette crainte permanente de voir les Ottomans s'irriter de l'intervention constante des grandes puissances dans les affaires de l'Empire, par Juifs interposés. Il n'est que de voir comment, à partir des années 1904-1905, l'Europe utilisera les sionistes, au point qu'en 1915 l'ambassadeur allemand Wangenheim “jouera la carte sioniste” en prenant sous sa protection 50 000 Juifs (russes, c'est-à-dire d'une nation ennemie) pour se rallier les sympathies américaines.⁴ La crainte d'Antébi n'était pas sans fondement.

Lorsque les positions se durciront, vers 1903, ses adversaires lui reprocheront de se vouloir plus français que les Français.⁵ Ce n'est pas tout à fait vrai.

Antébi est né dans la Syrie ottomane, dont la Palestine n'est qu'une province. Ou, pour être plus précis, relisons ce qu'écrit

¹ Capitulations vient du mot latin *capita*, têtes de chapitre (des traités). Le terme turc qui correspond est *ahdnami*, lettre patente.

² Cf. lettre n° 112. Antébi n'est un sépharade qu'au sens large du mot : il fait partie des “juifs arabes” (lettre n° 107).

³ Originaires de la ville d'Orfa dans le Hauran.

⁴ Cf. Isaiah Friedman, *Germany, Turkey and Zionism, 1897-1918*, Oxford, 1977, pp. 214-215.

⁵ Cf. Liminaires pp. 2-3.

Neville J. Mandel¹ de la Palestine ottomane : “Dans la deuxième partie du XIXe siècle, c’est une partie du grand *villayet* [province] de Syrie ; et cet espace (...) à l’ouest du Jourdain était subdivisé en trois *sandjaks* [districts], ceux de Jérusalem, Naplouse et Acre. Chacun d’entre eux était gouverné par un *mutessarif* [gouverneur], auquel étaient rattachés des *caïmacams* [sous-gouverneurs] dans les villes principales, comme Jaffa, Gaza, Tibériade et Safed. Dans les années 1880, le *villayet* de Syrie fut réorganisé. En 1887, le *sandjak* de Jérusalem fut transformé en *mutessariflik* indépendant dont le *mutessarif* était directement responsable devant les divers ministères et départements d’Etat de Constantinople. En 1888, le nouveau *villayet* de Beyrouth fut formé et les deux *sandjaks* de Naplouse et Acre au nord de la Palestine lui furent rattachés. Donc pour la plus grande période en question, le sud de la Palestine était gouverné depuis Jérusalem et le nord depuis Beyrouth.” Comprendre cette configuration est essentiel à qui veut saisir l’importance des démarches entreprises au fil du temps par Antébi en faveur des colons ou des Juifs de Galilée : les colonies de l’ICA en Judée et même en Samarie relevaient de Jérusalem, celles de Galilée de Beyrouth. Mais les secondes étant très isolées au milieu des Bédouins et des villageois arabes, les autorités de Bethléem ou de Nazareth se montraient très hostiles aux Juifs et les directeurs de la colonisation du nord, sis à Beyrouth, se révélaient peu efficaces: Antébi dut intervenir à plusieurs reprises, par l’intermédiaire de l’ambassade de France ou de Constantinople. De toutes façons, à l’époque, comme le signale aussi Mandel, tout le monde parle de la Palestine - les Ottomans pour désigner la région qui deviendra la Palestine sous mandat britannique, à l’ouest du Jourdain ; les Arabes et les Juifs avec plus d’imprécision, les frontières ayant varié au cours des siècles et selon les lectures de la Bible.

Albert Antébi est rôdé à ces méandres gouvernemento-frontaliers. Il a grandi dans la capitale (Damas) et il porte un peu sur les habitants de la Ville Sainte l’oeil que pouvait jeter Voltaire sur les

¹ Neville J. Mandel, *The Arabs and Zionism before World War I*, Berkeley, Los Angeles, Londres, University of California Press, 1976, pp. XIX-XX.

Hurons.¹ Fils d'un rabbin, il n'hésite pas à travailler (discrètement) le jour du *shabbat*² et, selon toute sa famille, ne pratique guère, même s'il fait servir des plats cachers à l'école professionnelle. Toutefois sa foi est profonde, même si elle n'est pas traditionnelle.³ Il est Ottoman de nationalité,⁴ juif de naissance et de tradition. Il n'a jamais demandé la nationalité française, comme son collègue et ami Sémach ou son beau-frère Navon, et c'est à leur mère que les enfants Antébi (sauf Gaston, né à Paris) durent d'être français, lorsque à l'issue de la guerre de 1914-1918, l'Alsace et la Lorraine furent rendues à la France. Mais il est certain qu'il eut toujours la religion de la France et la transmet à ses deux fils aînés. Dans *Trois essais sur la condition juive*, sir Isaïah Berlin note que la religion portée à un pays naît souvent chez des hommes des "provinces écartées" : "Chez Napoléon, la vision de la France n'était point d'un Français ; Staline était géorgien, Hitler autrichien ; Kipling arrivait des Indes. "⁵ Des hommes de ce genre célèbrent "le peuple idéal, la nation telle qu'elle devrait être, telle qu'on la voit par les yeux de la foi, et quelle que soit la réalité."⁶ Pour Albert Antébi, la France est non seulement le pays de la liberté et de l'égalité, mais celui de la mesure, de la tolérance, du juste milieu, même si cela peut la conduire parfois à se montrer un peu trop "nuancée" à son goût.

Le patriotisme prononcé de sa belle mère Eugénie et surtout de sa femme Henriette⁷, chassées d'Alsace-Lorraine par la défaite de 1870, a certainement joué un rôle important dans l'hostilité immédiate que porte Antébi à cet Autrichien⁸ qui serre sous ses

¹ Cf. lettres 134, 321. Dans la lettre n° 155, il dit même, opposant Damas à Jérusalem : "Vous m'avez déraciné de mon sol, confiné dans cette Jérusalem infernale". Autant il s'épanchera dans plusieurs lettres sur le Damas de sa jeunesse, autant, de lettre en lettre se répète et s'amplifie la répulsion qu'il éprouve pour la Ville Sainte.

² Cf. lettre n° 133

³ Cf. lettre n° 321

⁴ Comme il le revendiquera avec hauteur après la révolution jeune-turque (cf. lettres n° 290, 294, 298, 302)

⁵ Edition Presses Pocket, p 18. (*ibidem*, p 19).

⁶ *Ibidem*, p 19. Culte, mais aussi rancune exagérée ou mépris, selon les cas, ajoute Berlin, dans cette conférence, tenue le 15 novembre 1967 devant la *Jewish Historical Society of England*.

⁷ Témoignages familiaux.

⁸ Theodor Herzl (1860-1904) Né à Budapest, ce journaliste du libéral *Neue Freie Presse* depuis 1891, couvre le procès du capitaine Dreyfus à Paris. Il s'intéresse alors au problème des juifs dans le monde et rédige l'*Etat Juif (Judenstaat)* qui paraît en 1896. Le

fenêtres la main de l'Empereur prussien et revendique la "terre de ses aïeux" qu'il foule pour la première fois, alors que la famille d'Antébi est originaire d'Aïntab,¹ village du district d'Alep, à la frontière turco-syrienne, et qu'Albert Antébi lui-même est né dans la capitale, Damas !

Sa "religion de la France" est d'autant plus curieuse que, si l'on considère de près tout l'entourage d'Antébi et l'origine de ses protecteurs, on trouve ... bien des Germains ! Ainsi, Salomon Goldschmidt est-il d'origine allemande² et les ancêtres de Salomon Reinach se trouvent-ils du côté de Mayence ; la famille de l'autrichien baron Hirsch est bavaroise, le grand-père du baron Edmond de Rothschild³ s'est éteint dans son ghetto de Francfort, Narcisse Leven est né outre-Rhin à Urdingen. La plupart des Américains qu'Albert Antébi fréquentera - de ce Nathan Straus⁴ dont il salue l'initiative de créer un "Institut Pasteur" palestinien à

fondateur de l'organisation sioniste tente d'obtenir l'aide d'Edmond de Rothschild, qui se méfie de lui, du baron Hirsch, qui meurt l'année même de la parution de sa brochure, rencontre des chefs d'Etat et meurt prématurément, mis en cause par ses propres troupes en 1904. Cf. Theodor Herzl, *The complete diaries*, edited by Raphael Patai, translated by Harry Zohn, Londres, New York, 1960. Alain Boyer, *Theodore Herzl*, Paris, Albin Michel, 1991. André Chouraqui, *Theodor Herzl, inventeur de l'Etat d'Israël*, Paris 1992. Ernst Pawel, *Theodor Herzl ou le Labyrinthe de l'Exil*, Paris, 1992. *Theodor Herzl, a Memorial*, ed. by Meyer Weisgal, New York, 1929.

¹ D'où vient le nom d'Antébi. Aujourd'hui, Aïntab ("la bonne source" ou "l'oeil lustral") s'appelle Gaziantep.

² Toutefois Goldschmidt se sent bien français comme en témoigne une lettre du 26 décembre 1896, au secrétaire général de l'AIU, Jacques Bigart : "Je ne me rappelle vraiment pas de m'être servi de l'expression 'entortiller' - Ce serait un terme bien mal choisi pour désigner les arguments employés pour faire du bien à des tiers. Je pense que la Baronne [Hirsch] a trouvé ce mot pour exprimer que je n'approuve pas toujours vos recommandations - ce qui est réellement le cas quand il s'agit de l'Allemagne, comme par exemple de l'ébouriffante idée du rabbin de Strasky de fonder un orphelinat international.

J'ai aussi reçu hier une demande de subvention pour une école normale de Würzburg. Les Juifs allemands sont assez riches pour ce qui leur incombe. Nous autres Parisiens nous ne sommes pas seulement exploités par les pauvres de l'étranger qui affluent à Paris, nous nous occupons aussi de l'Orient pour lequel les Allemands ne font rien. " (Archives AIU, France III N 6-12)

³ Edmond de Rothschild (1845-1934) : cf. lettre n° 4, note 2, p. 5.

⁴ Celui qui donna son nom à la ville israélienne actuelle de Netanya. Nathan Straus (1848-1931) était le fils d'un émigré bavarois, arrivé aux Etats-Unis en 1852, qui avait fondé une entreprise de céramique et de vaisselle dont Nathan et son frère Isidor devinrent propriétaires en 1896 et qui ne tarda pas à devenir un département des grands magasins *Macy's* à New York. Cf. lettres n° 438, 454, 466.

son frère Oscar¹, qui représenta trois fois son pays chez les Ottomans, du sioniste Richard Gottheil² à l'ambassadeur Henri Morgenthau³ qu'il croisa à Jérusalem - sont des Allemands dont les parents ont fui leur pays, en particulier après l'échec de la révolution de 1848. L'un des interlocuteurs privilégiés d'Albert, parmi les sionistes, sera le Prussien Arthur Ruppin⁴, et Antébi n'est pas sans éprouver quelque admiration pour l'efficacité du consul Schmidt⁵ et de ses compatriotes, ainsi que de la sympathie pour le marchand de bois de Cologne, Wolfsohn, président de l'organisation sioniste.⁶

En ce qui concerne le clan des "Alsaciens-Lorrains" qui dirige les affaires de l'AIU ou de la colonisation palestinienne (CP) (Jacques Bigart, Henri Franck⁷, Sylvain Bénédict, auparavant Elie Scheid¹ et,

¹ Oscar Salomon Straus (1850-1926) : Frère du précédent, diplômé en droit de l'université de Columbia, Oscar soutint la campagne du président démocrate Grover Cleveland (1884) qui l'en récompensa par un poste de ministre plénipotentiaire auprès de la Sublime Porte, où il resta deux ans. Il revint à ce poste de 1898 à 1900, puis comme ambassadeur à part entière en 1909-1910. Ce fut une grande première, un juif étant chargé de défendre en particulier les puissantes missions protestantes américaines. Les deux ambassadeurs qui suivirent Straus furent aussi choisis parmi les juifs. Cf. Oscar S. Straus, *Under four administrations : From Cleveland to Taft*, Boston, New York, 1922.

² Richard Gottheil (1862-1936) fut vice-président de la Fédération Sioniste américaine. Antébi eut l'occasion de le rencontrer en 1905 à Jérusalem. On doit à Gottheil un article très intéressant sur le grand Mufti du Caire : "Mohamed Abdu, late Mufti of Egypt", *Journal of the American Oriental Society*, vol. XXVIII, 1907, pp. 189-197.

³ Henri Morgenthau Sr. (1856-1946) : Né en Allemagne, Morgenthau, avocat aux Etats-Unis, fit fortune dans l'immobilier. Nommé ambassadeur à Constantinople par le président Wilson, il y resta de 1913 à 1916, écrivant sur cette période des *Mémoires* remarquables, par les renseignements comme par le style (Paris, 1919).

⁴ Arthur Ruppin (1876-1943) : Né en Allemagne orientale, Ruppin a fait des études de droit et de sociologie aux universités de Berlin et de Halle, avant de publier en 1904 un livre sur *Les Juifs d'aujourd'hui*. En 1907, il prend en charge le *Palästina Amt* qu'il a fondé pour l'organisation sioniste et l'achat des terres. Cf. lettres n° 394, 430, 476, 477. Sur Arthur Ruppin (CZA, dossier A 107)

⁵ Cf. lettre n° 202, 253. Cf. aussi lettre n° 284, adressée à Mossoul au vice-consul allemand.

⁶ Cf. lettre n° 218. David Wolfsohn (1855-1914) : Né en Lituanie, il fut l'un des premiers affiliés aux *Amants de Sion* d'Allemagne. Il rencontre Herzl en 1896 et l'accompagne à Constantinople en 1902. Président de l'organisation sioniste de 1905 à 1911, cet homme pragmatique cultive de meilleures relations que son prédécesseur avec le baron Edmond de Rothschild. (CZA, dossier W)

⁷ Henri Franck (1877-1937) a été le condisciple de James de Rothschild, fils d'Edmond, au lycée Louis-le-Grand. Le baron Edmond l'a envoyé en Palestine dès 1903, pour reprendre en main la direction de la colonisation palestinienne (CP). Il en partira en 1910 au moment où l'influence allemande se fait sentir au conseil d'administration de l'ICA qui chapeaute la CP. Mobilisé en 1914 comme lieutenant-colonel de réserve au Génie, il sera décoré de la Légion d'Honneur et de la Croix de Guerre. Antébi l'apprécie tout particulièrement et Franck restera un ami d'Henriette Antébi, après la guerre, lorsqu'elle

dans une certaine mesure le grand rabbin Zadoc Kahn), Antébi se montre circonspect, même s'il en apprécie certains tout particulièrement. S'il voit volontiers les consuls de France qui se succèdent, à l'exception d'un seul, s'il rédige même des rapports pour le consulat de France², il ne se lie d'amitié qu'avec le gérant du consulat, Ferdinand Wiet, qui ne vient pas de la carrière diplomatique, mais sort de l'école des Langues Orientales.³ Le personnel de l'ambassade n'est pas toujours, pour Antébi, à la hauteur de ce que devrait être l'image de la France.

La France, pour Albert Antébi, ce ne sont pas des hommes, quels que soient leurs mérites ou leurs démérites. La France est une idée qui s'incarne en chacun de ceux qui ont foi en elle, une sorte de Déesse Raison nimbée de tolérance, car son amour de la Révolution française s'arrête à la Constituante et il manifeste dans plusieurs lettres son horreur des comités de Salut Public et de la Terreur⁴. Il a d'elle, bien avant la lettre, une conception gaullienne : ce n'est pas un hasard si son fils aîné, André, s'engagea en 1914 dans la Légion Etrangère⁵ pour se battre contre les Allemands, et si son fils puîné, Gaston, se retrouva parachutiste et parmi les SAS de Londres.

Antébi évoque souvent ses condisciples de l'école des Arts et Métiers⁶, sa famille spirituelle en quelque sorte, même s'il reste fidèle à ses souvenirs de Damas et à ses parents. Damas n'est-elle pas la ville où il s'est initié à la culture française, où il a rêvé d'un monde meilleur ? De son séjour en France, de l'enseignement qu'il a

sera rentrée en France. (Témoignages familiaux) Cf. lettres n° 173, 411. "Henri Franck", *L'Univers Israélite*, février 1937 (CZA dossier J 15/7034). "Pica-Director Henri Franck", *Jüdische Rundschau*, n° 11 (CZA dossier J 15/7042)

¹ Elie Scheid (1841-1922), né à Haguenau, fut l'inspecteur des colonies du baron jusqu'en 1899. Dans une certaine mesure on peut dire qu'Antébi lui succéda. Cf. Simon Schwarzfuchs, introduction à *Zikhronot* [Mémoires] d'Elie Scheid, 1983.

² Cf. lettres n° 222, 287, Annexe H.

³ Ferdinand Wiet est le contemporain d'Antébi, il a été drogman à Constantinople avant d'être nommé à Jérusalem, où il devient le 5 mars 1900 gérant du consulat. Par la suite, nommé vice-consul de France à Beyrouth, il reste en bons termes avec Antébi. Cf. lettres n° 82, 182, 183, 186, 197, 222, 237, 240.

⁴ Cf. lettres n° 349, 352, 354 et lettres inédites de la même période.

⁵ Il était alors de nationalité turque, originaire par conséquent d'un pays allié des Allemands.

⁶ Cf. lettres n° 210, 233, 246, 252, 353, 364, 415, 486. C'est ainsi que nous savons que ses professeurs à Angers s'appelaient Guyon, Bagard et Bagari, et ses camarades, Coloni, Fontaine, Maeder, Vergo, Klein, Banlier.

reçu, à l'école du Travail, puis à l'école des Arts et à Auteuil (ENIO), il semble qu'il ait gardé le sentiment d'avoir été investi d'une mission : celle de catéchiser les jeunes Orientaux et de les hisser au niveau des grands idéaux qui perdurent malgré les aléas de l'histoire.

Le premier consul de France dont il ait fait la connaissance, fin juillet 1898, est Ernest Auzépy.¹ Ardéchois et fils d'un ancien officier de marine, marié à la fille du directeur des postes de la Haute-Vienne, il arrive de Tiflis. L'ambassadeur de France, dont il dépend et qui se prépare à quitter Constantinople après un séjour de huit ans dans la capitale turque, est Paul Cambon², ex-chef de cabinet de Jules Ferry : Cambon a joué un grand rôle dans la mise au point du protectorat sur la Tunisie. Celui qui se prépare à lui succéder, de 1899 à 1909, est l'ex-ministre de l'Intérieur du gouvernement Jules Ferry de 1880, l'avocat boulangiste et socialiste Jean Constans³, adversaire acharné des congrégations religieuses de quelque paroisse que ce soit.

Car la lutte fait rage en France entre ultra-conservateurs, d'un côté, et libéraux, radicaux ou socialistes, de l'autre, pour ou contre la laïcité et la séparation des Eglises et de l'Etat.⁴ Or, en Palestine et dans tout l'Orient, la France ne va pas tarder à avoir à affronter une situation paradoxale et embarrassante : comment le pays considéré depuis des siècles comme le "protecteur des Chrétiens d'Orient" peut-il devenir laïc et républicain - à l'heure où la République est encore nommée la Gueuse⁵ par ses adversaires ? Question subsidiaire : comment les Juifs assimilés de l'AIU peuvent-ils faire reconnaître leurs propriétés comme françaises dans l'Empire

¹ Ernest Auzépy (1859-1910) : Consul de France à Jérusalem jusqu'en 1902, Auzépy sera nommé ensuite à Amsterdam et à Londres, et mourra ministre de France au Guatemala. (Archives du Ministère des Affaires Etrangères, dossier Auzépy).

² Paul Cambon (1843-1924) deviendra ambassadeur à Londres, où il restera de 1898 à 1920. Son frère, Jules Cambon (1845-1935), ex-gouverneur général d'Algérie de 1891 à 1897, ambassadeur à Berlin de 1907 à 1914, sera secrétaire des Affaires Etrangères en 1915. Ces deux frères jouèrent un rôle essentiel dans la diplomatie d'avant la Première Guerre mondiale.

³ Jean Constans (1833-1913).

⁴ Il s'agit en effet bien *des* églises, et, contrairement à l'idée qui veut que les Juifs aient été fort contents de cette séparation, le grand-rabbin Zadok Kahn exprime son inquiétude de ce que cette loi impliquera pour la communauté juive (cf. lettre n° 176) .

⁵ Cf. lettre n° 186

ottoman alors qu'en France même, l'AIU est considérée comme une "congrégation religieuse" non reconnue par l'Etat ?¹

Les deux ou trois premières années de l'activité d'Albert Antébi comme directeur de l'école professionnelle de l'AIU de Jérusalem ne sont pas très exaltantes : il est confronté à la misère de la ville sainte,² aux premières grèves de Mikveh-Israel,³ à la violence quotidienne qui s'exerce contre les pauvres juifs qui n'osent répliquer.⁴ C'est là, sur le terrain, qu'il commence à s'emparer des rênes, à intervenir avec courage auprès des autorités, à nouer des liens, à tracer des programmes.⁷

Il commence déjà à s'inquiéter de "l'invasion de la Palestine" et de la nécessité d' "enrayer ce mouvement d'émigration".⁸ Dans une lettre du 12 mai 1901, Antébi pense encore que l'industrialisation de Jérusalem est la solution à tous les problèmes :

"Jérusalem s'achemine vers les 50 000 Juifs, toutes les lois restrictives n'y font rien. Comme en Roumanie et en Russie, il est à craindre que nous n'ayons une question juive palestinienne. Evitons-la en donnant du travail manuel à nos coreligionnaires."⁹

Très tôt, il déplore l'implantation de l'école professionnelle à Jérusalem :

"M. Nissim a fait une grande faute en lui donnant pour destination

¹ Cf. lettre n° 208

² Cf. lettres n° 16, 24, 25, 27 (la rage), 34 (les maladies des yeux), 40, 45. A peu près toutes les lettres reflètent la répulsion d'Antébi pour Jérusalem, ville à laquelle pourtant il sacrifiera sa vie.

³ Cf. lettre n° 21

⁴ Cf. lettre n° 26, 37. Pourtant, il faut signaler que l'Empire Ottoman qui accueillit les Juifs chassés de la péninsule ibérique eut toujours une réputation de libéralisme à l'égard des zéloteurs des deux autres religions du Livre, Juifs et Chrétiens. Tout est relatif : les lois de discrimination existaient. Cf. Bat Ye'or, *Le Dhimmi*, Paris, 1980. *Christians and Jews in the Ottoman Empire*, edited by Benjamin Braude and Bernard Lewis, New York, Londres, 1962. Abraham Galante, *Histoire des juifs d'Istanbul*, Istanbul, 1941. Albert Confino, "Scènes de la vie juive en Orient", *Bulletin de la fédération des sociétés juives d'Algérie*, Alger, 1942. Moïse Franco, *Essai sur l'histoire des Israélites de l'empire ottoman depuis les origines jusqu'à nos jours*, Hildesheim, New York, 1973. Bernard Lewis, *Juifs en terre d'Islam*, Calmann-Lévy, Paris, 1986. On peut lire aussi, pour avoir une idée de l'ambiance de l'époque, Albert H. Navon, *Joseph Pérez*, Calmann-Lévy, Paris, 1925.

⁷ Lettres n° 35, 39

⁸ Lettres n° 39, 41 (où Antébi mentionne pour la première fois le secrétaire du Sérail pour les Affaires Extérieures, Bechara effendi, qui sera l'un de ses meilleurs amis et un de ses plus fidèles soutiens), 46. Il ne cessera plus d'entonner ce refrain.

⁹ cf. lettre n° 59

Jérusalem. Constantinople, Smyrne, etc. auraient été mieux appropriées.”¹

“S’il est bon de lever l’interdiction de l’entrée des Juifs pour notre dignité, il est inquiétant d’autre part, de voir la population de Palestine augmenter ainsi.”²

“Parfois, je me demande ce que l’Alliance allait faire dans cette galère, Jérusalem est si mal préparée pour une oeuvre professionnelle.”³

“J’estime Jérusalem pour son passé historique, mais je ne crois pas à son avenir pour notre nation.”⁴

“Jérusalem m’a miné et m’a changé le caractère. Jamais je n’ai vu une telle population ingrate, sans foi et sans aucune notion de morale. (...) Cette Jérusalem, berceau de toutes les religions, devient un marché des consciences, c’est le seul commerce qui marchera.”⁵

“Est-ce l’amour de Sion que de jeter dans ce pays aride et inhospitalier des familles nombreuses pour les faire vivre de la charité publique ?”⁶

“Nous sommes condamnés à vivre au milieu des maladies et des soucis dans ce Jérusalem où nos Anciens ont placé l’Enfer et peuplé aujourd’hui du rebut du monde entier.”⁷

“Les paysans ne sachant ni lire ni écrire nous adressent cette question naïve : Est-il vrai que les Juifs veulent nous reprendre ce pays ?”⁸

Et ce n’est qu’un échantillonnage très limité des réflexions et aphorismes d’Albert Antébi sur Jérusalem et la Palestine.

Sa conception, hostile à toute idéologie ou symbolisme pernicieux, est toute entière axée sur l’*inclusion* au sein d’une société économique prospère qui arracherait racines et germes de l’exclusion.

Il s’oppose à ce qu’il appellera un jour le “parti des mécontents”, car il croit que le bonheur peut être une idée neuve en Orient. Sa religion est une religion d’amour qui mêle la morale transmise par les Pères à cette foi dans le progrès technique qui est celle de la France positiviste, inspirant son grand programme du 15 décembre 1899 :

¹ lettre n° 38

² lettre n° 39

³ lettre n° 45

⁴ lettre n° 47

⁵ lettre n° 49

⁶ lettre n° 52

⁷ lettre n° 53. Antébi fait allusion à la vallée de la Géhenne.

⁸ lettre n° 61 du 27 mai 1901. La première protestation officielle des notables arabes à Constantinople date de dix ans auparavant.

“Ce qu’il faudrait pour Jérusalem, ce sont des ateliers d’exploitation pouvant occuper 2 à 3 000 ouvriers. Il faut fournir du travail au travailleur et diminuer en même temps ses charges, d’où l’idée de créer d’un côté des entreprises industrielles de réussite certaine comme le tissage, la filature, les dentelles, la fabrication des tuiles, etc. dont la vente est assurée et de l’autre, celle des cités ouvrières, sociétés coopératives, etc.”¹

Il proteste dans la même lettre contre ces gens “attendant tout du trésor inépuisable du baron de Rothschild et de la déesse Alliance”.

Encore une fois, lorsqu’il dénonce l’immigration, il ne s’agit que d’une “invasion d’israélites persans, yéménites, orfayotes, bulgares et roumains”², c’est-à-dire en majorité sépharades ou assimilés.

Car, au début, Albert Antébi ne voit dans ce flux que l’accroissement possible de la misère et non l’influence politique croissante de la population de langue allemande, yiddish ou russe qui va grossir les rangs des ashkénazes et menacer l’identité même des Juifs de Palestine³.

En toile de fond, se dessine à l’aube du XXe siècle, l’hostilité montante de l’Allemagne, qui tente d’établir des alliances avec tout ce que l’Europe compte de parents et alliés⁴ pour contrecarrer en particulier l’avance coloniale française dans le bassin méditerranéen.¹ En France même, nombre de “revanchards” ne se

¹ lettre n° 45

² lettre n° 72

³ Cf. lettre n° 146. La querelle de succession rabbinique qui commence avec la mort du grand rabbin Elyachar, le 22 juillet 1906, est à ce sujet décisive et marque le grand tournant des rapports de force et d’influences entre les deux communautés, l’une d’inspiration allemande et russe, l’autre d’influence française - à tel point qu’on appelait par dérision “Francos” certains juifs de Constantinople qui se piquaient de ne parler qu’en français et de n’adopter que les idées françaises. (cf. lettres 198, 200).

⁴ Guillaume II (1859-1918) est le petit-fils de la reine Victoria d’Angleterre, le cousin du tzar Nicolas II de Russie et de la tzarine, ainsi que de la reine de Norvège, l’oncle de la reine d’Espagne et de la reine de Roumanie, et il compte des parents en Grèce et en Bulgarie. Il fut le dernier empereur allemand, qui régna de 1888 à 1918. Il s’opposa violemment à Bismarck dont il provoqua la démission (1890) et s’engagea dans une politique d’expansion coloniale, commerciale et économique qui inquiéta l’Angleterre, à l’extérieur, et, à l’intérieur, suscita le mécontentement et les revendications sociales. Cf. Emil Ludwig, *Guillaume II*, Payot, Paris, 1930.

¹ Au début du siècle, la question du Maroc fait trembler l’Europe : “coup de Tanger” en 1905, conférence d’Algésiras en 1906, crise d’Agadir en 1911. Ce sont aussi des déclarations intempestives du Kaiser au *Daily Telegraph* en octobre 1908, qui indignent les Britanniques ou les lois militaires de juillet 1913 réorganisant la marine et l’armée allemandes qui alertent les alliés de la Triple Entente (France, Grande-Bretagne, Russie).

sont jamais résignés à la perte de l'Alsace et de la Lorraine et brûlent de se battre : sur la place de la Concorde, à Paris, la statue figurant Strasbourg a les yeux bandés d'un foulard noir. Et l'une des premières inquiétudes du consul de France Auzépy est de voir les Allemands, très présents déjà à Haïfa et en Galilée, acheter des terrains pour implanter d'autres colonies².

Auzépy est un diplomate de la nouvelle génération, réputé pour sa fantaisie et son indépendance d'esprit, ce dont témoignent les notes relevées dans son dossier aux Archives diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères. Il est intéressant de voir que, parallèlement, Antébi noue à la même époque des liens d'amitié avec le Père Lagrange³, le Prieur des dominicains et fondateur (en 1890) de l'Ecole Biblique, un homme courageux et un esprit éclairé. Peu importe à Antébi que Lagrange soit catholique, de même qu'il n'hésitera pas plus tard à envoyer ses filles suivre les cours des soeurs de Saint-Joseph⁴ ou à plaider la cause de l'école Sainte-Anne.⁵ Car la France qu'il aime est modérée, ouverte, curieuse et tolérante, le contraire de ces jésuites de Beyrouth⁶ qui incarnent, en cette fin du XIXe siècle, la "réaction" et l'antisémitisme.

C'est le 17 décembre 1899, qu'Antébi a à affronter la première agression physique.¹ Ce n'est qu'une escarmouche, mais il commence à prendre conscience du danger des fanatismes. Pour la première fois aussi, il souligne la malveillance d'Ephraïm Cohn-Reiss,² le directeur de l'école (juive allemande) Laemel,³ qui ne va

² Cf. lettre n° 41. En 1908, le consulat de France demandera aussi à Antébi un rapport sur les activités allemandes en Palestine (lettre n° 287)

³ Le Père Lagrange, qui a dirigé les travaux de l'Ecole Biblique, a écrit plusieurs articles et ouvrages, dont *La méthode historique*, Paris, 1904 (Bibl. AIU cote J 4599 ac), *Etudes sur les religions sémitiques*, Paris, 1905 (Bibl. AIU cote U 487), *Mélanges d'histoire religieuse*, Paris, 1915 (Bibl. AIU cote J 7416), *Le messianisme chez les Juifs*, Paris, 1909 (Bibl. AIU cote J 5963 ac). En octobre 1912, il se voit obligé d'abandonner ses fonctions de directeur de l'Ecole Biblique à la suite d'un décret de la Congrégation Consistoriale frappant ses ouvrages d'interdit. (cf. le catalogue du centenaire, Académie des Inscriptions et Belles Lettres de Jérusalem, 1990)

⁴ Lire en particulier l'article né du scandale qui en résulte, cf. lettre n° 468.

⁵ Lettre n° 55

⁶ Antébi en veut en particulier au Père Lammens S.J., qui a écrit un ouvrage très orienté, *La Syrie*, imprimé sur la presse jésuite et publié à Beyrouth en 1921. (Cf. la correspondance inédite)

¹ Cf. lettre n° 45

² Ephraïm Cohn-Reiss (1863-1943) : Né à Jérusalem, gendre de l'hôtelier Kaminitz, Ephraïm Cohn dirige l'école Laemel depuis 1888. Faisant partie de la Loge B'nai B'rith de

pas tarder à devenir le représentant des intérêts allemands en Palestine⁴ et son ennemi le plus farouche.

Ses premiers ennemis sont donc, d'une part, les Allemands, avec Cohn et son entourage, et d'autre part les Juifs ultra-orthodoxes, avec en particulier Israel Dov Frumkin⁵, le directeur de *Havazzeleth* [le Lys].⁶ Les sionistes sont encore à peu près inexistantes en Palestine et il n'y fait allusion que le 8 janvier 1900, pour une profession de foi non-sioniste à propos de Jérusalem : "Je ne crois pas à son avenir pour notre nation."⁷ Ce sera une position qu'il tiendra jusqu'à sa mort, même si ses activités ultérieures et son amitié avec certains sionistes pratiques et modérés comme Dizengoff⁸ l'entraîneront à la nuancer.

Sa "religion de la France", là encore, ne sera pas étrangère à sa vision des choses, car les sionistes se définissent avant tout pour lui comme "germano-russes"¹, parlant allemand ou "jargon allemand"²

Jérusalem, il devient en 1904 le représentant officiel de la *Hilfsverein der deutschen Juden*. En 1917, il retourne à Berlin. Il a publié ses Mémoires sur cette époque et n'y cite jamais Antébi.

³ L'école Laemel a été fondée par la petite-fille du financier autrichien Simon von Laemel, qui fit fortune dans la laine et qui fut annobli pour avoir financé des régiments contre Napoléon Ier. "Pour le vingt-cinquième anniversaire de l'Empereur François-Joseph, le 18 août 1855, Elisa Hertz-Laemel établit une fondation de 50 000 florins, dont les revenus furent utilisés pour établir et maintenir une institution pour enfants." Ouverte en 1856, l'école fut dirigée à partir de 1887 par Cohn-Reiss, "qui avait fait ses études en Allemagne et en Angleterre". (Kurt Grunwald, "Jewish Schools under foreign flags", in *Studies on Palestine during the Ottoman Period*, edited by Moshe Maoz, Jerusalem, 1975, pp. 171-173)

⁴ De la *Hilfsverein der deutschen Juden* fondée en 1901 et se posant, dès le départ, en rivale de l'AIU.

⁵ C'est le premier adversaire qu'il affronte, à propos des Yéménites de Siloé. Cf. Lettre n° 14 et note sur Frumkin.

⁶ Bastion de l'intransigeance orthodoxe, la "noire *Havazzelet*" (lettre n° 321) a été fondée par Israël Bak en 1863.

⁷ Cf. lettre n° 47

⁸ Meir Dizengoff (1861-1937) : Né en Bessarabie, Dizengoff a participé activement aux activités des *Amants de Sion*, puis est venu en France étudier la chimie. Envoyé en Palestine en 1891 par le baron Edmond de Rothschild pour fonder l'usine de bouteilles (pour les vins des colonies) de Tantura (Dor), il échoue trois ans plus tard : le sable n'est pas bon. Il a fondé l'école de Jaffa et il est président du comité local de l'AIU (cf. Archives AIU, dossier Israël X B) En 1897, il est de retour à Odessa et fonde en 1903 la *Gueoulah*, pour l'achat de terres en Palestine (cf. CZA, dossier J 85). C'est alors qu'il entre en relations avec Antébi (cf. lettre n° 110). En 1905, il s'installe à Jaffa et participe à l'édification du quartier qui deviendra Tel Aviv et dont il sera le maire. (Meir Dizengoff, *Im Tel-Aviv ba-Golah* [Tel-Aviv évacué], Tel-Aviv, 1935-1936)

¹ Les "germano-russes" sont évoqués à plusieurs reprises à partir du "guet-apens" d'avril 1902 (lettres n° 90, 91, 92). Pour cette "obsession d'un complot" prétendu

et introduisant dans ce coin du monde la “lutte des nationalités”³ . En bon Ottoman qui n’aime guère la Russie, ennemie héréditaire de l’Empire ottoman qui n’eut pas moins de *onze guerres* à mener contre elle⁴ , Antébi sera non moins outré de voir plus tard, lorsqu’il quittera l’Alliance en 1913, des Juifs “travailler pour le roi de Prusse”⁵ :

“Nos Juifs sont les esclaves de la politique allemande et les ouvriers aveugles de son hégémonie. Le polytechnicum de Haïfa déjà dresse sa langue allemande et l’Université palestinienne qu’on réclame à cor et à cri avec la fanfare du syndicat des instituteurs n’est que l’institution rêvée par les politiciens du Kaiser et qui parlent de la réaliser avec l’or juif ... Voilà où le sionisme de Herzl se précipite. (...) L’égoïsme des luthériens prussiens et l’antisémitisme des catholiques saxons et bavarois feraient vite de balayer les vils instruments impurs qui auraient édifié leurs gîtes allemands dans les lieux saints. Je ne crains pas le Russe autant que l’Allemand, le premier est ignare et persécute par une fausse conception du conservatisme ou par sauvagerie tandis que le second raffine ses morsures par égoïsme, orgueil, calcul et haine ; le Russe n’a pas encore une âme, mais l’Allemand n’a plus de cœur. (...) Il ne faut pas trop habiter l’Orient et surtout la Palestine pour voir cette tour palestinienne que nous édifions et qui nous électrisera un jour, nous retirant tous moyens de vivre.”

En 1901, ce qui l’inquiète dans le “péril sioniste”, c’est moins le

imaginaire, voir les arguments de Catherine Nicault et Esther Benbassa, cités et discutés en note de la lettre n° 90. Ils ne nous ont pas convaincue.

² Yiddish (cf. lettre n° 113)

³ Cf. lettre n° 75, du 11 novembre 1901 : “On ne travaille plus à l’émancipation, au relèvement des Juifs, mais au triomphe de la langue allemande, de l’influence anglaise, de la suprématie russe, etc.” Ou encore lettre n° 77, du 29 décembre de la même année : “On a créé le sionisme, soi-disant pour resserrer les liens du judaïsme ; on n’a réussi qu’à faire naître les luttes de nationalités.”

⁴ Guerres de 1676-1681 (à l’issue de laquelle la Russie met la main sur l’Ukraine et acquiert le droit de protection sur l’Eglise orthodoxe de Jérusalem), de 1687-1689 (les Russes tentant sans succès d’envahir la Crimée), 1695-1699 (les Russes obtiennent avec Azov une ouverture sur la mer Noire), 1710-1711 (Pierre Le Grand, vaincu, restitue Azov), 1736-1739 (les Russes, alliés des Autrichiens, récupèrent Azov, mais les Turcs, alliés des Français, leur interdisent tout commerce en mer Noire), 1768-1774 (la Turquie perd la Crimée et récupère la Bessarabie, la Moldavie et la Valachie ; la Russie est reconnue comme protectrice de tous les chrétiens orthodoxes de l’Empire ottoman et obtient le droit de libre navigation en mer Noire), 1787-1792, 1806-1812 (la Bessarabie est cédée à la Russie), 1828-1829 (la Turquie perd la Grèce reconnue indépendante, la Serbie, autonome ; les Russes obtiennent les bouches du Danube, la côte est de la mer Noire) ; 1853-1856 (la célèbre guerre de Crimée), 1877-1878 (qui amorce le démembrement de l’Empire ottoman)

⁵ Cf. lettre n° 475

danger qu'il représente à l'intérieur de la communauté juive que les provocations extérieures, à l'égard de ce qu'on appelle encore pudiquement les "indigènes" - les Arabes, musulmans ou chrétiens.¹ Le résultat ne se fait d'ailleurs pas attendre : le gouverneur Tewfic bey ayant été nommé à Salonique,² le nouveau gouverneur, Djewad bey, arrive, amenant avec lui un inspecteur chargé de créer une police secrète en Palestine.³

C'est alors que naît l'idée de faire passer l'école professionnelle sous protection française. Antébi en parle pour la première fois dans une lettre à l'Alliance du 24 mars 1901,⁴ et ne cessera plus d'y consacrer ses efforts, jusqu'à son semi-succès de la veille de la première guerre mondiale. Les querelles françaises entre cléricaux et laïcs risquent peut-être à la longue, pense Antébi, de tourner à l'avantage des Juifs :

"Certes, le ministère du Quai d'Orsay est traditionnellement clérical, mais le consulat de Jérusalem cherche à s'appuyer sur nos coreligionnaires et diminuer un peu l'importance des lieux saints. Il voit en effet que les couvents travaillent à avoir aujourd'hui une majorité italienne et allemande et ne se gênent pas de critiquer ouvertement la France. J'estime donc que le gouvernement français ne demanderait pas mieux que de nous prêter une aide sérieuse."⁵

Plus tard, il dira que l'arme économique ne saurait être "laissée aux mains des moines".¹ La France n'est plus seulement dans son esprit, la patrie de l'abbé Grégoire, des grands ingénieurs et de la philosophie positiviste ; elle devient la protectrice, celle pour laquelle on rompt des lances, comme aux plus beaux jours de la chevalerie. L'image peut prêter à sourire, elle n'est, comme nous le verrons, pas si déplacée. Jeanne d'Arc et le connétable du Guesclin ne sont pas

¹ Cf. lettre n° 60

² Lettre n° 59

³ Lettre n° 65

⁴ Cf. lettre n° 55. Il précise son idée dans la lettre n° 66, où il ajoute : "Je pensais que le gouvernement français nous offrirait avec empressement et reconnaissance sa protection pour le service que nous rendons à son influence. Une haine inexplicable nous prive d'un concours aussi efficace." C'est oublier la violence de la lutte de certains laïcs contre toutes congrégations religieuses.

⁵ Cf. lettre n° 66. Voir aussi la copie de la lettre de Ferdinand Wiet, gérant du consulat français, qu'Antébi envoie à Paris : "Les services indiscutables que rend ici à notre cause l'Alliance Israélite en répandant nos idées et nos méthodes dans la région et en y propageant également, d'une façon intelligente, notre langue". (n°82)

¹ Cf. lettres n° 460, 461

loin. Dans cette vaste partie d'échecs qui se joue au Moyen-Orient, les pions de la France perdent du terrain, sans doute à cause du "manque de dessein particulier" de la France en Palestine, dont parle Catherine Nicault² et qui a des raisons complexes et mal élucidées. Stratégie colonisatrice par la langue et la culture, comme ce fut souvent le cas, "clientèle musulmane trop importante pour être mécontentée,³ laïcité proclamée et souvent hostile aux confessions religieuses (juive y compris) - toujours est-il que la France négligea la Palestine dans ses visions géopolitiques.

En avril 1902, alors qu'Antébi vient d'être pris à parti nommément par Théodore Herzl, le chef de l'organisation sioniste, dans le journal *Der Israelit*,⁴ il est victime d'un guet-apens⁵ qui lui fait prendre la mesure véritable du mouvement qui se développe avec une grande virulence, menaçant la France directement et s'appuyant sur les procédés "anarchistes" les plus contestables et les plus brutaux.

Le banquier allemand Alexandre Simon, membre du comité central de l'AIU, arrive en effet à Jérusalem en mission d'inspection : le bureau allemand de l'Alliance,⁶ alerté par les Juifs orthodoxes, soupçonne Antébi de toutes sortes de méfaits, dont celui d'employer des ouvriers non-juifs et de ne pas respecter toutes les règles religieuses. Dans un premier temps, tout se passe courtoisement. Mais Alexandre Simon appartient aussi à la fraternité B'nai B'rith, franc-maçonnerie juive américaine d'origine allemande.¹ Et la

² Cf. Catherine Nicault, *La France et le sionisme, 1896-1914*, Doctorat de l'Université de Paris I, année universitaire 1985, pp. 591-592.

³ Cf. Annexe K, I, l'interview du président de la commission parlementaire des Affaires Etrangères, Franklin Bouillon, qui déclare en 1925 : "La France étant une puissance musulmane avec ses vingt millions de sujets mahométans qu'elle a en Afrique et en Asie, les Français ne peuvent soutenir un mouvement dont la fin n'est pas sûre et dont les buts ne sont pas les nôtres."

⁴ Cf. lettre n° 88

⁵ Cf. lettres n°89, 90, 91, 92, 93, 94,

⁶ Après la guerre de 1870, un bureau allemand se forma au sein de l'AIU, et une assemblée fut réunie les 10 et 11 décembre 1872 par le comité local de Berlin, proposant de former un bureau autonome. L'Alliance refusa cette sécession et les comités allemands s'inclinèrent mais restèrent turbulents, suivant les options et la politique marocaine du Kaiser à partir de 1900. La querelle s'envenimera à partir de 1910, mais jamais la branche allemande ne se séparera totalement de l'AIU, comme l'avaient fait les Anglais ou les Autrichiens.

¹ Pour l'histoire du B'nai B'rith, cf. David Malkam, *La fantastique histoire du B'nai B'rith*, Paris, 1993. La première Loge des "Fils de l'Alliance" fut fondée à New York par douze

plupart des ennemis d'Antébi, Cohn, Yellin², Pinès³ et autres, sont membres importants de la Loge de Jérusalem,⁴ dont Eliézer Ben Yéhouda,⁵ le "père de l'hébreu" est le secrétaire général.

Le soir du "guet-apens" du 13 avril 1902, Albert Antébi, le directeur de l'école primaire Abraham Benvéniste¹ et le grand rabbin sépharade Jacob Méir² sont conviés à se rendre à une réunion à l'hôtel Kaminitz³ (tenu par les beaux-parents de Cohn) sur le thème

Israélites allemands dans un café de Lower East Side. En 1882 fut fondée à Berlin la première Loge à l'extérieur des Etats-Unis. Le 10 juin 1888 fut fondée la Loge de Jérusalem. Suivent, en Palestine, Jaffa (1890), Safed (1891), Zikhron-Jacob (1911). En 1897, le B'nai B'rith compte 18 000 membres.

² David Yellin (1864-1941) avait été le premier élève ashkénaze de Nissim Béhar. Gendre de Pinès, il a fondé avec ce dernier et avec Ben Yehouda le Comité pour la langue hébraïque, et préside la loge B'nai B'rith.

³ Yehiel Michael Pinès (1843-1913) est un Amant de Sion qui s'est installé à Jérusalem en 1878. Il représente le *Montefiore's Memorial*.

⁴ Fondée le 10 juin 1888, avec vingt membres.

⁵ Eliézer Ben Yéhouda (1858-1922), Lituanien (son vrai nom est Eliézer Perlman) devenu le "Père de l'Hébreu". Le 15 novembre 1882, Nissim Béhar consignait : "Une société s'est formée, il y a quelques mois, sous le nom de *Tehiriat-Israel* [Résurrection d'Israël], ayant pour but de faire revivre la langue hébraïque, de favoriser l'accroissement ici de population juive, etc. J'en fais partie comme je le fais de toute société juive locale. Les statuts prescrivent l'emploi exclusif de l'hébreu, pendant les séances ; jusqu'à présent il n'y a pas eu de réunions. Elle compte ici seulement quatre membres." (Israël XXVI E) Le 29 novembre 1882, il précisait : "Comme rabbin, ou plutôt comme professeur d'hébreu ashkénazi, je désirerais employer un jeune savant hébraïsant qui vous est connu sous le nom de Ben Yehouda. Il a eu le tort d'écrire contre l'Alliance, à propos de la colonisation de notre pays. Mais depuis quelques temps, je puis dire que sa plume est comme muselée. Il est au fond honnête et a cru, de bonne foi, travailler à notre délivrance, en s'attaquant à la source d'où elle doit jaillir... Maintenant il est sage. Son talent, son peu de fanatisme religieux, la connaissance suffisante qu'il a du français, tout cela me serait d'un secours bien précieux." (*Ibid.*) Le 13 juin 1883, il revenait à la charge : "Le professeur d'hébreu que je propose d'admettre enseignera la grammaire et la langue hébraïques suivant la méthode européenne. Il comprend bien l'anglais, l'allemand, le russe et le français et peut aussi écrire ces deux dernières langues." (*Ibid.*) C'est ainsi que Ben Yehouda avait travaillé pour l'AIU, bien avant l'arrivée d'Antébi. Dès 1902, l'hébreu est déjà devenu pour les Juifs *lingua franca*, comme en témoigne le récit du "guet-apens" (lettre n° 90 : "On m'a défendu de parler en français et imposé l'usage de la langue hébraïque."). Dans sa préface à Eliezer Ben Yehouda, *Le rêve traversé*, Paris, 1988, Gérard Haddad écrit : "Il se choisit une stratégie de conquête dérisoire et pourtant combien efficace, compacte, intérieure, qu'un seul terme peut qualifier : la *stratégie du martyr*, avec le sens originel de ce mot, soit témoigner pour une foi. Ben Yehouda fut le martyr de cet hébreu qu'il finit par incarner." (p 10)

¹ Abraham Benvéniste (1860-1932) : Né à Smyrne, il est le directeur de l'école primaire de l'AIU à Jérusalem de 1899 à 1908. (Cf. Archives AIU, Israël XV E 43-45 et Israël XVI E 46-49)

² Pour Jacob Méir, cf. lettre n° 62, p 69, note 3.

³ L'hôtel Jérusalem, que tout le monde appelle Kaminitz du nom de ses propriétaires, est situé non loin du quartier russe et du consulat de France, près de la porte de Jaffa. C'est

de la création de coopératives à Jérusalem et de l'étude des problèmes ouvriers. Il faut lire les lettres d'Antébi et celles de Benvéniste pour saisir la violence des provocations, le montage grossier de la manipulation, et démontrer en filigrane tout le mécanisme du terrorisme institutionnel qui se rôde ce soir-là et s'exercera par la suite sur le même mode :

“Des groupes se formaient, des discussions assez vives s'échangeaient et il nous parvenait des lambeaux de conversation qui nous prouvaient qu'on n'était pas venu là dans des dispositions tout à fait amicales ; un souïlard renvoyé de l'école et puant le vin se levait près du groupe où je me trouvais en compagnie de M. Antébi et quelques notables sephardim. (...) Dans diverses parties de la salle, qui renfermait plus de cent cinquante personnes, étaient postés des membres des Béné Bérith, muets et impassibles comme des statues, mais encourageant du geste des personnes violentes à entamer la véritable discussion. (...) M. Antébi présente plusieurs propositions judicieuses pour étudier la situation des ouvriers et celle des communautés. Elles furent écoutées d'une oreille distraite. (...) On se serait cru dans une assemblée d'anarchistes, de nationalistes ou d'antisémites.”⁴

“Quelle a été notre surprise de voir défiler le soir tous les ouvriers maçons ou menuisiers renvoyés pour vol, tous les ennemis attitrés de l'Alliance, toute la lie de la populace (...) avec les membres des Béné-Bérith disséminés parmi eux pour servir de chefs de file. (...) La réunion se transformait en pugilat, de tous les coins des poings se tournaient de mon côté en vociférant : cochon, misérable, etc. (...) Des ivrognes menaçaient de me tuer à coups de canne. (...) M. Zuckermann fait vite de me suivre, accompagné de M. Cohn, avec toute la bande hurlante m'apostrophant : “Pourquoi avez-vous renvoyé cet ouvrier, dites, répondez.”⁵

Le pas est franchi : Antébi désormais incarne, dans sa chair, la France ; on lui défend de parler français :

“On m'a laissé seul au milieu d'une populace féroce. (...) A minuit, on a pu me dégager des mains de ces misérables décidés à m'assassiner. (...) ‘Nous sommes tous des Allemands et c'est l'allemand qui doit triompher dans ce pays’, s'écrient-ils de toutes parts.”¹

On l'enlève, on manque le blesser sérieusement, on l'intimide. Relatant la soirée à ses chefs, il conclut :

l'hôtel où descendent la plupart des visiteurs de l'école de l'AIU, l'inspecteur des écoles Sylvain Bénédict, et même le baron Edmond de Rothschild et sa femme.

⁴ Lettre de Bénédict, du 15 avril 1902, Archives AIU, Israël XV E 43

⁵ cf. lettre n° 90 du 14 avril 1902.

¹ *Ibid.*

“Je connais les luttes qui se livrent en Europe autour de cette oeuvre, mais est-ce un remède de donner la place aux ennemis ?”²

Il touche le problème de fond qui va entraîner, au fil du temps, sa rupture avec Paris onze ans plus tard. L'Alliance Israélite se veut Universelle. Elle a déjà eu à subir la rupture avec les Anglais qui ont fondé l'*Anglo-Jewish Association*,³ et les Autrichiens, qui ont fondé l'Alliance de Vienne.⁴ Elle fera bien des concessions pour ne pas rompre avec l'Allemagne. Antébi sera en première ligne des dites concessions. La ligne défendue par Jacques Bigart, le secrétaire général de l'AIU triomphera malgré les réticences de certains membres du comité central comme Camille Rodriguès qui démissionnera en 1916⁵ : les Juifs français de l'AIU ne rompent pas avec leur branche allemande, malgré le conflit mondial.

Surtout, ce qui choque Antébi et va changer en grande partie sa manière de voir, c'est cette altercation directe avec des “repris de justice de Sibérie” et des “anarchistes”.⁶ Il flaire là tout autre chose qu'un désaccord culturel. En effet, quelques jours plus tard, une “société d'ouvriers” ne tarde pas à soumettre des revendications s'inspirant, au premier chef, du fameux slogan anarchiste “Ni Dieu ni Maître”. Ils écrivent :

“Quel que soit le maître, il est désigné d'avance comme l'ennemi contre lequel les jaloux et les mécontents doivent se liguer pour lui rendre la situation intenable.”¹

Et ces “sionistes” sectaires et athées réclament l'exclusion des ouvriers non-juifs, entraînant cette protestation d'Antébi:

“Prouverons-nous par nos actes que les majorités sont toujours intolérantes ? A Jérusalem, nous ne sommes encore que la majorité impuissante, que ferions-

² *Ibid.*

³ L'*Anglo-Jewish Association* est née dès 1870, les membres anglais, plus traditionnalistes orthodoxes et peu favorables, voire hostiles, aux colonies palestiniennes du baron Edmond de Rothschild, désirant affirmer leur autonomie, tout en continuant à agir en liaison étroite avec l'AIU. Le nom véritable de l'*Anglo-Jewish Association* est *Anglo-Jewish Association in connection with the Alliance Israelite Universelle*. Cf. Zosa Szajkowski, “*Conflicts in the AIU and the founding of the Anglo-Jewish Association, the Vienna Allianz and the Hilfsverein*”, *Jewish Social Studies*, Vol. XIX, January-april 1957, 1-2, pp.

⁴ L'*Israelitische Allianz* de Vienne s'était formée dès 1863, agissant en liaison avec le comité central de l'AIU à Paris. Cf. Z. Szajkowski, *op. cit.*, p. .

⁵ Archives AIU, Allemagne X A 74.

⁶ Cf. lettre du 21 avril 1902, n° 92

¹ *Ibid.*

nous si nous détenions le pouvoir ?”²

La conclusion d’Antébi est claire : “Cette lettre me rappelle les programmes électoraux des socialistes collectivistes.”³

Sans parler d’autres ennemis, couvés, choyés et même entretenus financièrement par l’Alliance, comme ce journaliste que ne prise guère Antébi, cet ami des sionistes russes et anglais, ce frère B’nai B’rith, Eliézer Ben Yéhouda :

“Nous assistons à une espèce d’assaut réactionnaire qui cherche à s’emparer de la place. Lisez le journal de la *Haschkafa* [Point de Vue] rédigé par ce Ben Yéhouda qui a tant reçu de vous et de l’école. Il ne paraît pas un numéro sans que notre programme, notre langue, nos ateliers ou notre méthode soient critiqués plus ou moins directement.”⁴

L’Alliance est encore maîtresse du terrain, mais pour combien de temps ? Le “guet-apens” d’avril 1902 a changé les données du problème. De là date le “complot germano-sioniste” dont Antébi ne cessera d’affirmer l’existence, preuves à l’appui, et qui culminera dans l’alliance entre sionistes et *hilfsvereinistes* pour l’érection de l’école technique de Haïfa, jusqu’à la rupture de 1913 connue sous le nom de “guerre des langues”⁵. L’historien Isaiâh Friedman¹ ne cessera lui aussi de souligner les liens entre russes et allemands au sein du sionisme.

Début 1903, le pogrome de Kichinev, en Bessarabie,² fera définitivement pencher la balance du côté des ashkénazes, avec l’arrivée de ce que les historiens ont appelé la “deuxième *alya*”.³

² *Ibid.* Voir aussi lettre n° 102, avec la reprise d’une campagne contre Antébi aux Etats-Unis, et n° 103 et 106, sur la possible complicité de Nissim Béhar, qui tente aux Etats-Unis d’unifier les divers courants juifs et de neutraliser les membres B’nai B’rith pour obtenir une modification du traité signé entre la Russie et les Etats-Unis, aux termes duquel un juif américain ne peut circuler librement en Russie. Cf. A. Goldberg, *op. cit.*, pp. 191-192, et Archives AIU, Etats-Unis I A 1-5.

³ *Ibid.*. Cf. aussi lettre n° 172.

⁴ Lettre du 16 mai 1902, n° 94.

⁵ Cf. Mireille Hadas-Lebel, *L’hébreu : 3 000 ans d’histoire*, Paris, 1992, pp. 143-146 ; Isaiâh Friedman, *Germany, Turkey and Zionism, 1897-1918*, Oxford, 1977, pp. 167-188.

¹ Isaiâh Friedman, *op. cit.*, pp. 14-19, 154-166, 156-161, 191, 203, 214-215.

² J. Bielinky, “Le vingt-cinquième anniversaire du pogrome de Kichineff (6-19 avril 1903). Souvenirs d’un témoin.”, *Paix et Droit*, avril 1928, pp. 9-12.

³ Isaiâh Friedman, *op. cit.*, p 135 : “De 1904 à 1914, environ 35 à 40 000 Juifs arrivèrent.”

III. De l'activisme économique au "réveil de la nation arabe" (1902-1905).

Depuis 1900, Albert Antébi représente aussi sur place, pour l'ICA,¹ certaines oeuvres qu'il a contribué pour une large part à créer,² mais aussi, il rédige les contrats d'achats et de transferts de terrains,³ quand il ne s'entremet pas directement pour défendre le dossier auprès des autorités.

La crise économique qui sévit à partir de 1901 a été terrible et Antébi s'emploie de plus en plus à faire émigrer des ouvriers dans des pays capables de les accepter, comme le Soudan, "pacifié" depuis trois ans par les Anglais et qu'ils commencent à mettre en valeur, ou le Transvaal, où la guerre des Boers vient de s'achever.⁴ Les Etats-Unis, en effet, s'opposent de plus en plus à l'immigration en masse. Ils ont déjà accueilli toute une immigration juive d'origine allemande,⁵ mais, comme le souligne l'historien Nathan Glazer, commencent à s'inquiéter de la politisation accrue ou de l'ultra-orthodoxie des nouveaux arrivants : "En 1880, la plus grande partie des deux-cent cinquante mille Juifs vivant en Amérique s'identifiaient à la synagogue, c'est-à-dire au judaïsme réformé. La plupart d'entre eux étaient des immigrants ou des descendants d'immigrants d'Europe centrale. En 1900, près d'un demi-million d'immigrants d'Europe orientale, représentant un tout autre niveau de culture et de judaïsme, étaient arrivés en Amérique. Lorsque commença la Première Guerre mondiale, un million deux cent cinquante mille immigrants supplémentaires étaient arrivés à leur tour."⁶

En attendant de trouver des débouchés, Albert Antébi encourage sur place l'idée des coopératives ouvrières pour pallier la désunion entre ouvriers palestiniens et "la concurrence qu'ils se font

¹ Depuis 1897, si l'on considère la lettre n° 476 ; pour un travail méritant une gratification de 1500 francs en 1899 (cf. lettre n° 40) ; d'une manière plus systématique depuis l'accord conclu le 28 décembre 1899 entre le baron Edmond de Rothschild et l'ICA (cf. lettre n° 47)

² Le tissage, les dentellières, les filets à cheveux, les piqueurs de pierre.

³ Cf. lettre n° 91

⁴ Cf. lettres n° 96, 101, 105.

⁵ Nathan Glazer, *Les Juifs américains, du XVIIe siècle à nos jours*, traduit de l'anglais par Eddy Trèves, Paris, 1972, pp. 47-72.

⁶ Nathan Glazer, *op. cit.*, p 95.

mutuellement”. Mais, il le précise, ces coopératives sont des associations utiles dans la mesure où les ouvriers se veulent “dégagés de tout esprit politique”.

“Tous ces ouvriers, unis entre eux et dégagés de toute idée politique, arriveraient à imposer leur volonté à fixer leur salaire journalier, à se partager le travail existant sans se faire concurrence et à s’aider mutuellement en s’achetant leurs produits réciproques (...) Une administration compliquée serait inutile, nous pourrions nous en remettre aux sociétés coopératives pour le règlement des détails, la garantie mutuelle, etc.”¹

Désunion, luttes internes, telles sont les plaies nouvelles qui affligent les Juifs de Jérusalem, qui jusqu’à présent ont souffert de l’intolérance, mais ne l’ont pas infligée aux autres :

“Allons-nous nous montrer intolérants, sectaires, exclusivistes, parce que nous formons la majorité à Jérusalem?²”, répète Antébi dans une autre lettre.

Sans parler du choléra³ qui s’abat sur la Palestine. Lorsqu’il fait le bilan de l’année 1902, Antébi n’est pas optimiste :

“Situation critique de l’établissement avec rareté des travaux, attaques virulentes des journaux, arrêt des oeuvres de l’ICA, manque de sécurité dans les colonies, hostilité des gouvernants, l’horizon n’est pas clair.”⁴

Il ne va pas tarder à s’obscurcir encore plus, comme nous

¹ Cf. lettre du 10 août 1902, n° 101. La sympathie d’Antébi va toujours à ceux qui travaillent et qui ne passent pas leur vie à demander quelque chose, Yéménites (cf. lettre n° 157) ou Bulgares d’Artouff et même Juifs orthodoxes de Motza (cf. lettre n° 111).

² n° 102 (écho à la lettre n° 92). Il est intéressant de noter la réflexion que se faisait le sioniste A. Goldberg, lorsqu’il évoque son enfance dans les ghettos polonais, avec, épinglée au mur, les photos de Theodor Herzl et du baron Edmond de Rothschild : “Je me rappelle que lorsque je vis pour la première fois le portrait de Rothschild, je fus très impressionné. (...) A en juger par le portrait, son dos était droit, sa tête haute, ses yeux fermes et confiants. Il ne ressemblait pas à l’un de nous, juifs de ghetto, au dos courbé et aux yeux peureux et timides qui se dérobaient.” (A. Goldberg, *op.cit.*, pp. 454) Le monde des sépharades et des Juifs autochtones est un monde ouvert, assimilé - les uns depuis longtemps, les autres depuis toujours - inscrit dans une division en *milletts* (nation religieuse) certes, mais avec ses repères et ses contacts avec les autres mondes, musulman ou chrétien. Celui des nouveaux immigrants d’Europe centrale et orientale est un univers clos, fermé entre les murs d’un ghetto qui le sépare du monde extérieur, communauté religieuse stricte où chacun dépend de l’autre et où les contraintes religieuses font que l’on ne peut vivre isolé ... à moins de s’y opposer de toutes ses forces et de devenir athée et pourfendeur de religieux, comme le furent souvent les premiers sionistes. La lutte était donc inévitable entre les deux parties de la communauté, et ne pouvait se solder que par la défaite totale des uns et le pouvoir absolu des autres.

³ Cf. lettre n° 108

⁴ Lettre du 29 septembre 1902, n° 104.

l'avons dit un peu plus haut, avec le pogrome de Kichinev, en Bessarabie, qui va changer la *nature-même* de l'immigration¹.

Avec Kichinev (19 au 21 avril 1903), ce qui change, c'est moins l'horreur ou l'échelle du pogrome que la toile de fond de la Palestine et de l'Empire ottoman. Tous ces Juifs de la deuxième *alya*², comme on les appellera plus tard, qui se réfugient à Jaffa ou Jérusalem sont des gens qui ne veulent pas renoncer à leurs biens et aux avantages que peuvent leur conférer leur nationalité d'origine.³ Ils font donc, la plupart du temps, le jeu du consul russe Iacoblev,⁴ et participent à une "russification" de la Palestine qu'Antébi ne cesse de dénoncer de toutes ses forces au moment de la révolution jeune-turque,⁵ suppliant les Juifs russes de prendre la nationalité ottomane. Vision prémonitoire de ce qui menace le judaïsme oriental, puisque les Juifs russes se placeront sous la protection personnelle de l'ambassadeur d'Allemagne Wangenheim⁶ pendant la première guerre mondiale, alors même que la Russie sera l'ennemie des Allemands et des Turcs !

Il n'y a pas qu'eux :

"Jérusalem, bien que géographiquement asiatique et administrativement ottomane, est composée de plusieurs parcelles dépendantes entièrement comme juridiction et population, de la Russie, l'Autriche, la Roumanie, l'Allemagne, la France, etc., et devenant ainsi les prolongements de ces pays européens."⁷

La situation est donc explosive et le terrain miné :

"En Orient surtout, la diplomatie européenne couche sur des volcans dont les minorités gardent les cratères. Si on n'a pas les yeux ouverts, on peut sauter sans crier gare."⁸

¹ Cf. Bielinky, *op.cit.*

² "montée" au Pays. Vague d'immigration.

³ Cf. lettre n° 112

⁴ Iacoblev est arrivé à Jérusalem à peu près au même moment qu'Antébi et ne sera déplacé qu'au moment de la révolution jeune-turque.

⁵ Lettre n° 294 "Soyez juifs ottomans, soit, nous n'entendons pas être les cosaques turcs."

⁶ Freiherr von Wangenheim avait été nommé ambassadeur à Constantinople en 1912, après avoir été secrétaire puis conseiller d'ambassade. Avant sa mort en 1915, il avait en effet pris sous sa protection les 50 000 Juifs russes de Palestine, pour tenter d'éviter l'entrée en guerre des Etats-Unis dans le camp adverse. Cf. Isaiah Friedmann, *op. cit.*, pp. 214-215. Pour une description de Wangenheim, cf. Henri Morgenthau Sr. "Mémoires", Payot, 1922, pp. 12-16, 80-83, 86-89, 324-328.

⁷ Lettre n° 112

⁸ Lettre n° 461

Quelle nation peut-elle admettre tant d'exceptions et de "nationalités étrangères" sur son propre territoire ? Les Ottomans n'ont-ils pas encouragé le sionisme pour contrer d'autres aspirations nationalistes, mais ne risquent-ils pas de s'irriter devant l'ampleur du mouvement ? Ne serait-il pas temps de proposer aux grandes puissances, et en particulier à la France, de jouer la carte juive orientale, économique et politique, comme alternative au sionisme, car le sultan est désormais sur la défensive ?

"La situation a changé en Palestine. La Turquie s'effraie des progrès qu'accomplissent les grandes puissances dans ce pays. (...) Elle a tendu apparemment la main au sionisme naissant pour encourager la création de nouveaux concurrents, mais elle se garderait bien de le laisser s'implanter au pays. (...)

De leur côté, les puissances européennes, constatant aujourd'hui que leur ancienne idée directe de politique palestinienne s'appuyant sur les congrégations est fautive, (...) chaque consul se cherche un contre-poids pour l'influence. Les ressources commerciales et industrielles étant restreintes, on ne peut bien s'appuyer que sur l'activité économique, on se tourne donc forcément vers la population ouvrière.

On voit les Juifs et les colonies et l'on s'accorde généralement à déclarer que les israélites joueraient forcément de par leur nombre un rôle quelconque dans les futures destinées de la Palestine. (...)

Les consuls de France surtout m'ont entretenu souvent de ces idées, m'exhortant à réclamer la protection française pour nos écoles, colonies et toutes nos institutions."¹

Est-ce un hasard si la première lettre d'Antébi à Meir Dizengoff,² établissant un programme systématique d'achat des terrains et de répartition des attributions entre *Amants de Sion*, sionistes et "Icaïstes" date du 15 mai suivant Kichinev ?³ Sûrement pas.

Antébi se mobilise pour aider les victimes, pour trois raisons plutôt qu'une : Ottoman, il est ulcéré des méfaits du "tyran" russe¹ ;

¹ Lettre n° 113.

² Meïr Dizengoff sera le fondateur et le premier maire de Tel-Aviv. Cf. note 2 lettre n° 115, p. 134.

³ Cf. lettre n° 115

¹ Cf. lettres n° 119, 128 (avec pour la première fois exprimée l'idée que les Juifs russes doivent devenir ottomans).

Juif, il se sent atteint dans ses traditions et dans ses racines ; pro-Français, il oppose une fois de plus la civilisation à la barbarie, comme il le fera lorsqu'il relatera² la visite du ministre Caillaux à Jérusalem, en juin 1912, écrivant :

“Nul doute que le sinistre tableau des persécutions russes ou persanes n'aient alors assombri son esprit, se figurant ces boucheries inhumaines organisées presque officiellement par des gouvernants soi-disant civilisés, cent ans après la révolution française.”

Il se mobilise d'autant plus que les sionistes se rallient enfin à ses idées,³ reprennent son cheval de bataille, la conquête *économique* de la Palestine et créent l'*Anglo-Palestine Bank*, filiale du *Jewish Colonial Trust* sioniste fondé à Londres en 1901, aux activités de laquelle le directeur, Zalman Levontine,⁴ lui demande de s'associer.

Antébi est enthousiaste :

“Tant que le sionisme voguait dans la sphère éthérée du nationalisme, il était réduit à l'impuissance et nous laissait indifférents. Mais sous le couvert de la banque, il entre dans la voie pratique. Son histoire ressemble à celle du socialisme français. Le sionisme entre en scène et revendique sa place dans la direction gouvernementale. Il aura avec lui tous les ambitieux, tous les arrivistes, les flatteurs et les publicistes ; il aura avec lui le public adorateur du soleil levant, les colonies et leurs meneurs.

Nous ne pourrons plus leur opposer l'irréalisation de leur idéal, ils adoptent notre programme et nos moyens d'action. Les combattre serait une faute (...), ils gagneraient du terrain et prendraient aussitôt l'offensive contre nous. La meilleure tactique serait de les accueillir, d'accepter leurs offres, les guider et même d'arriver à les diriger. (...) Nous combattons le sionisme nationaliste, turbulent et dangereux, nous devons collaborer avec un sionisme assagi et économique.”¹

Pourtant les méthodes de travail “à l'européenne” des sionistes

² Cf. lettre n° 439

³ Une scission s'est produite entre sionistes “théoriques” et sionistes “pratiques”, les premiers à l'instar de Herzl réclamant une Charte reconnaissant “l'Etat juif” de Palestine, avant d'y mettre le pied, les seconds estimant qu'il s'agissait de travailler sur le terrain pour transformer la Palestine en Etat juif.

⁴ Zalman David Levontine (1856-1940) : Levontine était l'un des fondateurs de Rishon-Le-Zion. Il avait rapidement rompu avec l'administration Rothschild. Sur la création de l'*Anglo-Palestine* devenue la banque Leumi Le-Israel, cf. Nadav Halevi, *Banker to an Emerging Nation : the History of Bank Leumi Le-Israel*, Tel Aviv, 1981, pp. 1-29.

¹ Lettre n° 117

lui paraissent plus que contestables.²

L'Alliance (et l'ICA) n'étant pas convaincues, on lui intime l'ordre de prendre ses distances avec les sionistes, pratiques ou pas.³ C'est la première ombre portée sur les relations d'Antébi avec le bureau de Paris, qui lui paraît dangereusement confondre stratégie et tactique. Il n'est pas question pour lui de ne pas soutenir la banque, si on le lui interdit, il le fera en secret (c'est d'ailleurs la décision à laquelle il se résoudra).⁴ Il tente une dernière plaidoirie, le 14 septembre 1903 :

“A vrai dire, le sionisme n'effraie pas les autorités ottomanes (...) Les adversaires du sionisme palestinien en particulier et de l'activité juive en général sont les puissances étrangères. (...) Chaque consul souhaite l'éloignement des Juifs de la Palestine ou de les avoir sous son administration. Le gouvernement ottoman voit, de son côté, dans l'augmentation du nombre et de l'influence juifs, le meilleur instrument d'opposition à l'envahissement chrétien.”⁵

En outre, Antébi espère que les sionistes n'exploitant pas eux-mêmes les terrains qu'ils achètent, il y aura là un débouché pour les élèves de Mikveh-Israel.

Le cap qu'il est en train de prendre se précise, avec la rédaction du rapport qu'il fait pour le consulat de France et que le consul Boppe⁶ expédie au ministère des Affaires Etrangères. Antébi n'hésite pas à brandir l'idée de sa démission possible.⁷

Est-il sincère? Peut-être entrevoit-il une situation possible à la banque. Peut-être est-ce seulement un coup de bluff comme Salomon Reinach l'en soupçonnera par la suite.⁸ En tout cas, certains mots sont irréparables et scellent la rupture prochaine avec Jacques Bigart, le secrétaire général de l'Alliance. Pour ce dernier, l'AIU finance des oeuvres de *bienfaisance* destinées à favoriser *l'assimilation* des Juifs

² Cf. lettres n° 118, 122, 123

³ Cf. lettres n° 119 et 126.

⁴ Cf. lettres n° 121, 122

⁵ Lettre n° 126. Toute une partie des hommes politiques ottomans préfèrent jouer “la carte juive” pour contrer les Grecs et les Bulgares, les Arméniens ou les Arabes, selon les cas et le pays.

⁶ “Le consulat de France nous fait aujourd'hui des avances, c'est le troisième consul qui multiplie ses preuves de bienveillance à notre égard. Nous devons en profiter.” (lettre n° 129).

⁷ Cf. lettre n° 131

⁸ Cf. lettre n° 441

d'Orient et de Méditerranée dans leurs contrées. Ses employés n'ont pas à jouer les Napoléon de la conquête économique et à se trouver mêlés à des affaires de banques ou de profits.¹

D'autres, au sein de l'AIU, soutiennent Antébi, en particulier le "tuteur" des premiers jours, le membre du comité central Ferdinand Meyer,² directeur de la compagnie Edison, ou le président Narcisse Leven, lui-même.³ Le rapport rédigé pour le consulat de France convainc ces hommes qu'Antébi prend à coeur les intérêts de l'Alliance et les intérêts français.⁴

En outre, il devient le centre d'une petite sphère d'influences et reçoit à plusieurs reprises des journalistes et écrivains⁵ qu'il séduit par son intelligence. Ragaillard, le 4 mars 1904, Antébi estime que les temps sont venus pour agir rapidement dans le sens des intérêts de l'Alliance et des intérêts français :

"Jamais nos relations avec le gouverneur, les administrations ottomanes, les consulats et les patriarcats n'ont été aussi bonnes. (...) C'est pour cela que j'estime le moment favorable pour résoudre toutes les affaires gouvernementales pendantes depuis longtemps."⁶

En effet, le gouverneur Kiazim bey n'hésite pas à demander à Antébi de le représenter dans une affaire de succession,⁷ ni Antébi à écrire à Paris à James Sanoua⁸ pour faire paraître un article sur Kiazim bey.¹ Il est intéressant de souligner que, dès cette époque,

¹ Les notes du secrétariat à ce sujet pullulent à partir de 1903 dans les différents dossiers de la correspondance Antébi (Archives AIU, VI E à XE)

² C'est à Meyer qu'Antébi s'adresse chaque fois qu'il est en difficulté. Cf. lettres 232, 433, 479, 482.

³ Si l'on en croit Antébi lui-même (cf. lettres n° 127, 490) et le ton des lettres adressées en 1914 par Narcisse Leven à celui qui quitte l'école professionnelle de Jérusalem pour d'autres combats (Cf. notes 1 p 492 et 2 p 494)

⁴ Cf. lettre n° 133 du 30 novembre 1903, où il déclare que le drogman du consulat vient d'en commencer la copie pour l'envoyer et lettre n° 136 où il envoie le rapport "à titre confidentiel". Cf. Annexe H, la publication de ce rapport (Arch. AIU Israël I C 5-6).

⁵ Koechlin, rédacteur en chef (cf. lettre n° 132), dont l'article élogieux paraîtra dans le n° 73 du *Journal des Débats* du 14 mars 1904, ou l'écrivain Anatole Leroy-Beaulieu (lettre inédite).

⁶ Lettre n° 136

⁷ Cf. lettre n° 138

⁸ Version européanisée du nom originel de Yaacoub Sanua Ibn Rafail, né au Caire en 1839, exilé à Paris où il publie *Le Journal d'Abou Naddara*, fondé en 1875 et soutenant les positions des nationalistes égyptiens El-Afghani et Mohamed Abdu (lettre n° 140). Cf. *Juifs d'Égypte*, éd. du Scribe, Paris, 1984, pp. 256-257.

¹ Cf. lettre n° 140

Antébi est le point central vers lequel convergent toutes sortes d'agents d'influence - sionistes, avec Dizengoff et Oussichkine², français avec les consuls, ottomans avec les gouverneurs successifs de Jérusalem, arabes avec les Husseini ou encore ce James Sanoua, connu sous le nom de cheikh Abou Naddara, proche du Grand Mufti d'Égypte.

La mort de Theodor Herzl, le 3 juillet 1904, trois mois après la signature de l'Entente Cordiale entre la France et l'Angleterre,³ scelle une nouvelle ère en Palestine dans les rapports sur le terrain.⁴ La Colonisation Palestinienne (CP) du Baron Edmond de Rothschild au sein de l'ICA ne va pas tarder à opérer un rapprochement avec son successeur à la tête de l'organisation sioniste, Wolffsohn,⁵ partisan de l'action pratique. Antébi est alors beaucoup plus proche de la stratégie et des idées du baron que des frilosités de l'Alliance.

Le projet industriel d'Antébi, qu'il placera plus tard officiellement sous les auspices de la France en voulant créer un comité France-Palestine,⁶ peut désormais se développer. Le directeur de l'école professionnelle et agent ponctuel de l'ICA à Jérusalem et dans les colonies de Judée commence à participer à toutes les commissions⁷ pour l'eau, l'éclairage, etc., tout en se démarquant un peu de l'*Anglo-Palestine Bank* (qu'il ne cessera d'aider) trop sioniste à son goût.⁸

Il se lance aussi dans la naturalisation française à vaste échelle des centaines de Marocains de Jérusalem,¹ en arguant des décrets Crémieux, qui ont conféré aux Juifs algériens la nationalité française. Il veut ainsi profiter des conséquences de l'Entente Cordiale -

² Menahem Oussichkine (1863-1941) : Dirigeant des *Amants de Sion* d'Ukraine, il prend en 1896 la tête du Comité d'Odessa. Au VIIe congrès sioniste, il dirige le mouvement des sionistes "pratiques" et devient vice-président de l'organisation jusqu'en 1913. Il sera délégué à la Conférence de la Paix qui suivra la Première Guerre mondiale. Cf. S. Kling, *The Mighty Warrior, the Life Story of Menahem Ussichkin*, New York, 1965.

³ 8 avril 1904

⁴ La mort de Herzl est relatée d'une manière pour le moins originale dans la lettre n° 135.

⁵ Cf. lettre n° 218

⁶ Cf. lettres n° 487. Lucien Lazare, "Albert Antébi après sa démission de l'Alliance Israélite Universelle (1913-1919)", *Revue des Etudes Juives*, CXLVIII, 1-2, janvier-juin 1989, pp. 113-120.

⁷ Cf. lettre n° 142

⁸ Cf. lettre n° 143

¹ Cf. lettre n° 144

l'Angleterre laisse la France libre au Maroc, la France laisse l'Angleterre agir en Egypte - devant la montée des appétits du Kaiser.²

Le 9 septembre 1904, est arrivé le nouveau gouverneur de Jérusalem, successeur de Kiazim bey : il s'agit d'un ancien élève d'agriculture de l'école de Grignan, en France, Réchid bey,³ qui va devenir le grand ami d'Albert Antébi et l'aider à se procurer le plus de terrains et d'influence en Palestine. Dès le 11 novembre,⁴ les deux hommes sont déjà proches et Antébi est convié officiellement au Sérail⁵ pour les fêtes du Ramadan.⁶

Au fil des lettres, les orientations d'Albert Antébi se précisent: il se reconnaît assez bien dans certaines propositions du parti radical français, du côté d'une laïcité respectueuse des différences et des croyances de chacun, fervente de l'éducation gratuite et obligatoire :

“Qu'a perdu le parti radical à étaler dès le premier jour son programme dans toute son étendue ? Il a effrayé peut-être les esprits timorés. Mais il a servi dans la suite de trait d'union et de champ de conciliation entre les partis

² Le 31 mars 1905, Guillaume II accomplira ce qu'on a appelé le “coup de Tanger : s'opposant aux visées de la France sur la Maroc, il rend visite au Sultan d'un État “sans monopoles et sans annexions”. En 1907, les Allemands publieront à Berlin le *Deutsche Marokko-Zeitung* pour la défense des intérêts allemands au Maroc (rédacteur en chef Wilhelm Süssercott, Neue Winterfeldstrasse 3 a, Berlin W 30). On en trouve un exemplaire aux Archives AIU, dossier Allemagne IV A 4-5.

³ Cf. lettre du 16 septembre 1904 (Arch. AIU, VI E 17 n°4766/10). Kiazim bey a été déplacé et nommé à Alep à la suite d'une violente campagne d'un journal arabe du Caire, *El Ikhlass*, l'accusant de vendre la Palestine aux Juifs. Le 30 juin 1904, le consul de France Auguste Boppe écrivait à son Ministre des Affaires Etrangères Delcassé : “Un journal arabe, *El Ikhlass*, paraissant au Caire, a commencé depuis un mois une campagne des plus violentes contre Kiazim bey, *mutessarif* [gouverneur d'un *vilayet*, le *vali* étant gouverneur d'un *sandjak*] de la Palestine, l'accusant de vénalité et de corruption dans des articles traitant de diverses questions intéressant cette région. Il est difficile de savoir si nous assistons là à une tentative de chantage dirigée contre un administrateur habile pour lequel la fin excuse les moyens, ou si nous sommes en présence d'une oeuvre de haine réelle au service peut-être de la vengeance occulte de quelque fonctionnaire en disgrâce. (Archives des Affaires Etrangères, Nouvelle Série Turquie, vol. 131) Le fonctionnaire en question, comme la suite des événements aura tendance à le confirmer, est Negib Azoury, un fonctionnaire du Sérail, parent par alliance de Bechara effendi et auteur de *La Nation Arabe*, Paris, 1905 (cf. lettres n° 166, 167)

⁴ Cf. lettre n° 153

⁵ Le palais du gouverneur, situé dans la partie musulmane de la ville *intra muros*, entre le quartier juif et l'esplanade proche de la Mosquée d'Omar et du Mur des Lamentations.

⁶ Avec Réchid bey, Albert Antébi commence à avoir des pouvoirs de plus en plus étendus, il devient aussi une sorte de préfet de police de la communauté juive (Cf. lettre 164)

extrêmes.”¹

Partisan farouche de la laïcité, il place sur le même plan les “enturbannés” fanatiques, c’est-à-dire les rabbins ultra-orthodoxes, ou les “prêtres à la Torquemada” (les jésuites de Beyrouth, en particulier) ou encore les convertisseurs des missions protestantes.

Dans la vie économique, il se prononce pour les coopératives sans politique, contre les “socialistes collectivistes”, pour le progrès technique et par conséquent pour des écoles professionnelles conduisant à des métiers précis et ne produisant pas des “déclassés” capables de réciter la liste des victoires de Louis XIV, mais incapables de travailler le bois, le fer ou la pierre.

S’il peut toujours compter sur l’appui du gouverneur, Antébi va perdre celui du consulat de France : le consul Auguste Boppe part pour Constantinople où il est nommé chargé d’affaires à l’ambassade et c’est un ultra-conservateur qui lui succède, Georges Outrey, qui n’aime ni les Juifs ni la République.² C’est en outre le moment où se développe et enfle un mouvement qui, selon le directeur de l’école professionnelle de Jérusalem, n’est pas près de disparaître,³ celui d’une ligue arabe en gestation, contre les intérêts juifs. Début 1905, paraît en effet le livre d’un certain Azoury,⁴ ancien adjoint au gouverneur de Jérusalem et beau-frère de Bechara Habib effendi, secrétaire des Affaires Etrangères du district de Jérusalem,⁵ intitulé “Le réveil de la nation arabe”.

Or les excès de l’aile gauche du camp sioniste inquiètent Antébi. A la veille de son départ pour Paris, où il n’est pas retourné depuis cinq ans,¹ vient d’éclater un scandale, provoqué par “un

¹ Lettre n° 147

² Cf. lettre n° 168. Cf. Archives du Ministère des Affaires Etrangères, dossier Georges Outrey.

³ Cf. lettre n° 167 du 12 mars 1905 : “La ligue arabe est une agitation qui se continuera. Il ne faut pas qu’elle prenne l’antisémitisme pour le piédestal de son oeuvre.” Cf. aussi lettre n° 176.

⁴ Négib Azoury est un maronite, qui va prendre la tête d’un mouvement qu’il a lui-même intitulé “l’Indépendance Arabe”. Exilé à Paris par les autorités ottomanes, il en reviendra après la révolution jeune-turque et viendra même voir le consul de France Gueyraud pour se faire octroyer la croix de chevalier de la Légion d’Honneur, sur recommandation du sénateur français Pauliat. (Archives des Affaires Etrangères, Nouvelle Série Turquie, n° 132).

⁵ Cf. Archives des Affaires Etrangères, Nouvelle Série Turquie, n° 132

¹ Il y était allé, de mai à octobre 1900, découvrir son deuxième fils, né à Neuilly (Henriette Antébi ayant exigé d’avoir au moins un enfant français), et parler à ses

groupement soi-disant libéral qui s'est intitulé *Ezrath Ahim* [aide fraternelle], anti-clérical, ayant pour but de battre en brèche l'autorité rabbinique."² Des membres de ce groupe ont, en effet, "envahi à poings armés les séances des *Beth Din* et mutilé lâchement des rabbins inoffensifs et des vieillards infirmes." Ils les ont en outre dénoncés comme coupables d'activités subversives, "d'essence purement gouvernementale", chef d'accusation évidemment très grave dans un empire ottoman miné par le désordre et les soupçons. Tout cela risque d'exacerber encore la fureur des musulmans. Antébi s'entremet et obtient du gouverneur "de faire partie du tribunal spécial et d'y faire même l'interprète des inculpés."

Les temps ont décidément changé : voilà Antébi passé défenseur de ses féroces ennemis d'hier, les ultra-orthodoxes. Il parvient à calmer les débats, mais en profite pour exiger des religieux fanatiques quelques concessions.³ Et, lorsqu'il envoie à Paris son rapport annuel d'une soixantaine de pages, Antébi écrit :

"Habitations souterraines, mansardes étroites, paresse déprimante, commerce des religions, traite des blanches, corruption des consciences, dénonciations et délations, tartufferie, lâcheté et égoïsme, absence parfaite de toute notion de devoir et de sens moral, voilà ce que la Jérusalem de nos rois et prophètes, avec ses 50 000 Juifs russes, roumains, persans, yéménites, orphayotes, orientaux, nous lègue en même temps qu'elle nous dicte notre devoir. Sur son sol maudit, à travers les siècles souillé ou purifié, nous avons été à suer et à souffrir, mais nous vivons et enfantons ..."⁴

Faisant allusion au dernier congrès sioniste qui s'est tenu à Bâle du 31 juillet au 2 août 1905, et qui a trouvé beaucoup d'écho (négatif) en Palestine, il conclut¹ :

"Nous sommes toujours le peuple le plus combattu et le plus persécuté, mais l'histoire ne nous guérit pas, nous restons nos propres persécuteurs."

supérieurs de l'ICA et de l'AIU. Antébi en avait profité pour visiter les écoles professionnelles du nord et de l'est de la France, ainsi que celle de Zürich et Wintherthur en Suisse, et il était allé à Londres, convaincre les dames du comité de l'*Anglo-Jewish Association* de soutenir son oeuvre des dentellières et Sir Montagu, de lui donner une procuration sur les terrains de l'école qui appartenaient à l'époque au comité Montagu. (Archives AIU, Israël E IV 11)

² Cf. lettre n° 172

³ *Ibidem*

⁴ Lettre n° 173

¹ Lettre n° 174

IV. Du rapprochement avec les sionistes modérés à la révolution jeune-turque (septembre 1905-juillet 1908).

En septembre 1905, Albert Antébi arrive à Paris. On lui reproche le ton violent de ses correspondances, sa manière de s'ériger en censeur de toutes les décisions du comité central, son activité économique et politique qui l'entraîne à négliger le quotidien de l'école. Ses amis l'incitent au calme. Isaac Astruc, son ancien directeur de Damas, lui écrit de Roumanie :

“Laissez-moi vous dire tout d'abord que je connaissais depuis le mois de juin la décision du comité central de vous appeler à Paris. Il paraîtrait que certaines de vos correspondances ont été jugées par trop violentes. Si d'un côté l'on rend justice et même hommage à vos qualités personnelles qui sont précieuses et incontestables, l'on s'étonne par contre que vous ne ménagiez pas vos expressions et que vous vous érigiez en censeur des décisions prises par Paris. Je ne sais ce qu'il y a de fondé dans ces griefs. (...) Surveillez votre plume de grâce, autant que votre langue et surtout ménagez M. Bigart. Cela n'avance à rien de s'attaquer aux forts. J'ignore si vous avez tort ou raison ; néanmoins, ma pensée s'oriente vers le 'pot de fer et le pot de terre'. Méditez à tête reposée ce que le fabuliste a voulu prouver.”¹

Même le rébarbatif directeur de l'école du Caire, Samuel Somekh, qui a fini par prendre en sympathie l'enfant terrible de l'Alliance, tente de le modérer :

“Pourquoi avez-vous donné votre démission puisque une commission examine vos propositions et que vous avez été autorisé à les soutenir devant elle et devant le comité central. Calmez-vous et soyez un peu plus modéré. Cela est d'autant plus nécessaire que vous avez toute facilité pour vous exprimer directement avec ces messieurs de l'Alliance. Epargnez l'amour-propre de chacun, vous serez d'autant plus fort”.²

Jacques Bigart, excédé, consigne Antébi à l'hôtel.³

En attendant le verdict du comité central sur ses demandes d'augmentation et sur les diverses propositions qu'il a soumises, Antébi revoit son ami de l'école des Arts et Métiers d'Angers,

¹ CAFHJP, dossier ICA, août 1905

² CAFHJP, dossier AIU D/32

³ Cf. lettre d'Antébi, 28 septembre 1905, Archives AIU, Israël E VII 19.

Georges Klein,¹ qui s'est lancé dans la politique, et obtient des billets d'entrée² pour les séances de l'Assemblée signés par Félix Chapuis,³ attaché au cabinet du Président du Conseil⁴. Il est présenté aussi, très probablement à ce moment-là à des hommes politiques comme Plissonnier ou le comte d'Aunay, député, auxquels il devra, avec le journaliste Clément, l'obtention d'une Bourse officielle du gouvernement français pour envoyer un apprenti à l'école des Arts et Métiers.⁵ Fin novembre 1905, après deux mois-et-demi de relégation et d'échanges par écrit, Jacques Bigart accepte enfin de recevoir le directeur de l'école professionnelle de Jérusalem et d'arriver, avec lui, à un compromis.⁶ Mais la rupture est profonde : désormais, ce sera Bénédic qui signera la plupart des lettres envoyées par le secrétariat à Antébi.⁷

Ce qui a peut-être agi en sa faveur est un incident au cours duquel la police ottomane est intervenue à Jérusalem, déclenché par une réunion (interdite) de la Société des Instituteurs qui s'est en effet tenue à l'école Laemel, sous la présidence de David Yellin⁸ et en présence d'Ephraïm Cohn.⁹ L'orthodoxe Schomberg¹⁰ a en effet dénoncé aux autorités ottomanes les activités "conspiratrices" de l'*Histadrout*,¹¹ - terme générique à l'époque association de toutes les

¹ Cf. lettre à Fontaine n° 243, lettre à Vergo n° 435

² Collection privée

³ Félix Chapuis est attaché au cabinet du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes. (Cf. Archives des Affaires Etrangères, Nouvelle Série Turquie, n° 137.)

⁴ A cette époque qui suit de peu la loi de séparation des église set de l'Etat (5 juillet 1905), les Cultes sont rattachés à l'Intérieur.

⁵ Cf. lettre n° 183. Il sera encore fait mention du comte d'Aunay dans la lettre n° 235.

⁶ Cf. Correspondance inédite, Archives AIU, Israël E IV 11.

⁷ Cf. lettre n° 198: "Nous tournons la roue bigarrée et bénédictine" (allusion à Bigart et Bénédic)

⁸ David Yellin a fondé en 1903 la Société des Instituteurs de Zichron Jacob. Nommé directeur du séminaire des professeurs de la *Hilfsverein* en 1912, il sera exilé par les Turcs en 1917, et reviendra après guerre à Jérusalem, dont il redeviendra un des notables juifs. Selon Zéki bey, gouverneur militaire de Jérusalem pendant la Première Guerre mondiale, ce serait lui qui aurait dénoncé Antébi aux autorités pro-allemandes de Constantinople. (Cf. CZA, dossier A 208)

⁹ Ephraïm Cohn est le directeur de l'école Laemel.

¹⁰ Nous n'avons pas trouvé de renseignements sur ce Schomberg.

¹¹ Cette organisation, *Histadrut Eretz-Israelit*, constituée au cours de l'été 1903, tentait de regrouper les efforts des diverses associations juives existantes et d'unifier les forces juives, en opposition avec les forces *halouccistes*, ne vivant que des subventions charitables envoyées par les Juifs d'Europe ou des Etats-Unis. Elle échoua vers 1905, à cause de la lutte des forces antagonistes, et surtout des tensions entre sépharades et

sociétés juives décidées à agir d'un front uni. Or, un hommage inattendu vient d'être rendu à Antébi par un de ses adversaires, le directeur de l'école primaire de l'Alliance à Jérusalem, Abraham Benvéniste, qui, rappelant un incident analogue, un peu antérieur,¹ avait conclu :

“Il est juste de reconnaître que, sans la présence de mon collègue à l'école professionnelle, en très bonnes relations avec les autorités, les Juifs de Palestine auraient subi des avanies et des désagréments de toute nature, en conformité avec les *iradés* [décrets] spéciaux qui régissent les hommes et les choses de la Terre Sainte.”²

A son retour, début décembre 1905, Antébi passe par Constantinople où il reste une semaine, revoit son condisciple Faure, directeur de l'école impériale des Arts et Métiers, et divers directeurs d'entreprises et de chantiers français.³ Il est navré de constater que, malgré tous les efforts, les entreprises n'embauchent à peu près aucun ouvrier juif, en raison du contenu de l'enseignement dispensé par les écoles techniques qui ne font pas une place assez large “à l'enseignement du dessin, de la comptabilité, du calcul, de la géographie et de la correspondance commerciales”.⁴ Il conclut :

“Demain, toutes ces activités et toutes ses places seront remplies par nos concitoyens non-israélites, nous crierons à l'obstruction antisémite, tandis que la faute ne revient qu'à notre indifférence.”⁵

Antébi ne revient pas de Paris enthousiaste, comme fin 1900, lorsqu'il était à l'aube de son travail sur l'apprentissage et les nouveaux métiers à introduire à Jérusalem. Narcisse Leven vieillit et se retire de plus en plus des affaires,⁶ le grand rabbin Zadoc Kahn est très malade,¹ Jacques Bigart ne cache pas son hostilité. A Jérusalem,

ashkénazes, colons de l'ancienne vague d'immigration et réfugiés russes de la nouvelle. (Cf. Moshe Ma'oz, *Studies on Palestine during the ottoman period*, Jérusalem, 1975, pp. 222-223)

¹ Cf. lettre n° 172

² Archives AIU, Israël XV E 45. L'année suivante, Antébi, faisant passer les intérêts de la communauté avant ses sympathies ou antipathies, obtiendra l'autorisation officielle pour la Société des Instituteurs de se réunir (cf. lettre n° 206)

³ Cf. lettre n° 175

⁴ Ce n'est pas la première fois qu'Antébi proteste contre le côté trop “littéraire” de cet enseignement.

⁵ Cf. lettre n° 175

⁶ Cf. lettres n° 189, 257

¹ La nouvelle de sa mort parvient à Jérusalem le 15 décembre 1905. Cf. lettre n° 176

le consul Outrey se montre peu enclin à agir dans le sens des intérêts de l'Alliance.²

Mais, s'il désespère des hommes, Antébi ne désespère jamais de la France. Il songe simplement à mettre au point une stratégie différente, surtout à un moment où la loi de séparation des églises et de l'Etat (votée le 5 juillet 1905), qu'il approuve pour le fond,³ entraîne paradoxalement des complications pour les oeuvres et institutions juives,⁴ qui deviennent des congrégations non autorisées.

Avec la première "révolution" russe,⁵ les pogromes s'intensifient et les réfugiés déferlent sur la Palestine.⁶ Antébi s'en inquiète et prône une politique plus intensive d'aide à l'émigration.⁷

Il prend donc une position qui s'inscrit nettement en opposition avec celle des sionistes qui viennent de créer une école, rivale de l'école professionnelle de l'AIU, Bezalel, à laquelle Antébi ne cesse de prophétiser l'échec.⁸ Il s'interroge sur la sincérité de ces "ouvriers de la dernière heure"⁹ qui depuis trois ans (c'est-à-dire depuis la création de la *Hilfsverein* allemande) créent une concurrence pernicieuse, aiguillonnés en sous-main par l'Allemagne ou par l'Angleterre.

S'il reste en excellentes relations avec Dizengoff, comme en témoigne l'abondant courrier échangé, s'il suit de près les affaires de l'*Anglo-Palestine Bank*, malgré sa méfiance du caractère versatile de Levontine¹ et ses démêlés avec Isaac Lévy,² directeur de la

² Cf. lettres n° 182, 186, 197.

³ Il en choisira le rapporteur, Aristide Briand, pour présider son comité France-Palestine de 1913.

⁴ Cf. lettres n° 176 et 239

⁵ Révolution russe de février 1905. Sur les premières enquêtes des Juifs anglo-saxons, inquiets de savoir la part prise par les Juifs dans les troubles révolutionnaires, consulter Archives AIU, dossier Angleterre II D 21-28 et III D 45-53.

⁶ Cf. lettres n° 177, 178.

⁷ *Ibidem*

⁸ Cf. lettres n° 179

⁹ Cf. lettre n° 180. La lettre qu'Antébi écrit aux Varon, la fille et le gendre de Nissim Béhar, à New York, trahit son découragement passager : "mort des géants, disparition des vétérans, indifférence des jeunes, autocratie de l'inconsciente bureaucratie, tout cela engendre l'indécision dans l'action, le gâchis dans les programmes, la désertion dans le personnel, la désorganisation dans cette belle oeuvre qui fut l'orgueil du judaïsme, l'espoir de l'Orient." (lettre n° 189)

¹ Cf. lettre n° 185

² Isaac Lévy est un ancien agronome du gouvernement ottoman à Adana et Damas, engagé par Joseph Niego pour le seconder à l'ICA où il est devenu en 1901

succursale de Jérusalem et mari de la directrice de l'école de filles de l'AIU Mathilde Lévy-Haarscher,³ certains sionistes d'extrême-gauche comme le Dr Waitz⁴ n'ont pas l'heur de lui plaire.

Car, depuis le guet-apens d'avril 1902⁵ à l'hôtel Kaminitz, les "échappés de Sibérie" ont trouvé des alliés et des soutiens. Ceux qu'Antébi et ses contemporains appellent les "nihilistes" ou les "anarchistes"⁶ ne vont pas tarder à fonder à Jérusalem, avec le soutien des B'nai B'rith, une Maison du Peuple (*Beth Am*)⁷ où vont se forger nombre d'armes contre l'influence française et de slogans nationalistes et anti-patronaux.

Antébi emploie même, dès le 31 mai 1906, à propos d'un fonctionnaire ottoman aimant un peu trop les backchiches et surnommé "Adam", le mot de "communisme" comme un terme injurieux pour désigner des pratiques contestables :

"De nouveaux immigrants arrivent, ils ne font rien dans cette contrée stérile, notre Adam est le seul gagnant, c'est un communiste au sens avancé du mot, s'octroyant tout et absorbant, sans souffrir d'indigestion, personnes et choses de la Palestine."¹

Il précisera sa pensée dans une lettre sur un des ses chefs d'atelier qui "lit *L'Humanité*" (journal fondé deux ans auparavant à

administrateur des colonies de Judée, s'adressant souvent à Antébi pour ses problèmes avec les autorités ottomanes. (Archives AIU, Israël L E 128. CZA, dossier J 41). Lévy a quitté l'ICA pour l'*Anglo-Palestine Bank*, recruté par les sionistes pour diriger la succursale de la banque à Jérusalem et s'est heurté violemment avec Antébi qui a fait muter son compte à Jaffa pour ne plus avoir à faire avec Lévy, devenu entretemps l'époux de la directrice de l'école de filles de l'AIU à Jérusalem, Mme Lévy-Haarscher. (Archives AIU, dossiers Israël XX E 63)

³ Mathilde Lévy-Haarscher est née à Bayonne en 1874. Elle a été directrice de l'école de filles à Damas en 1896, après avoir commencé comme adjointe de Mme Carmona et a passé huit ans à la tête de l'école de filles de Tanger (1898-1906), avant de venir à Jérusalem se marier et prendre la direction de l'école de filles (cf. lettres n° 265, 355 et Archives AIU Israël XX E 63-67.

⁴ Cf. lettres n° 178. Pour Naphtali Waitz (1866-1935), cf. CZA dossier n A 394. Antébi écrit : "J'allais oublier le philanthrope Waitz : confiant dans ses puissantes amitiés, il voulait faire doter la CGT de Jérusalem d'une cité ouvrière de 200 000 francs, mon avis impartial n'a pas été prisé." (lettre n° 297)

⁵ Cf. lettre n° 90

⁶ Cf. lettres n° 271 "ces jeunes Russes habiles à hurler", n° 292 "ces dangereux écervelés", n° 303, 311, 354 pour l'intimidation par la violence sur les ouvriers, n° 356, où il est fait pour la première fois allusion à Ben Zvi (futur président de l'Etat d'Israël) comme "chef de Poel Sion, le groupe anarchiste".

⁷ Cf. lettres n° 331, 355, 356, 362.

¹ Lettre n° 186

Paris par le député socialiste Jean Jaurès) et qui “est partisan de l’accomplissement brutal du programme maximum”.² Ou encore dans celle qu’il adresse à son “tuteur”, Ferdinand Meyer, le 2 juin 1907 :

“Les jouissances humaines augmentent en proportion inverse de la vitalité. Aussi l’ouvrier jalouse le patron, le subordonné commande le chef, le pauvre veut partager avec le riche et le salaire égaler le capital. (...) Nous avons brisé le frein religieux avant de préparer la morale. Nous avons tué le fanatisme, mais nos maîtres mal armés et insuffisamment avertis, ont arraché la conscience de la jeunesse.”³

Surtout la nature de l’immigration fait que le rapport des forces a basculé et que les deux communautés, ashkénaze et sépharade, sont désormais à peu près à égalité,⁴ ce qui apparait nettement dès la mort du grand rabbin de Jérusalem, Elyachar,⁵ à l’âge de 90 ans. La succession est ouverte, et Antébi se lance dans la bataille pour faire désigner le grand rabbin Jacob Méir⁶, allianciste et pro-français. Ses adversaires, eux, poussent en avant le fils du rabbin défunt, Haïm Elyachar.⁷

Cette querelle pour le pouvoir est décisive pour l’avenir : le chef de la communauté juive de Palestine sera-t-il partisan de la

² Lettre n° 204

³ Cf. lettre n° 233

⁴ Dans la lettre n° 200, Antébi écrit : “Notre population est forte de 45 000 âmes, dont 25 000 séfarades.” Rappelons que, pour Isaiah Friedman, 35 à 40 000 Juifs ashkénazes ont immigré en Palestine entre 1904 et 1914.

⁵ Jacob Saül Ben Eliezer Yeroham Elyachar (1817-1906) : né à Safed et à la tête du tribunal rabbinique de Jérusalem dès 1869, Jacob Elyachar a été décoré par le Sultan et par le Kaiser.

⁶ Jacob Meïr (1856-1939) : né à Jérusalem, fils du marchand Caleb Mercado, Jacob Méir a été, de 1888 à 1899 membre du tribunal rabbinique de Jacob Elyachar. Après son élection annulée de Jérusalem et sa candidature malheureuse contre Haïm Nahoum pour le grand rabbinat de Constantinople, Méir, élu en 1908 grand rabbin de Salonique, choisira de rester en Macédoine, poste stratégique s’il en fut à l’époque de la révolution jeune-turque, puis de la première guerre mondiale. En 1921, il sera enfin nommé grand-rabbin de Palestine.

⁷ Cf. lettre n° 188, où Antébi dénonce l’administration Elyachar, et déclare : “Si nous laissons ce projet se réaliser, nous commettrions un crime contre la masse et contre nos colonies.” Et lettre n° 194, où il parle des “Elyachar, accapareur des fonds des pauvres”. Ce serait pourtant, d’après le témoignage du neveu d’Albert Antébi, Shimon Antébi, le petit-fils de Haïm Elyachar qui, encore enfant, avait été chargé d’une mission de confiance au moment de l’exil d’Antébi à Damas en 1916 : il aurait échangé, dans le train, un coussin rempli des pièces d’or réunies par la communauté contre un autre coussin tenu par Antébi.

France et d'une culture de tolérance et de progrès - ainsi que pour la tradition représentée par les sépharades -, ou fera-t-il triompher les idées allemandes sionistes et les idées russes révolutionnaires et collectivistes, par amour du *statu quo* et du maintien (monnayé) de ses privilèges ? Tel est le problème posé.

Dès cette époque, Antébi le sent : l'avenir de la terre sainte se joue en ces années-là.

Dans un premier temps, c'est Antébi qui a gain de cause. Si Réchid bey était resté gouverneur de Jérusalem, son triomphe eût été total.

Mais les Arabes, hostiles à la colonisation juive, après avoir mené une campagne fructueuse contre Kiazim bey,¹ parviennent à faire muter Réchid bey,² et c'est Ali Ekrem bey,³ le fils du poète Namik Kemal,⁴ qui lui succède. Le grand rabbin de Constantinople, Moïse Lévi,⁵ ayant refusé d'entériner le choix de Jacob Méir, parce que pro-français, Ekrem bey déclare illégales les élections conduites par Antébi⁶ et nomme comme grand rabbin provisoire ou *caïmacam* (en attendant la nomination définitive du *haham bachi*) Panigel,¹ le

¹ Cf. lettre n° 140, où Antébi veut répondre à la campagne de l'*Ikhlass* égyptien.

² Cf. lettre n° 207 et lettre n° 211 : "C'est un ami très sûr pour nous que j'aimais sincèrement et qui savait apprécier nos efforts. C'est une intelligence remarquable, une énergie sans pareille et une initiative jointe à une sûreté de jugement qui font de lui un véritable homme d'Etat". Antébi reste d'ailleurs en relations avec celui qui va devenir bientôt ministre de l'Intérieur (Cf. lettres 215, 223)

³ Cf. lettre n° 209. "Notre nouveau maître est un névrosé très influençable", écrit Antébi le 3 juillet 1907 (lettre n° 238). De fait, Ekrem bey a déclaré la guerre au "gang des notables" juifs et arabes, au nom du patriotisme ottoman. Cf. lettre n° 295 sur sa mise en échec par les Jeunes-Turcs et les prophéties d'Ekrem bey. Les lettres d'Ekrem bey concernant cette période sont conservées aux Archives de Talpiot, à Jérusalem (Israël State Archives, Record Group 83).

⁴ Namik Kemal (1840-1888) avait été l'un des plus célèbres membres du parti des Jeunes-Ottomans, fondé en 1865 par des aristocrates partisans de la constitution et financé à ses débuts par le petit-fils de Méhémet-Ali d'Égypte. Namik Kemal était hostile à la pénétration économique de l'Occident et au rejet des meilleures traditions de l'Islam et partisan d'un centralisme éclairé. (Dimitri Kitsikis, "L'Empire ottoman", Paris, PUF, 1991, pp. 116-117)

⁵ Cf. lettre n° 198 et lettre n° 241, où Antébi écrit que Moïse Lévy "motive sa désapprobation des élections de Jérusalem par l'affiliation de l' élu aux sociétés étrangères et notamment à l'Alliance israélite".

⁶ Cf. lettres envoyées par Ekrem bey à Fernandez (Archives AIU, Israël VII E). La campagne a été sordide, les dénonciations se multipliant contre Méir et les sionistes se déchaînant contre le candidat d'Antébi (Cf. lettres n° 192, 193, 195, 200, 251)

¹ Eliahu Moïse Panigel (1850-1919) orphelin né en Bulgarie, il a été élevé par son oncle, le grand rabbin sépharade Raphaël Meir Panigel (dont Jacob Elyachar avait épousé la fille).

candidat des ashkénazes et de certains sépharades ralliés aux ashkénazes, comme le banquier Jacob Valéro.² Malgré la violence des assauts, Antébi n'hésite pas à intervenir³ en faveur d'un proche parent de Haïm Elyachar, Navon bey,⁴ entrepreneur frappé par la faillite. Il sépare toujours ses interventions, en faveur de ses coreligionnaires dans le malheur, des querelles intestines qui l'opposent à certains membres de la communauté. Dans l'affaire de la "guerre de succession" rabbinique, la prise de position qui l'ennuie le plus est celle du banquier Valéro, chargé des intérêts des juifs (orthodoxes) d'Angleterre, présents au sein de l'*Anglo-Jewish Association*, étroitement liée à l'AIU. Il essaie donc de contourner l'obstacle en s'adressant directement à ces derniers.⁵ La réponse ne tarde pas et Antébi est rappelé à l'ordre par intervention de Sir Montagu lui-même.⁶

Ce qui le préoccupe aussi au premier chef est la non-représentation politique de la population juive :

“Nous sommes la majorité, mais nous n'avons pas de représentant officiel ni dans la municipalité ni dans le Conseil administratif, ni dans les tribunaux, tandis que les Arméniens et les Coptes, au nombre de 200 ou 250 chacun, y

Rassembleur de fonds itinérant, c'était lui qui avait prononcé en Palestine l'oraison de Herzl en 1904. En 1917, lorsque les troupes anglaises entreront dans la ville, ce sera lui qui accueillera le général Allenby et la Légion juive. Cf. lettre n° 225 où Antébi le traite d'un "ignare doublé d'un filou" et la lettre n° 229 où il le déclare "quadripède [sic] à face humaine". Dans les lettres n° 228 et 229, il accusera les "orthodoxes de Francfort, la Hongrie et la Russie" d'avoir acheté le grand rabbin de Constantinople Moïse Lévi.

² Jacob Valéro (1845-1923) est né à Jérusalem et a succédé à son père comme banquier. Lié aux orthodoxes juifs anglais, il est aussi l'homme d'affaires des Russes (non-juifs) pour lesquels il a acheté le complexe qui s'étend près de la Porte de Jaffa.

³ Cf. lettre n° 194

⁴ Joseph Navon (1858-1934): Elevé en France et fils de notable, Navon était devenu homme d'affaires et banquier, associé à Frutiger, aidant à la construction de quartiers de Jérusalem. Ayant obtenu en 1888 la concession du chemin de fer Jaffa-Jérusalem, il le vendit pour 1 million de francs à la société ottomane des chemins de fer et se vit décerner le titre de bey. Après sa faillite, il s'installa à Paris (1894) où il mourut. Cf. Joseph B. Glass et Ruth Kark, *Sephardi Entrepreneurs in Eretz Israel. The Amzalak family, 1816-1918*, Jérusalem, 1991, pp. 12, 23, 28, 93, 102, 104, 106, 107, 113, 120, 121, 123, 137, 140, 147, 168, 165-172, 173, 185.

⁵ Cf. lettres n° 199 et n° 200, où Antébi accuse Valéro de dénoncer toute l'action juive en Palestine en adressant des lettres anonymes au Grand Vizirat de Constantinople : il ne faut pas oublier que les Juifs orthodoxes anglais sont farouchement opposés aux sionistes et même aux colonies soutenues par le baron Edmond de Rothschild et que Valéro, en l'occurrence, reflète leurs idées, ce qui expliquera les démêlés entre Antébi et les Juifs anglais par la suite. Cf. aussi lettre n° 203 et lettre n° 261.

⁶ Cf. lettre n° 206

possèdent des élus.”¹

Il ne cesse parallèlement de développer la politique d’achat des terrains² malgré la violence des attaques de ceux qui le considèrent comme “anti-ashkénaze et anti-allemand”³ et de ces Juifs russes qui font le jeu de l’ambassadeur (antisémite) de leur pays en dénonçant, pour lui plaire, tous ceux qui condamnent le gouvernement et la police du Tzar, les accusant de soutenir ou de provoquer les pogromes de Russie.⁴

Sans parler des surenchères sionistes lors du dernier congrès qui s’est tenu à La Haye au mois d’août 1907 :

“Je n’ai jamais été sioniste, ni théorique ni pratique, j’ai été et je demeure encore pour la régénération économique de notre pays par les fils de ses premiers propriétaires. Je dois reconnaître que même ce faible programme est irréalisable grâce ... à nos Juifs mêmes.”⁵

Côté arabe, des troubles sont suscités à Jaffa⁶ par le *caïmacam* [chef du sous-district] qui dresse les Bédouins contre les colons. Même les membres les plus amicaux de la famille Husseini, comme l’ancien maire de Jérusalem Saïd effendi, se prononcent contre “l’invasion juive”.⁷ Dans ces temps de troubles où il s’agit de ne pas céder aux provocations,⁸ Antébi tente de garder la tête froide.

Coup sur coup, la visite du grand rabbin sépharade de Londres⁹ et celle du directeur de la *Hilfsverein*¹⁰ vont mettre à l’épreuve cette sérénité. Antébi décide de s’abstenir de rencontrer le premier et d’éviter au maximum le second.

Il conspuie les “tartuffes enturbannés” comme les “marchands d’un faux intellectualisme”¹ et trace un portrait au vitriol de Jérusalem livrée à “la danse autour de l’assiette au beurre”,² avec la

¹ *Ibidem*

² Cf. lettres n° 201, 202, 216. Antébi a en particulier acheté le terrain pour édifier la nouvelle cité ouvrière Zadoc Kahn (cf. lettre n° 229)

³ Cf. lettres n° 205 et 206, et lettre n° 216

⁴ Cf. lettre n° 200

⁵ Cf. lettres n° 242 et 244 (citation)

⁶ Cf. lettres n° 214 et 215

⁷ Cf. lettres n° 223, 305, 307

⁸ Du consul russe en particulier, cf. lettre n° 225

⁹ Cf. lettres n° 221 et 233

¹⁰ Cf. lettres n° 248 et 258

¹ Cf. lettre n° 249

² Cf. lettres n° 247 et 261

virulence d'un chansonnier français.

La lettre du 9 juin 1907, adressée au rabbin Gaster, est l'une des plus révélatrices sur la "religion" d'Albert Antébi, sincère, participant à la fois du coeur et de la raison :

"Cette consécration divine de notre peuple élu, sauvé de l'esclavage égyptien et élevé à la dignité d'un peuple libre et conscient, chargé de léguer à l'humanité cette morale universelle qui proscrie le vol, l'usure, l'envie, l'orgueil, la vengeance, le meurtre, et ordonne, par contre, l'amour du prochain, la protection des veuves et des orphelins, le respect du droit d'autrui.

Et c'est pour avoir ouï de telles vérités à la révélation du Sinaï et avoir juré obéissance et fidélité à cette chose sublime que nos ancêtres, défiant les persécutions de leurs conquérants, ont survécu à tous les peuples anciens.

Et c'est aussi pour avoir méconnu les semonces des prophètes qui lui reprochaient l'adoration du veau d'or, la haine, la jalousie, les luttes intestines, la délation, l'hypocrisie, la violation de la justice et de la vérité, qu'Israël a perdu à deux reprises son pouvoir politique et son pays."³

A cet acte de foi fera écho, dix-huit ans plus tard, le discours vibrant et inspiré prononcé à Tel Aviv par le baron Edmond de Rothschild, lors de son ultime voyage en Palestine, en 1925 : "Pendant toutes leurs pérégrinations dans le désert, les Juifs se faisaient toujours précéder de l'Arche sainte avec ses précieuses Tables de la Loi soutenant les principes sacrés qui devaient les diriger : la croyance en un Dieu unique immatériel, alors que tous les peuples croyaient se concilier la faveur d'idoles par un culte sanguinaire et féroce ; la constitution de la famille fondée sur le respect des parents, base de toute société dont la négation engendre le chaos ; les relations des hommes entre eux établies sur cette maxime : 'Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse.' (...) Que la torche de lumière qui nous a été donnée par nos pères se transmette de génération en génération."¹

S'il est là pour "régénérer" la jeunesse juive orientale par l'enseignement et l'éducation, Albert Antébi ne voit guère les résultats probants² de cette formation reçue en Orient. Il est désormais décidé à diriger ses propres enfants "vers d'autres

³ Lettre n° 233.

¹ CZA, dossier J15/7044.

² Cf. lettre n° 234, 236.

horizons”³ - en France. Henriette Antébi n’est certainement pas étrangère à cette décision. Son époux n’a jamais perdu la foi dans sa patrie rêvée ni dans l’Alliance⁴ . Et l’Alliance ne prône-t-elle pas l’assimilation ?

L’ainé, André, partira en 1909 poursuivre sa scolarité au Lycée Lakanal, à Sceaux,⁵ et le cadet, Gaston, le rejoindra en 1911.⁶ Parlant d’André, Albert Antébi écrit :

“Il prend des leçons de français et d’hébreu à la maison et ainsi je ne serai pas redevable à l’Alliance de son instruction primaire. L’élever dans la possession de son indépendance, tel est mon rêve, je ne voudrais pas l’asservir à grandir dans l’indispensable et à vieillir dans l’inquiétude de ne léguer à sa veuve que des dettes ou du pain sec.”⁷

Antébi lui-même, lassé de cette Jérusalem qu’il abomine, pose sa candidature pour diriger l’école professionnelle d’Oran⁸ et quitter la Palestine. Elle sera rejetée.

“Douze années d’activité palestinienne dans cette ville infernale, dans le domaine allianciste aussi bien que dans les sphères coloniales et communales n’ont pas ébranlé mon physique mais ont fatigué mes facultés morales, surtout quand la nature humaine m’a fait contempler la hideuse plaie qui ronge notre tartufferie religieuse et nationale. (...) Le mieux qui puisse arriver à un adulte est de voguer vers un pays plus actif et plus civilisé. Tous nos apprentis sortants sont encouragés matériellement et moralement à désertier la Palestine.”⁹

En attendant, il continue à jouer le “consul des Juifs” et à intercéder pour diverses affaires auprès de Ferdinand Wiet, le gérant du consulat et son ami,¹ nommé au consulat de France à Beyrouth² . Ainsi, à propos d’une famille qui lui serait apparentée “à la mode de Bretagne”, et à laquelle les Ottomans réclament des impôts, Albert Antébi précise :

³ Cf. lettre n° 236

⁴ Il l’écrit le 5 février 1908 à son frère Elie : “J’ai toujours aimé, respecté et défendu l’oeuvre malgré ses imperfections, jamais je ne l’ai confondue avec ses dirigeants éphémères.” (n° 267)

⁵ Cf. lettres n° 268, 269, 364, 367, 357, 372

⁶ Cf. lettre n° 435 et témoignages personnels.

⁷ lettre n° 269

⁸ Cf. lettre n° 246

⁹ Lettre n° 247

¹ Cf. lettres n° 182, 183, 186, 197, 222, 237, 240

² C’est du *sandjak* de Beyrouth que dépendent les colonies de Galilée.

“La France, comme tous les autres pays européens, pour asseoir son influence en Orient et augmenter ses partisans, a distribué par l’organe de ses représentants quelques passeports aux notabilités locales, elle était heureuse d’agrandir son cercle et de s’appuyer sur les puissants du milieu. Et l’on était sous l’Empire. Pourquoi aujourd’hui les représentants de la république viendraient-ils chicaner ces malheureux sur l’authenticité de leurs passeports, parce qu’ils sentent le concours de ces pseudo-français inutile devant l’influence économique des sociétés, langues, chemins de fer, etc. (...) Vous avez abrité cette famille Attié sous votre drapeau pendant cinquante ou cent ans et cela parce que Napoléon III n’avait ni de Crédit Lyonnais, ni un Bonnafous ni un Bagarry et alors que ces grands patriotes viennent toucher leurs dividendes sous l’emblème français, vous déclarez les Attié des imposteurs et les rejetez dans l’enfer ottoman ! C’est injuste, c’est illégal, mon cher.”³

Et Antébi ressort la carte juive :

“La métropole se dépeuple, les prêtres vous tournent le dos dans cet Orient où ils ont vécu pendant des siècles avec votre argent et appui. (...) Appuyez-vous sur les juifs qui ne réclament ni subventions ni réquisitions, ni dispenses. Ils ont soif de la tranquillité et de la justice. Protégez-les contre l’iniquité, contre l’arbitraire, cela leur suffit ...”⁴

Même si le ton peut être narquois, le mot de “religion” n’est pas trop fort lorsqu’on décèle en filigrane la foi qu’Antébi porte à un pays qui sait être le protecteur de ceux qui souffrent, leur recours, leur refuge. Sa France n’est pas seulement celle des Lumières, de la Révolution, de l’abbé Grégoire ou d’Auguste Comte. Elle est aussi celle de Colbert, de Descartes, de Sully, de François Ier, de Roland à Roncevaux. C’est une France chevaleresque, ingénieuse, frondeuse qu’il vénère, symbolisée en cette aube du siècle par un timbre qui vient de sortir et qu’il achète, dans toutes les versions de prix et de couleur, pour la collection de son fils André, la Semeuse.

Cette France n’a pas encore “brisé le frein religieux avant de préparer la morale”, comme il l’écrit le 2 juin 1907 à Ferdinand Meyer :

“Si Paris a ses apaches et l’Europe ses détresseurs nationaux, l’Orient en général et la Palestine en particulier assistent à une décomposition sociale qui se traduit par une mauvaise éducation meurtrière, un manque de cœur et de

³ Lettre n° 259

⁴ *Ibidem*

conscience, engendrant l'irrespect des grands, la haine des maîtres, l'indifférence devant la misère, l'envie du voisin ; en un mot, absence de charité, solidarité et honnêteté. (...) Nous avons tué le fanatisme mais nos maîtres mal armés et insuffisamment avertis, ont arraché la conscience de la jeunesse. (...) Notre école menace de devenir une maison de correction en recevant des vauriens et des vandales.”¹

Dix jours plus tard, il écrit à son collègue Aaron Alhalel :

“Je ne sais ce que les familles orientales fabriquent, mais la nouvelle génération ne fait pas honneur à nos oeuvres. La correction et le coeur sont arrachés chez ces mal éduqués. (...) L'on ne peut laisser un arbre pousser contre nature quand sa direction est déformée.”²

Et enfin, à son ami du consulat de France Wiet :

“Où sont les neiges d'antan, où sont ces études instructives et fécondes ? Rien de tout cela. On enfante dans la douleur et c'est tout un monde nouveau qui tourne dans cette sphère étonnée. Jérémie repleure sur les cendres de Sion, Jehovah s'éclipse, des incapables mécréants foulent le sol sacré et le peuple ne connaît plus ses bergers.”³

Les “incapables mécréants” sont bien entendu ceux qu'il appellera dans une autre lettre les “corbeaux sionistes”, dont les provocations à l'égard des “indigènes” l'inquiètent de plus en plus. Les faits, hélas, vont lui donner raison.

Le mécontentement arabe qu'annonce Antébi depuis des années va éclater au grand jour avec les incidents de Jaffa de mars 1908, confirmant les mises en garde adressées aux sionistes et aux agitateurs “révolutionnaires” juifs russes : le vendredi 13 mars, un jeune Juif russe est blessé en défendant sa compagne malmenée par deux Arabes musulmans, et trois jours plus tard, d'autres Juifs russes, insultés par des Arabes, poursuivent ces derniers dans la boutique d'un épicier musulman. L'altercation tourne à l'échauffourée, l'épicier recevant plusieurs coups de couteaux et la bataille se soldant par une quinzaine de blessés, certains très grièvement.¹ Les derniers combats ont eu lieu à l'hôtel Spector, où s'était tenu, quelques mois plus tôt le premier congrès du groupe

¹ lettre n° 232

² lettre n° 236

³ lettre n° 237

¹ Cf. lettre n° 271

*Poalé Zion*². Il apparaît très vite qu'il s'agit là d'un piège tendu aux Juifs par le *caïmacam* de Jaffa, Assaf bey,³ avec la complicité probable du gouverneur de Jérusalem Ekrem bey,⁴ pour poser à Constantinople le problème de la "question juive" en Palestine "par assimilation à la question arménienne", qui avait entraîné les massacres de 1896⁵.

Antébi organise immédiatement la riposte⁶, passant outre aux critiques de la *Hilfsverein* déchainée contre lui (avec le soutien du journaliste Eliézer Ben Yéhouda).⁷ Il souligne au passage qu'il s'agit "d'expurger Jaffa et la Palestine de ces jeunes Russes exaltés qui menacent constamment la tranquillité de leurs coreligionnaires avec leurs prétentions et désœuvrement."⁸ Il va plus loin et veut tirer la conclusion de cette période de tension :

"Nous ne devons pas nous illusionner, la présence de ces Russes aux idées subversives nous conduira encore aux pires calamités. (...) Les Juifs paisibles et travailleurs courent un danger réel entre les manigances de ces désœuvrés et la réaction ottomane."⁹

Antébi commence à s'inquiéter sérieusement de l'irresponsabilité des jeunes Russes sionistes qui brandissent le drapeau dessiné par Wolfsohn et chantent *Hatikva* (l'Espoir)¹, devenu leur hymne "national".² Il écrit le 8 juin 1908 :

"Haïfa aura son polytechnicum, Jaffa son gymnase, Jérusalem ses facultés

² "Les ouvriers de Sion", groupe socialiste sioniste fondé en 1906.

³ Assaf bey envoya le 16 avril 1908, un rapport au sultan mettant directement en cause la colonisation Rothschild (Annexe I). Cf. *Studies on Palestine during the ottoman period*, edited by Moshe Ma'oz, pp. 206-208.

⁴ Cf. lettre n° 272

⁵ Sur la question arménienne et le sultan Abdul Hamid II, cf. J. Lepsius, *Archives du génocide des Arméniens*, Paris, Fayard, 1986. *Livre bleu du gouvernement britannique concernant le traitement des Arméniens dans l'Empire ottoman*, Paris, Payot, 1987. A.J. Toynbee, *Les massacres des Arméniens*, Paris, Payot, 1987.

⁶ Cf. lettres 272, 273, 274

⁷ Cf. lettres 272, 275 et 278. Pour la position adoptée par Ben Yéhouda contre l'AIU, cf. lettres n° 249, 289.

⁸ *Ibidem*. Cf. aussi lettre n° 275

⁹ Lettre n° 276

¹ Tiré d'un poème de Naphtali Imber (1856-1909), publié à Jérusalem en 1884. Né en Galicie, secrétaire de l'Anglais Lawrence Oliphant, ami du sioniste Zangwill, Imber s'était, dit-on, converti au christianisme en 1892 aux Indes pour éviter de mourir de faim. Puis il s'était fixé aux Etats-Unis où il avait épousé son médecin, une protestante qui s'était convertie au judaïsme.

² Cf. lettre n° 283

aveuglantes et notre action, pour être réellement efficace, est condamnée à la léthargie et au suicide à huis-clos.”³

Le 22 juillet 1908, une rébellion éclate en Macédoine, sous l’impulsion d’officiers jeune-turcs du comité Union et Progrès, fondé dix-neuf ans plus tôt.⁴ Les soldats envoyés par le Sultan fraternisent avec les insurgés et Abdul Hamid II⁵ se voit contraint de remettre à l’honneur la constitution⁶ proclamée dans les premiers mois de son règne et négligée depuis. Pour Albert Antébi, c’est le moment tant attendu, en tant que citoyen ottoman, de faire respecter ses droits,⁷ et en tant que juif et pro-français de propager ses idées :

“Notre arme future est en effet la presse (...) La jeunesse musulmane instruite renferme des forces puissantes mais inexpérimentées qu’il s’agit d’endiguer et diriger vers notre courant.”⁸

³ Lettre n° 288

⁴ Sur la révolution jeune-turque et le comité Union et Progrès, cf. E. Kaufman, *La France et la Palestine*, thèse présentée à Paris I, mai 1970. Feroz Ahmad, *The Young Turks*, Oxford, 1969. Ernst Edmonson Ramsaur, *The Young Turks, Prelude to the Revolution of 1908*, Princeton University Press, 1957.

⁵ Abdul Hamid II (1842-1918) : Il a succédé le 31 août 1876 à son frère le sultan Mourad V, déclaré fou, qui avait lui-même succédé à leur père Abdul-Medjid Ier. Le 23 décembre de la même année, le nouveau souverain avait proclamé une constitution, établissant une monarchie parlementaire, avec liberté des cultes. Elle ne fut jamais appliquée. Pour affirmer son rôle de Calife et Commandeur des Croyants, Abdul Hamid II fit entreprendre de 1900 à 1908 la construction du chemin de fer du Hedjaz, entièrement financée par les Ottomans. Il se verra contraint d’abdiquer en avril 1909 en faveur de son frère et sera assigné à résidence dans une villa de la banlieue de Salonique où il s’éteindra paisiblement.

⁶ Cette constitution, proclamée le 23 décembre 1876, avait été soutenue par Namik Kemal (père d’Ekrem bey) et par le grand vizir Midhat Pacha (1822-1884), renversé en février 1877. Mais Midhat Pacha, contrairement à Namik Kemal, était acquis aux idées d’Occident, pro-anglais et partisan de la décentralisation.

⁷ Cf. lettres 290, 291

⁸ Lettre n° 290

V. De la constitution ottomane aux guerres balkaniques (août 1908-juin 1913).

La remise en vigueur de la constitution donne à Albert Antébi un sentiment nouveau de sa citoyenneté.¹ Il a foi dans la France, “pays des droits de l’homme”, mais il veut réaliser la promesse de liberté dans son propre pays et parmi ses concitoyens ottomans - musulmans et chrétiens.

La liberté, pour lui, ne s’édicte pas, il faut la conquérir au sein de l’empire et non contre lui :

“Nous devons d’abord conquérir nos droits en fait, acquérir la sympathie des pouvoirs publics et du peuple musulman et en profiter pour régénérer nos juifs orientaux en leur facilitant l’accès de toutes les *fonctions* et de toutes les *professions*, la jouissance paisible du sol, des entreprises industrielles, en un mot de toute vie intellectuelle et économique. (...) Les juifs ottomans doivent avoir les mêmes droits, devoirs et aspirations que les juifs anglais, allemands et français. (...) Je ne veux pas être sujet d’une autocratie judéenne. Que le sionisme politique reste un parti de protestation contre les persécutions de nos frères, qu’il incarne notre idéal de l’immortalité de notre peuple, soit, mais je le combattrai comme parti gouvernemental.”²

Malgré les apparences, Antébi ne variera jamais. S’il achète des terrains pour Ruppin³ et Dizengoff,⁴ c’est pour aider à édifier cet asile *passager* que peut offrir la Palestine aux persécutés.⁵

¹ Cf. lettres n° 290, 291. Il écrit, le 28 septembre 1908, en alléguant son “quadruple devoir d’homme, de citoyen, d’israélite et de fonctionnaire de l’Alliance” : “Mes droits politiques découlent de cette loi sacrée de la liberté d’exprimer ma pensée selon ma conscience, c’est mon patrimoine humain et social, il ne saurait figurer dans aucun contrat de servitude.” (lettre n° 297)

² Lettre n° 291.

³ Le Prussien Arthur Ruppin (1876-1943) dirige le *Palästina Amt* chargé d’acheter des terrains pour le compte des sionistes. Cf. CZA dossiers A 107 et L 2. Cf. lettres 440, 451 (il s’agit de racheter le Mur des Lamentations, ce qu’il tentera à deux reprises), 460.

⁴ Antébi a toujours aidé les *Amants de Sion* et la *Guéoulah* de Dizengoff. Cf. CZA dossier J 85.

⁵ Cf. son “testament”, n° 511, explicite à ce sujet. En l’occurrence, il n’est pas très loin des idées de Theodor Herzl lui-même, qui voyait dans la Palestine une terre-refuge et avait négocié avec les Anglais d’autres possibilités - El Arish ou l’Ouganda. Alain Boyer écrit : “Si Herzl a compris, dès avant le premier Congrès de Bâle, la puissance symbolique d’Erets Israel, l’attachement des juifs à la Terre sainte, il n’éprouve aucune émotion particulière pour la Palestine ; elle lui est au mieux indifférente tant qu’elle n’est pas devenue le lieu de l’Etat juif. Telle qu’elle lui apparaît en 1898, elle est même source de répulsion. (...) Aussi le choix d’Erets Israel n’est-il pas premier ; il est le résultat d’une

Contrairement à la caricature qui fut souvent faite des professeurs de l'Alliance, il ne se veut pas Français mais se sait Ottoman, avec le devoir d'aider ses coreligionnaires juifs à s'intégrer. L'avenir de ses enfants, c'est une autre histoire. Par leur mère, ils ont l'opportunité d'être français et le seul fait d'envoyer les deux aînés au lycée Lakanal, puis, en pleine guerre, l'aînée des filles à Francfort, témoigne de l'ambivalence d'Albert Antébi, comme de ses désirs profonds.

En tout cas sa politique est, contrairement à celle des sionistes, une politique d'*assimilation en Palestine*, une volonté de prise de pouvoir économique. Ce ne peut être en aucun cas une annexion pure et simple du pays des aïeux, aux dépens des autres habitants et du pouvoir en place : "Je veux être un député juif au parlement ottoman et non dans le Temple hébraïque de Moriah."¹

Avec la révolution, l'identification des ennemis a changé : Antébi n'a plus à affronter les religieux ultra-orthodoxes, qui ont reconnu en lui un défenseur,² malgré leurs divergences d'opinion, mais la coalition "germano-polak",³ d'essence sioniste et "socialiste collectiviste",⁴ qui prépare fiévreusement les élections au parlement ottoman : il y a là en particulier le Dr. Waitz, qui estime que les Juifs ottomans peuvent être tenus pour "quantité négligeable" au profit des Juifs russes bien décidés à se "faire donner Sion", et Isaac Lévy ... qui se présente comme député.⁵

Les *Hilfsvereinistes* ne sont pas en reste : anxieux de préserver l'influence prussienne, ils se sont ralliés aux sionistes, association opportuniste et provisoire. Antébi prend ses distances avec

longue réflexion et d'un calcul politique dont la froideur exaspère souvent l'enthousiasme des Amants de Sion." (Alain Boyer, *Theodore Herzl*, Paris, Albin Michel, 1991, p 161). Autre analogie entre Antébi et Herzl, la méfiance que ressent ce dernier à l'égard du socialisme : "Il pense que le socialisme internationaliste serait un leurre, car les juifs perdraient leur identité et seraient les premières victimes des troubles sociaux et politiques." (*Ibid.* p 56)

¹ Cf. lettre n° 291. Là encore, il est en profond accord avec le baron Edmond de Rothschild, tel qu'il s'exprimera dans le discours de 1925 à Tel Aviv.

² Cf. lettre n° 172

³ Lettre n° 292

⁴ Cf. lettre n° 92

⁵ Cf. lettre n° 292

Dizengoff et Saphir,¹ le sous-directeur de l'*Anglo-Palestine Bank* à Jérusalem, ses deux interlocuteurs privilégiés, car il refuse “de faire dépendre le parlement ottoman et les 400 000 juifs ottomans des sottises des Waitz, Salomiak et Ruppin.”²

L'Alliance, selon Antébi, n'a pas de leçons à recevoir des sionistes, elle qui a développé depuis plus de vingt ans dans cette partie du monde, et depuis près de cinquante ans ailleurs, les actions et idées du programme sioniste. Elle, dont les hommes étaient sur le terrain bien avant que n'apparaisse Herzl et que ne s'organisent des congrès. Et il ajoute, car c'est bien ce qui est en jeu:

“Parle-t-on d'ottomaniser ces immigrants russes ou de russifier nos ottomans? (...) Soyez juifs ottomans, soit, mais nous n'entendons pas être les cosaques turcs. L'Alliance a civilisé et instruit les juifs orientaux, avec le génie du premier pays démocratique qui ait émancipé les juifs, nous ne voulons pas nous asservir au génie slaviste qui persécute encore nos frères, au vingt-et-unième siècle !”³

Toute cette lettre, écrite à Saphir le 18 août 1908 est capitale : elle prophétise, en effet, ce qui va se passer par la suite. Elle accuse la filiation entre le judaïsme ottoman, assimilé depuis des siècles même s'il est constitué en entité religieuse appelée *millet* [nation] et la France, mère de la démocratie, de la liberté, de l'égalité des droits. Il précise :

“J'aime l'Alliance pour son action et son but. Or la constitution ottomane la récompense de son opiniâtreté et justifie sa perspicacité. L'avenir est à elle par son libéralisme et par son programme de régénération intellectuelle et économique de nos coreligionnaires. (...) Notre société, par son expérience et sa popularité

¹ Asher Eliahu Saphir (1869-1911) : Né à Jérusalem, petit-fils d'un écrivain célèbre pour ses récits de voyage, Saphir a commencé par enseigner l'arabe et l'hébreu dans la colonie de Petah-Tikvah, avant d'être embauché comme secrétaire par David Haym pour l'ICA en 1901, puis par l'*Anglo-Palestine* en 1904 (cf. CAFHJP, dossiers ICA). C'est l'un des rares, avec Antébi, non seulement à parler couramment arabe, mais aussi à connaître la législation sur les taxes, les impôts, les héritages : il a servi de conseiller juridique à des paysans arabes opprimés par les *effendis* [notables]. Il est farouchement partisan d'une entente avec les Arabes, mais il est contre les propos tenus par Salomon Reinach, membre du comité central de l'Alliance, “qui cherche à anéantir le judaïsme complètement”. Et il ajoute : “L'Alliance a élevé beaucoup de mauvais Français, mais pas de bons Ottomans.” (Cf. lettre n° 294, n.1). Son fils, Joseph, (1902-1972) deviendra maire de Petah-Tikvah, de 1940 à 1951, député et ministre d'Israël.

² Lettre n° 293.

³ Tous ces arguments sont développés dans la lettre n° 294.

ottomanes, par la formation de nombreux jeunes Ottomans et par son *origine française*, sera l'organe forcé de ce mouvement.”¹

A plus d'un siècle de distance, Antébi fait écho à la phrase célèbre du comte Stanislas de Clermont-Tonnerre à propos des juifs, s'écriant qu'il fallait tout leur accorder comme individus et tout leur refuser comme nation.

De l'utopie à la réalité, il y a un grand pas, pour Antébi, que les sionistes ont à franchir en développant *économiquement* non seulement la Palestine, mais la Mésopotamie, l'Anatolie, la Syrie : “Soyez l'abeille qui produit et non la mouche qui bourdonne.”²

On peut se demander pourquoi Albert Antébi, dont on comprend l'hostilité aux Allemands et aux Russes, se défie autant de l'Angleterre³ : n'est-ce pas pourtant le pays qui décida de la mission Montefiore-Crémieux-Munk à l'époque de l'Affaire Thomas, quand la France de Louis-Philippe, à l'origine du scandale, faisait la sourde oreille ? N'est-ce pas celui qui fit sa révolution et proclama sa Déclaration des Droits, instaurant un régime parlementaire un siècle exactement avant la France ?

Se défie-t-il du prosélytisme missionnaire ?⁴ D'une monarchie qui régne à l'époque sur le monde ?⁵ D'un pays qui domine l'Egypte proche et qui a humilié la France au Soudan ?⁶ De la capitale des organisations financières sionistes ? Il flairera toujours une duplicité de la “perfide Albion”, prescience à laquelle certains rendront hommage au lendemain de la première guerre mondiale, lorsque se sera instauré le mandat britannique en Palestine,⁷ ou, à la veille de la

¹ lettre n° 296

² Lettre n° 294

³ Défiance qu'il exprime même lorsqu'il s'entretient après la Première Guerre mondiale avec Richoni (Annexe C)

⁴ Cf. lettres n° 233 et surtout n° 285 sur les écoles missionnaires. Pour avoir une idée de l'ampleur des “conversions-parties” organisées par les missionnaires protestants, il faut lire les livres sur son enfance et sa jeunesse de Myriam Harry (fondatrice de Prix Femina), en particulier *La Petite Fille de Jérusalem*, roman paru en feuilleton dans *La Petite Illustration*, n° 54, 56, 58 des 14 et 28 mars, et 11 avril 1914. Merci à Simon Schwarzfuchs de nous l'avoir signalé.

⁵ On a pu aller jusqu'à dire que la vie d'une personne sur six dans le monde était régie, de près ou de loin, par la Grande-Bretagne.

⁶ Cf. David Landes, *Banquiers et Pachas*, Paris, Albin Michel, 1993.

⁷ Dès 1930, en Palestine, le Livre blanc de Lord Passfield inaugura une politique de restriction de l'achat des terres par les Juifs. Cf. aussi le document de Richoni déjà cité (Annexe C)

seconde guerre mondiale, avec des tragédies comme celle de l'*Exodus*.¹

Elu au comité Union et Progrès, Antébi tente de faire soutenir par la Colonisation Palestinienne (CP) et par l'AIU son projet d'un journal susceptible de devenir l'organe du comité jeune-turc, et qui serait rédigé en arabe et en français², "avec le but juif de confondre les intérêts israélites avec les intérêts publics".³

"Autrefois devant de tels discours, nous employions la persuasion, l'influence, les interventions et l'or, aujourd'hui et pendant longtemps encore, les gouvernants compteront avec l'opinion publique."⁴

Albert Antébi s'est rallié les musulmans modérés et ne peut que déplorer l'agitation "germano-sioniste" :

"Nous sommes dans tout le *sandjak* [province] 6 600 Ottomans masculins inscrits, soit 7 000 avec les séjournés provisoires ou *Yabangis*, éparpillés dans plusieurs quartiers. La Palestine aura trois députés et 300 électeurs primaires sur lesquels nous pouvons espérer au maximum 10 à 15 juifs. Est-il logique, sage et pratique de remuer dans le vide, de susciter des haines et de lancer publiquement notre cri prétentieux : 'La Judée aux antiques Judéens.' ?"⁵

Il va même jusqu'à conclure :

"Je ne connais ni à notre administration, ni à notre action, ni à ma personne d'adversaires parmi mes concitoyens musulmans et même chrétiens, nos

¹ Parti de Sète le 11 juillet 1947, avec 4 500 survivants des camps de la mort, le navire *Exodus* est arraisonné par des bateaux de la *Royal Navy* chargés de réprimer l'immigration clandestine en Palestine et, au terme d'une bataille, les passagers sont reconduits vers leur port d'origine, à destination de l'Allemagne. Or en décembre 1946, le premier congrès sioniste depuis la fin de la guerre s'était réuni à Bâle (le socialiste extrémiste Ben Gourion l'avait emporté sur le modéré Weizmann) et le 15 mai, le représentant soviétique à la session spéciale tenue à l'Assemblée des Nations Unies à New York, Andreï Gromyko, s'était prononcé pour la création d'un Etat juif. L'affaire de l'*Exodus* devait accélérer les choses. Un livre célèbre de Léon Uris, racontant cette histoire, a été adapté au cinéma.

² Cf. lettre n° 290. Ni l'AIU ni le baron de Rothschild ne suivent Antébi dans sa vision d'une influence par voie de presse, tous croyant au retour de l'autocratie ottomane (lettre n° 300).

³ Lettre n° 295

⁴ Lettre n° 298.

⁵ *Ibidem*. A l'époque, sans parler des immigrants illégaux ou étrangers, ne sont admis à voter que ceux qui paient l'impôt foncier ou *vergo*. Par conséquent les habitants de Jérusalem *intra muros* sont écartés du vote. Deux semaines après cette lettre, le 16 septembre 1908, les autorités décident que les propriétaires immobiliers seront admis à voter, ce qui n'arrange guère les Juifs qui, la plupart du temps, louent leur domicile à des propriétaires musulmans. Cf. *Studies on Palestine during the ottoman period*, edited by Moshe Ma'oz, Jerusalem, 1975. Dans cet ouvrage, Antébi est cité pp. 221, 229 et 237.

meurtriers seraient ces brailleurs sionistes.”¹

Le contexte chaotique lui enjoint la prudence et il refuse de se présenter à la députation.² Il préfère un rôle de coulisses. Ekrem bey, qui a fait mille difficultés avant de remettre en vigueur la constitution et prophétisé les pires désastres, a été obligé de partir sur intervention personnelle d’un commandant jeune-turc.³ Il a été remplacé par Subhi bey,⁴ homme du nouveau régime, qui se voit aussitôt gratifié d’une supplique s’inspirant des revendications socialistes les plus extrêmes,⁵ par les sionistes de l’entourage de Lévy.

Subhi bey répond⁶ qu’il s’est tracé un programme de développement économique de la région et qu’il a, entre autres choses, “confié à un homme énergique l’étude du projet de canalisation des eaux de l’Arroube jusqu’à la ville de Jérusalem”. Cet homme énergique est Albert Antébi, qui peut enfin mettre en oeuvre toutes les sciences engrangées à l’école des Arts et Métiers.⁷ Pour Antébi les nuages semblent se dissiper, car un nouveau consul de France, bien plus acquis aux intérêts de l’Alliance,⁸ a enfin succédé à Outrey, tandis que le nouveau gouverneur a l’air de tenir à révoquer Panigel,¹ le grand-rabbin partisan de la “coalition germano-russe”. Car Jérusalem n’a toujours pas de chef spirituel (et politique) désigné. Encore faut-il que les Juifs sépharades secouent leur apathie

¹ *Ibidem*. Passage prémonitoire : à deux reprises, Antébi fut dénoncé par des Juifs russes et allemands à Constantinople, exilé à Damas, puis au front du Caucase, ce qui entraîna sa mort. Cf. CZA dossier A 208, article de Richoni (Annexe C).

² Cf. lettre n° 296

³ Cf. lettre n° 295

⁴ Subhi bey était le directeur du commerce au Ministère des Travaux Publics. (cf. Archive des Affaires Etrangères, Nouvelle Série Turquie, n° 132.)

⁵ Dans cette “lettre-programme”, Isaac Lévy, directeur de l’*Anglo-Palestine Bank* de Jérusalem écrit : “Vous voilà installé officiellement gouverneur de Jérusalem depuis quelques jours. Vous n’êtes pas sans ignorer que, du temps de l’ancien régime, ce haut poste représentait une sinécure. Les gouverneurs d’autrefois se contentaient en effet de vivre et d’empêcher de vivre leurs nombreux administrés. Aujourd’hui, après la proclamation de la constitution, les conceptions ont radicalement changé. Vous êtes le premier fonctionnaire du gouvernement dans le *sandjak* [province] de Jérusalem, mais vous êtes aussi son premier serviteur. (...) Avant tout, Excellence, retenez bien ceci : c’est que si le peuple n’était rien jusqu’à ce jour, il est décidé à être tout à l’avenir.” (Archives AIU, Israël E VIII 25) .

⁶ *Ibidem*

⁷ Cf. lettre n° 299

⁸ Cf. lettres n° 300, 320.

¹ *Ibidem*

et sortent de “l’immobilité craintive qu’ils veulent dire prudente”,² pour profiter de l’occasion offerte par l’ouverture parlementaire. Toute l’attention d’Albert Antébi est tournée vers Constantinople et vers le nouveau grand rabbin *caïmacam*³ de l’empire ottoman, Haïm Nahoum,⁴ qu’il accusera souvent de naviguer d’une curieuse façon pour s’attirer les sympathies des ultra-orthodoxes comme des sionistes :

“Il veut inaugurer le système français et appliquer au pouvoir la politique de son opposition.”⁵

Pour défendre l’Alliance, Antébi subit tous les assauts d’une coalition hétéroclite :

“Vous y verrez des Allemands attaquant notre origine et notre enseigne française, des ashkenazes slaves combattant notre génie latin ou séfarade, des orthodoxes chauvins poursuivant nos aspiration libérales et des chauvins-sionistes anéantissant nos tendances d’assimilation et de fusion de nos coreligionnaires avec leurs concitoyens.”⁶

Et lorsque l’AIU le rappelle à l’ordre et lui enjoint la prudence, l’Ottoman en lui se rebiffe :

“Je n’agis pas comme représentant de l’Alliance, mais à l’égal du dernier portefaix ottoman. Et avec mon bulletin de vote, ma puissance politique en Palestine est forcément plus grande que celle de tous ces étrangers, ces immigrants.”¹

Au fil des jours, Antébi devient en quelque sorte plus patriote

² Cf. lettre n° 301

³ Pour la distinction entre *caïmacam* et *haham bachi*, et les rapports entre Nahoum et Antébi, cf. Esther Benbassa : *Haïm Nahoum effendi, dernier grand rabbin de l’Empire Ottoman (1908-1920): son rôle politique et diplomatique*, thèse de Doctorat ès Lettres, 5 juin 1987, pp. 65, 92-93, 96-97, 210, 262, 451-452. Pour la lutte autour de l’élection de Nahoum et ses conséquences pour Jérusalem, cf. lettres n° 324, 363, 371, 391.

⁴ Haïm Nahoum (1873-1960) : né à Magnésie, en Turquie, Nahoum a fait ses études à Tibériade, puis à Smyrne et a achevé des études de Droit à Constantinople. De 1893 à 1897, il a suivi les cours du séminaire rabbinique de la rue Vauquelin à Paris et du Collège de France. Au retour, il a dirigé le séminaire du grand rabbin Abraham Danon, dont il a épousé la fille Sultana. Professeur d’histoire à l’Académie militaire de Constantinople, il connaît nombre d’officiers jeunes-turcs et s’est lié d’amitié avec le futur ministre de l’Intérieur Talaat, instigateur du comité Union et Progrès. Après la guerre et grâce à ses liens avec le roi Fouad, il sera nommé grand-rabbin du Caire, ville où il achèvera ses jours. (témoignages personnels du fils de Haïm Nahoum. Cf. Esther Benbassa, *op. cit.*)

⁵ Cf. lettre n° 301. Cf. aussi lettre n° 311.

⁶ Lettre n° 302

¹ *Ibidem*

que juif - dans un pays où, répétons-le, les Juifs font partie d'une *nation* -, plus allianciste que l'Alliance, rompant des lances qu'on ne lui demande pas de rompre et refusant de rentrer dans le rang, s'aliénant les esprits fonctionnaires, en particulier celui de Bigart,² ou hautains, comme celui de Salomon Reinach,³ trop esthète pour admettre le pathos oriental et les tirades lyriques d'Antébi.

A l'intérieur de l'ICA aussi, la carte est en train de se modifier. Emile Meyerson,⁴ qui a lancé Antébi dans l'aventure palestinienne, se retrouve plus polonais que jamais, et les Allemands du *Hilfsverein* sont en train de s'emparer du pouvoir.

Antébi brûle de se justifier devant la commission d'inspection envoyée en Orient par l'AIU, annoncée pour la fin 1908 et composée du gendre du grand rabbin Zadoc Kahn, Israël Lévi,⁵ de son neveu, l'inspecteur des écoles de l'AIU Sylvain Bénédict, et d'un rabbin de Leipzig, Nathan Porgès.⁶

L'inspection tournera nettement à l'avantage d'Albert Antébi: Sylvain Bénédict lui a mis le pied à l'étrier en 1897,¹ a recommandé à Paris son frère Elie,² accepté au séminaire de la rue Vauquelin ; Israël Lévi, homme plein de science et d'humour (comme ses lettres à sa famille le montrent) a été le professeur d'Elie Antébi³ qu'il apprécie

² Cf. lettre n° 340.

³ Cf. lettres n° 359 et 441

⁴ "Ces grands idéalistes accourus en Palestine pour escompter des traites à Ahmed et à Jules à 30 000 francs par an ou à fabriquer des rapports théoriques à 12 000 marks ne peuvent pardonner à l'intrusion d'un désintéressé qui démolit la matérialisation de tout idéal, de toute vertu. (...) Et si, pour des raisons politiques supérieures, ma disparition est requise par les sionistes, vous me brûlerez peut-être, M. Meyerson, mais votre église me canonisera un jour." (lettre n° 359)

⁵ Israël Lévi (1856-1939) : Né dans un petit village du Bas-Rhin, Israël Lévi a été le secrétaire de Zadok Kahn avant de devenir son gendre. Il enseigne depuis 1892 l'histoire juive au séminaire de la rue Vauquelin (Elie Antébi, le frère d'Albert a été son élève) et a succédé en 1896 à Isidore Loeb à la chaire de Judaïsme de l'Ecole des Hautes Etudes. Le 30 juin 1919, il devient grand rabbin de France. (Cf. *L'Univers Israélite*, n° 25, 10 mars 1939, p 441, et n° 41, 30 juin 1939, pp 733-737.) Des extraits de ses lettres au cours de cette mission d'inspection sont publiés dans Annexe H)

⁶ Nathan Porgès (1848-1924) : Né en Moravie, il a fait ses études au séminaire de Breslau. Rabbin à Mannheim, Pilsen et Karlsbad, il est installé depuis 1888 à Leipzig et fait partie, outre l'AIU, de la *Hilfsverein*. (Archives AIU, dossier Allemagne XXII B 146)

¹ Cf. Archives AIU, dossier France IV F 9.

² Post-scriptum ajouté à une lettre d'Antébi, Archives AIU, dossier Israël E II 6

³ cf. Annuaire de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, Melun, 1902, p 33.

fort et qu'il vient de revoir à Alexandrie,⁴ et se montre donc bien disposé à l'égard d'Albert ; quant au rabbin Nathan Porgès - ce sera la surprise du voyage - il sera captivé par l'intelligence d'Antébi, au point qu'il ne cessera d'intervenir en sa faveur, jusqu'en 1913.

Au moment où les trois hommes qui composent la commission mettent le pied en Palestine, des grèves viennent de se déclencher à l'atelier Stein de Jaffa.⁵ Antébi dénonce une fois de plus les slogans importés par une certaine catégorie d'immigrants "prétendant que l'usine appartient aux travailleurs et non aux patrons"⁶ ou, comme Isaac Lévy, que "si le peuple n'était rien jusqu'à ce jour, il est décidé à être tout à l'avenir".⁷ Il écrit le 24 novembre 1908 :

"Vous avez dû apprendre d'autre part la grève des imprimeries et l'attentat commis par un Russe désigné par le tirage au sort, sur un ouvrier refusant de se soumettre. C'est une innovation dangereuse qui provoqua l'union de toutes les forces, les sionistes excepté, pour lutter d'une part contre l'anarchie naissante et de l'autre, d'étudier la question ouvrière."⁸

Le directeur de l'école professionnelle est d'ailleurs devenu une cible de choix pour les jeunes socialistes du *Hapoel Hatzair*, dont le journal *Der Israelit* du 10 décembre 1908 reproduit un article où ils le décrivent sous des couleurs peu flatteuses : "C'est un Oriental et on trouve en lui toutes les expressions de cruauté d'un potentat oriental. Il se livre à des voies de fait sur ses grands élèves, et même sur des particuliers qui osent ne pas se plier à sa volonté."¹

⁴ "Ce soir, le couple Danon dîne avec nous chez la soeur de Bénédicte ; nous avons dû décliner son invitation, fidèles à notre règle pas de repas chez les directeurs des écoles à visiter. Demain, par contre, je dînerai chez le directeur de l'école de Menasce, Antébi, qui a été mon élève au Séminaire." (Archives AIU, dossier France VI A 43 bis, lettre d'Alexandrie, datée du 4 novembre 1908)

⁵ Cf. lettre n° 303

⁶ *Ibidem*. Cf. aussi lettre n° 305 où Antébi reproche à Isaac Lévy, associé à Ben Yéhouda, la campagne ouverte "pour le syndicat des ouvriers russes perturbateurs de l'usine Stein et de Petah-Tikvah".

⁷ Cf. note 5 de la page 82. Cette phrase s'inspire évidemment du vers de *l'Internationale*, chant de la Commune de Paris, écrit par E. Pottier : "Nous ne sommes rien, soyons tout." Antébi dénonce en outre le danger qu'autour du bruit fait pour l'élection d'I. Lévy, "les polémiques entre juifs et non-juifs s'inaugurent", ce qui risque d'être lourd de conséquences dans un avenir peu éloigné. (Cf. lettre n° 304)

⁸ Lettre n° 312

¹ C'est pourtant ce "potentat oriental" qui interviendra en 1915 pour Ben Gourion et Ben Zvi emprisonnés par Djemal Pacha pour activités sionistes, en un temps où l'on pendait les nationalistes arabes et où les Juifs risquaient d'endurer le même sort. (cf. Annexe A III)

En cette période électorale agitée, les Arabes se déchainent, non sans raison estime Antébi, contre la presse juive qui les prend à parti.² Antébi écrit à Béhar, le 23 mars 1909 :

“Si vous revenez en Palestine, vous contempleriez l’oeuvre destructive de tous ces corbeaux sionistes. (...) Le plus clair de leur résultat est la formation d’un club antisémite s’affichant offensivement et publiant des diatribes qui feraient pâlir un Drumont.”³

Il pare au plus pressé et fait protéger les colonies juives,⁴ mais les exactions et les raids arabes se multiplient. Les adversaires d’Albert Antébi, Ben Yéhouda en tête, n’hésitent pas à le dénoncer pour les achats de terrain faits sous Réchid bey,⁵ et menacent directement Antébi qu’ils déclarent “pro-hamidien”, accusation grave en ces temps révolutionnaires.⁶ Antébi rompt alors avec les sionistes.⁷

Il ne comprend plus la politique menée par l’AIU ou l’ICA qui financent les ennemis mortels de l’Alliance que sont Ben Yéhouda⁸ ou Isaac Lévy (l’époux de la directrice de l’école de filles de l’AIU, subventionné indirectement par l’intermédiaire de sa femme), ou encore le Dr Waitz, “nihiliste russe, se disant idéaliste et en réalité un croqueur des fonds des pauvres”¹.

Les élections sont un échec pour les Juifs de Palestine dont aucun n’est élu, malgré les malversations des sionistes qu’Antébi accuse d’avoir acheté des votes d’électeurs, falsifié les listes juives, et de l’avoir dénoncé à Constantinople:

“Ils se vengent en livrant ma tête à Marat et Robespierre.”²

Antébi, lui, poursuit sa politique de conquête économique et de

² Cf. lettres n° 305, 307.

³ lettre n° 335

⁴ Cf. lettres n° 308, 309, 313, 316, 338, 339, 342, 343, 344, 351, 353

⁵ Cf. lettres 307, 309, 310

⁶ Cf. lettre n° 349 où Antébi, toujours hanté par la révolution française, parle du “tribunal de Salut public” devant lequel il a été dénoncé à la lecture d’une dépêche du comité de Salonique ordonnant la surveillance des suspects du nouveau régime et leur exil”.

⁷ Cf. lettre n° 313

⁸ Cf. lettres 314, 318, 325, 335, 350, 351, 352, 354

¹ *Ibidem*

² Cf. lettre n° 349. Le Parlement ottoman siège pour la première fois le 15 janvier 1909. Sur 288 membres, il comprend 147 Turcs, 60 Arabes, 27 Albanais, 26 Grecs, 14 Arméniens, 10 Slaves et 4 Juifs (pas un seul pour Jérusalem). (Cf. *Histoire de l’Empire Ottoman*, sous la direction de Robert Mantran, Paris, Fayard, 1989, pp. 596-637)

décentralisation de la Palestine, grâce à l'aide du gouverneur et du grand mufti, faisant fi de la "coalition clérico-anarchiste"³ qui se déchaîne contre lui. Une fois de plus, il exprime ce que nous pourrions appeler son "credo laïc" :

"Pour remédier à l'aridité du sol et à la pauvreté naturelle du pays sacré, David créa le commerce de la religion et édifia la bourse du culte lui assurant l'éternité. (...) Non, nous ne sommes pas irrégieux ou areligieux, nous sommes des croyants et des mosaïtes, nous gravons dans les coeurs de nos enfants l'amour de Sion et le respect de notre culte, mais nous tuerons l'obscurantisme avec son hypocrisie et effacerons de notre cher livre cette hideuse page, la tare de notre race, l'adoration du veau d'or."⁴

Il siège à diverses commissions, comme délégué des colonies⁵ ou à tout autre titre, et participe de plus en plus à une action politique directe.⁶ Il propose un programme de travail en étroite coordination avec les Musulmans :

"La Palestine ne contient que 80 000 juifs au maximum contre 4 à 500 000 musulmans et chrétiens. Notre salut est dans le maintien de bonnes relations avec tous nos concitoyens."⁷

Il revient aussi sur son idée d'un journal⁸ : faute de mieux, il parrainera celui que crée l'ancien élève de l'Alliance, Elmaleh, *HaHerouth*¹. Devenu vice-président de la chambre de commerce, il se présente, en cette période de troubles nationalistes,² comme un trait d'union entre Chrétiens, Musulmans - nationalistes ou fanatiques - et sionistes modérés.³ Il cumule les mises en garde :

"Nos charlatans juifs conçoivent actuellement l'antisémitisme palestinien. La situation peut devenir dangereuse, il faut veiller et arrêter notre chute pendant

³ Cf. lettre n° 321

⁴ *Ibidem*

⁵ Cf. lettre n° 324

⁶ Cf. lettre sn° 324, 332, 333, 337, 345, 346, 348, 353, 361

⁷ lettre n° 333. Cf. aussi lettre n° 337.

⁸ *Ibidem*

¹ "La Vérité". Cf. lettre n° 353. Pour Abraham Elmaleh (1885-1967), il reviendra sur sa sympathie initiale (cf. lettre n° 426)

² Cf. lettres n° 327, 329, 342 (où il parle de "la misère d'Israël qui reste, quoique il fasse, un peuple simplement toléré")

³ Cf. lettres 325 et 326

qu'il est temps encore."⁴

Il tempête :

“Où sont tous ces sionistes, ces colonisateurs de la Palestine devant ces agressions de Rishon?”⁵

Pour la plupart d'entre eux (les extrémistes de gauche), il est devenu l'homme à abattre :

“On est résolu à ma disparition par de nouvelles provocations et des attentats.”⁶

Parmi les conspirateurs, il cite le représentant des *Poalé Zion*⁷ en Palestine, Ben Zvi.⁸ Et il éclate le 5 juin 1909,⁹ furieux des dénonciations qui pleuvent contre lui :

“Et M. Isaac Lévy, après m'avoir dénoncé comme hamidien aux jeunes-turcs, cherchera à me pendre un jour sur le pont de Galata ou sur la tour d'Hérode ... mon illustre modèle.”¹⁰

La campagne menée par le *Hazéwi* a été d'une violence extrême, mais Antébi en tire le bénéfice d'être lavé de tout soupçon aux yeux du gouvernement ottoman, dans la mesure où il a été la cible de ces sionistes¹ qui ne plaisent guère à Constantinople, à l'heure où un député palestinien parle d'interdire le port de Jaffa aux immigrants israélites.²

Mais il est un autre péril qui inquiète les Ottomans : celui du nationalisme arabe en train de se constituer, en réponse et sur le modèle des manifestations nationalistes juives. Le gouverneur de Jérusalem Subhi bey va jusqu'à reconnaître qu'il encouragerait “même une immigration japonaise ou chinoise” pour “l'opposer aux

⁴ Lettre n° 343. Le 13 avril 1909, le sultan a déclenché une manifestation contre-révolutionnaire. Les soldats qu'il a envoyés se sont ralliés aux Jeunes-Turcs. Abdul Hamid II a été déposé le 27 avril 1909, et remplacé par son frère Mehmed V.

⁵ Lettre n° 344

⁶ Cf. lettre n° 352

⁷ Les “Ouvriers de Sion”, parti ouvrier fondé en 1906 en Russie. Antébi appelle les membres de ce parti “le groupe anarchiste” (cf. lettre n° 355)

⁸ Pour tous les détails sur Ben Zvi, cf. lettre n° 352 n.4

⁹ Cf. lettre n° 354.

¹⁰ Cf. lettre n° 357. Henriette Antébi accusera par la suite Isaac Lévy d'être l'auteur de la dénonciation ultime qui fit envoyer Antébi au front du Caucase et entraîna sa mort. (Souvenirs personnels)

¹ Cf. lettre n° 344. A la suite des fêtes du 14 juillet au consulat français, où Albert Antébi est traditionnellement invité, le *Hazéwi* titre une violente diatribe à son endroit : “Antébi le Français”. (Cf. lettre n° 350)

² Cf. lettre n° 346

perturbations de l'élément indigène".³ Antébi ne s'en réjouit qu'à moitié, dénonçant l'instabilité de ces affrontements nationalistes, dont il attribue, nous l'avons vu, au premier chef, la responsabilité aux sionistes. Les "meneurs ashkénazes" ne réclament-ils pas⁴ le remplacement de la main d'oeuvre arabe par la main d'oeuvre "des jeunes immigrants russes socialistes groupés en *Hapoel Hatzair* et *Poale Zion*"?

Comme on ne va pas tarder à le découvrir, certains meneurs arabes se réclament de la France ... d'Auguste Comte et de Maurice Barrès !⁵

A Constantinople, Nahoum joue, semble-t-il à Antébi, un double jeu : "Je respire en effet, au grand rabbinat de Constantinople (...) un certain air sioniste, hébraïste, *hilfsvereiniste*"⁶ Le directeur de l'école professionnelle de Jérusalem ne fait guère confiance aux Jeunes-Turcs et à leurs discours ; ils auront tôt fait de reculer devant le mécontentement arabe :

"Croyez-moi, toute cette race arabe, depuis Bagdad jusqu'au Yemen, tolérerait la recrudescence de l'activité juive économique, mais serait féroce devant l'attribution même d'une certaine égalité - je ne dis pas *autonomie* - politique de nos coreligionnaires."¹

Ce qu'il plaide avec de plus en plus de fermeté, c'est cette autonomie économique juive en Palestine, *sous les auspices de la France et en étroite coordination avec elle*. Dans une lettre du 28 juillet 1909, il se définit ainsi : "Nous sommes constitutionnels comme Turcs et républicains comme Français",² ce qui restera jusqu'au bout sa position.

La situation internationale n'est pas rassurante : la France s'enfonce dans le borbier marocain et l'Allemagne maintient une

³ *Ibidem*

⁴ Cf. lettre n° 347

⁵ Henry Laurens, *L'Orient Arabe, Arabisme et Islamisme de 1798 à 1945*, pp. 123-135. Neville Mandel, *The Arabs and Zionism before World War I*, Berkeley, Los Angeles, Londres, 1976, p 78 : "Par antisémites sectaires, Antébi devait faire référence à ces Arabes - Chrétiens et Musulmans - dont les sentiments anti-juifs avaient augmenté dans le dernier quart de siècle et se colorait d'antisémitisme européen." Sur le congrès arabe de 1913 à Paris, cf. Eliezer Tauber, *The Emergence of the Arab Movements*, Londres, 1993, pp. 178-212.

⁶ Cf. lettre n° 363. Haïm Nahoum a été élu *haham bachi* le 24 janvier 1909. Sur les tergiversations de Nahoum selon Albert Antébi cf. lettres n° 426, 462.

¹ *Ibidem*

² Cf. lettre n° 365

pression qui fait craindre la guerre : de janvier à avril 1906 a eu lieu la conférence d'Algésiras sur le Maroc,³ qui n'a pas calmé les esprits, puisque, en juillet 1911, l'empereur d'Allemagne envoie une canonnière mouiller dans le port d'Agadir.

Le 31 août 1907, l'Entente Cordiale signée entre la France et la Grande-Bretagne se transforme en Triple Entente, avec l'entrée de la Russie dans l'alliance.⁴

Mais les Russes, ébranlés par leur défaite dans la guerre russo-japonaise de 1905,⁵ sont sortis affaiblis de la révolution qui s'en est suivie et qu'ils maîtrisent mal.

Enfin, en ce qui concerne directement Constantinople, les 5 et 6 octobre 1908, trois territoires ont été arrachés à l'empire ottoman, les Autrichiens annexant purement et simplement la Bosnie-Herzégovine,¹ la Crète déclarant son rattachement à la Grèce² et la Bulgarie³ proclamant son indépendance.

³ Conférence internationale qui s'est tenue du 16 janvier au 7 avril 1906, dans l'espoir de régler les problèmes soulevés par le "coup de Tanger" du 31 mars 1905, lorsque l'Empereur Guillaume II a rendu visite au sultan du Maroc, et qui a tourné à l'avantage de la France. L'indépendance de l'empire chérifien a été proclamée, le commerce est ouvert à part égale à chaque grande puissance, mais c'est la France qui est chargée d'encadrer la police du sultan, de surveiller la frontière avec l'Algérie et un Français, qui dirige la Banque du Maroc. C'est la France aussi qui contrôle avec l'Angleterre les ports du pays.

⁴ La Triple Entente *stricto sensu* ne sera consacrée par un acte officiel que le 3 octobre 1914, les trois puissances s'engageant alors à ne pas signer de paix séparée. Ce pacte fut bafoué par la Russie.

⁵ Cette guerre fut déclenchée par la main-mise de la Russie sur la Mandchourie et ses vues sur la Corée. Dans la nuit du 8 au 9 février 1904, sans la moindre déclaration de guerre, les Japonais torpillèrent sept bâtiments russes dans la rade de Port-Arthur. La victoire des troupes japonaises se solda par le traité de Portsmouth qui conduira à l'annexion de la Corée par le Japon en 1910. Ce fut surtout, après la guerre des Boers (1899-1902) et la guerre des Boxers (1900-1901), un nouveau coup porté à la toute-puissance de l'Europe et la première défaite absolue d'une grande puissance. La guerre russo-japonaise fut aussi à l'origine de la première intervention des Etats-Unis comme arbitre international.

¹ Possession ottomane depuis 1463, la Bosnie s'était soulevée en 1875, soutenue par les Serbes et les Russes. Au congrès de Berlin de 1878, les grandes puissances avaient décidé de laisser la Bosnie-Herzégovine sous l'autorité nominale des Ottomans, mais sous administration austro-hongroise. L'annexion de ces provinces par l'Autriche-Hongrie faillit entraîner une guerre entre l'Empire ottoman, d'un côté, les Russes, les Serbes et les Autrichiens de l'autre, empêchée par l'Allemagne qui se posa en médiateur.

² L'insurrection crétoise de 1896-1897 avait entraîné une guerre entre la Turquie et la Grèce. Les Turcs, vainqueurs, avaient été obligés par les grandes puissances à évacuer l'île.

³ Tombée sous le joug ottoman dès 1396 et devenue la province turque de Roumélie, la Bulgarie avait "bénéficié de la protection russe" dès le traité de Kütchük-Kainardji de

La Ville Sainte se ressent de tous ces troubles internationaux, mais Antébi est surtout inquiet du durcissement du mouvement sioniste, au moment où est créé par Ruppin et Dizengoff un faubourg de Jaffa constitué uniquement de Juifs, Tel-Aviv (le “colline du printemps”)⁴ et que meurt le grand rabbin des Ashénazes, avec lequel il s’entendait fort bien, le vieux Samuel Salant.⁵ Salant s’était installé en 1840 en Palestine, où il était devenu grand-rabbin de la communauté ashkénaze (environ 500 membres) en 1878. Lorsqu’il meurt, sa communauté compte près de 30 000 personnes !

Pour parer au pire, dans ce contexte où le rapport entre sépharades et ashkénazes est en train de s’inverser, Antébi se hâte de provoquer “une entente administrative et financière entre ashkénazes et sépharades”, tout en déplorant les exagérations sionistes :

“Nous avons une bande bruyante de nouveaux immigrants, ouvriers russes travaillant derrière de prétendus sionistes, tous parasites pêcheurs en eau trouble qui travaillent à tout brouiller pour accaparer toutes les fondations publiques.”¹

Quelques “russes à l’esprit révolutionnaire” de l’entourage du Dr Waitz et des Lévy seraient même à l’origine d’un incendie criminel contre l’école :

“Ils sont aujourd’hui à l’incendie, demain ils essaieront du meurtre.”²

En outre, les Arabes de la famille rivale des Husseini, les Nachachibi se sont emparés du comité jeune-turc de Jérusalem et entretiennent une agitation constante contre les Juifs.³ Et le gouverneur Subhi bey part, écoeuré par les luttes d’influences,⁴ malgré la tentative d’Antébi de faire jouer les influences du comité

1774 autorisant l’empire des tzars à protéger les chrétiens orthodoxes d’Orient. Une révolte bulgare éclata en mai 1876, réprimée avec vigueur La Russie déclencha alors contre les Ottomans la guerre de 1877-1878, qui se termina par le traité de San-Stefano, créant une Grande-Bulgarie, de la mer Noire à l’Albanie et du Danube à la mer Egée. L’Angleterre ne tolérant pas l’accès de la Russie aux Détroits, un congrès se réunit à Berlin en juillet 1878, laissant la Macédoine turque et la Roumélie orientale sous l’autorité d’un gouverneur chrétien nommé par le sultan et la Bulgarie du nord, principauté ottomane vassale du sultan.

⁴ Sur la création de Tel-Aviv, cf. Y. Ariche, *Tel-Aviv - 60 years*, Tel-Aviv, 1969.

⁵ Cf. lettre n° 371. Samuel Salant (1816-1909) était né à Bialystock (aujourd’hui Pologne).

¹ Lettre n° 371. Cf. aussi lettres 401, 402

² Cf. lettre n° 379. Cette tentative d’incendie sera suivie d’un vol (cf. lettre n° 382)

³ Cf. lettres n° 375, 403

⁴ Cf. lettres 376, 385. Nommé préfet à Constantinople, il continuera à protéger les intérêts de l’Alliance. Cf. lettres n° 408 et 419

Union et Progrès de Salonique par l'intermédiaire de son ami le grand rabbin Jacob Méir⁵ ou par Nissim Rousso,⁶ chef de cabinet israélite du ministre des Finances Djavid bey.⁷

Antébi réclame aussi de l'AIU qu'elle s'adapte au changement en introduisant dans ses écoles "une meilleure préparation hébraïque, une culture réelle turque et la vulgarisation des matières commerciales".⁸

Il y reviendra, accusant l'AIU de dispenser "une éducation qui ne façonne pas les coeurs. La preuve en est dans son impuissance d'opposer aux 13 ou 16 000 électeurs allemands, 20 à 25 000 adhérents recrutés parmi ses anciens élèves d'Orient."⁹

Il s'irrite de la maladresse d'un directeur de l'école agricole de l'AIU à Jaffa qui provoque des troubles russes par sa maladresse, donnant une réception où l'on parle dans les discours de Démosthène, Aristote ou Napoléon, et cela, en français !

"On aurait mieux fait de citer Moïse et Isaïe que Démosthène et Napoléon. Nous sommes en Palestine. L'Alliance est israélite, elle ne proscrit pas l'hébreu, elle ne propage pas le français ..."¹

Mise en garde que les dirigeants de Paris ne sont pas prêts à écouter.²

Albert Antébi craint, si l'on n'y prend garde, de voir les sionistes durcir leurs positions, sans contrepartie crédible. Il prône une alliance entre l'AIU, le grand rabbin Nahoum, l'ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople Straus, le grand rabbin Méir et le directeur de l'école de l'AIU à Salonique, Modiano³ pour endiguer les deux dangers d'égale ampleur, la montée des extrémismes nationalistes - sioniste et arabe.

Le dernier congrès sioniste qui s'est tenu du 26 au 30 décembre

⁵ Cf. lettre n° 375

⁶ Cf. lettre n° 377. Dans une lettre du 17 mars 1913, l'ambassadeur de France Bompar, parlant des Juifs de Salonique, fait allusion à une délégation venue défendre "Salonique ville libre, port franc", et comptant Nissim Rousso effendi, "ancien secrétaire de Djavid Bey et actuellement commissaire impérial auprès de la Société du Toumbac" [tabac pour narghilé] (cf. Archives Min. Aff. Etr. dossier Turquie, Nouvelle Série, n° 138.

⁷ Djavid bey devient ministre des Finances en 1909.

⁸ Cf. lettre n° 384.

⁹ lettre n° 420

¹ Lettre n° 394

² Lettre n° 397

³ Cf. lettre n° 416

1909 à Hambourg a vu l'éviction du président David Wolfsohn au profit de la branche dure des sionistes allemands et russes, qui ont débattu de la politique intensive d'achat des terres en Palestine.⁴ Cette proclamation gêne précisément les achats réalisés par Antébi⁵ et l'élection de pro-juifs au conseil municipal⁶, en particulier d'Hussein effendi⁷ pour président.

Car Antébi est toujours très proche des Husseini.⁸ Il s'intéresse de loin à l'ami de son fils André, le jeune Amin, parti poursuivre ses études à Beyrouth et auquel il envoie, le 24 février 1910, une lettre⁹ précieuse à plus d'un titre, puisque elle nous permet d'entrevoir le degré de familiarité d'Albert Antébi avec l'une des plus grandes familles de Jérusalem. Les liens privilégiés entre Albert Antébi et le jeune Amin el-Husseini seront maintenus au moment de l'exil du premier à Damas en octobre 1916, le second venant tout exprès lui rendre ses hommages dans la capitale syrienne.¹ Il est permis de s'interroger sur ce qui serait arrivé si Antébi, zéléteur de la France et intime du futur Grand Mufti de Jérusalem, avait survécu.

Avec le nouveau gouverneur Azmi bey,² la pression croît.³ Mais Antébi compte des soutiens précieux à Constantinople.⁴

L'un des Jeunes Turcs les plus en vue, Enver Pacha,⁵ nommé

⁴ Cf. lettre n° 385

⁵ Cf. lettres n° 386, 388

⁶ Cf. lettres n° 388, 390, 391: finalement Yellin, Elyachar et Mizrahi sont élus conseillers municipaux.

⁷ Membre de la famille Husseini, acquis aux intérêts juifs. Cf. lettres n° 388, 389, 390, 391. Hussein effendi est le fils de Selim effendi el-Husseini qui fut le président de la municipalité et chevalier de la Légion d'Honneur (cf. Archives des Affaires Etrangères, Nouvelle Série Turquie n° 132)

⁸ Cf. lettre n° 418

⁹ Cf. lettre n° 389

¹ Témoignage du neveu d'Albert Antébi, Shimon, le fils du plus jeune frère d'Albert, Raphaël.

² Cf. lettre n° 394. Le 21 juillet 1910, le consul de France à Jérusalem, Gueyraud, écrit au Ministre des Affaires Etrangères S. Pichon : "Comme pour compliquer aux consuls l'exercice de leur mission, Constantinople nous a envoyé un gouverneur, Azmi Bey, qui n'entend pas un mot de français ni même d'arabe." (Archives Aff. Etr. Turquie, Nouvelle Série, n° 133)

³ Cf. lettres n° 394, 395, 396, 397, 398

⁴ Cf. lettres n° 408, 418

⁵ Enver Pacha (1881-1922) : né à Constantinople et fils d'un membre de la suite du sultan, Enver a servi comme capitaine de cavalerie dans la III^e armée à Salonique et s'est inscrit là-bas au comité Union et Progrès. En 1903, il a dirigé un corps de *bachi-bouzouks* (soldats irréguliers de l'armée ottomane) contre les Grecs et les Bulgares rebelles. Pour un

attaché militaire à Berlin et fasciné par l'armée prussienne, opère un rapprochement avec les Allemands, ce qui se traduit par des visites allemandes dans tout l'empire. Antébi raconte le 14 avril 1910 à l'un de ses amis de Port-Saïd l'arrivée de ces princes et d'une princesse, de l'ambassadeur d'Allemagne, "et [de] quantité de barons, comtes et larrons, tous aussi laids les uns que les autres. (...) Résultat, la cotelette était rare, l'oeuf introuvable mais par contre les porcs inondaient la ville."⁶

Plus grave, à ses yeux, la *Hilfsverein* ne cesse de gagner du terrain,⁷ tandis que l'Alliance ne cesse d'en perdre.⁸ Et cela à l'heure même où les Allemands tentent de s'emparer par un coup de force du comité central de l'AIU.⁹

"C'est bien l'invasion germanique, le bluff prussien, le mercantilisme allemand qui se moque de la valeur des marchandises pourvu qu'elles pénètrent partout par n'importe quelle voie, quels moyens ..."¹ Et les juifs allemands conspuent Antébi et les professeurs de l'AIU comme "nationalistes français".²

portrait très vivant d'Enver, cf. Henri Morgenthau, *Mémoires de l'ambassadeur Morgenthau*, Paris, 1919, pp. 34-38, 113, 130.

⁶ Lettre n° 393

⁷ Cf. lettre n° 397

⁸ Cf. lettres n° 399, 405

⁹ Cf. lettres n° 403, 406, 411. Pour ce coup d'Etat allemand au sein de l'AIU et de l'ICA, cf. Archives AIU, dossier ICA IV H 14 à 16, V H 17. Allemagne IV A 4-5. Au moment de ces élections décisives pour le renouvellement des membres du comité central, où il faillit bien ne pas être réélu, Salomon Reinach (beau-frère du sioniste américain Richard Gottheil et connu pour ses persiflages sur la religion) écrit [lettre non datée] à Bigart ou Leven: "Samedi soir, 4 rue de Traktir. Cher Monsieur, A la fin de la séance de l'ICA, j'ai été entrepris par Blau, James Simon et Netter [Carl Netter, de Berlin ; ce sont tous des membres de la *Hilfsverein*]. Ils se disent très inquiets de l'apparition des noms sionistes sur la liste (ils prétendent qu'il y en a quatre). Netter a dès à présent protesté auprès de Landau, qui a répondu : Die Zionisten sind doch auch Juden ! [Mais les sionistes sont aussi juifs!]. Blau tenait à obtenir de moi l'assurance que le comité central, dans une prochaine séance, déciderait qu'au moins deux fois par an, entre autres lors de la discussion du budget, tous les membres étrangers du comité central, même américains, pourraient venir à Paris aux frais de l'AIU. (...) Un mot de Netter a trahi leur pensée : Nous devons éventuellement remporter la majorité sur les Parisiens, pour ne pas être soumis toujours à leur majorité [phrase en allemand]. Le fond de leur pensée, c'est de nous obliger à former une partie de nos professeurs en Allemagne ; ils savent mal le dissimuler. (...) Je conclus : faites les élections à date fixée, passons-nous de Blau, passons-nous de ses amis, mais essayons de sortir de ce guépier. Ce n'est ni plus ni moins qu'une tentative d'annexion allemande de nos biens." (Archives AIU, dossier Allemagne V A 6-8)

¹ Lettre n° 405. Cf. aussi lettre n° 406.

² Cf. lettres n° 409 et 410: "Vos juifs allemands aiment assurément la verge qui les bat."

Le rapport de force nouveau ne tarde pas à se faire sentir : Antébi est écarté de l'administration des oeuvres de l'ICA (et de la CP).³ A peine six mois plus tard, il est confronté à une déclaration que le secrétaire de l'AIU, Jacques Bigart, aurait faite à Amsterdam et qui est reproduite dans plusieurs journaux, selon laquelle "M. Antébi est très coupable, le comité central a voulu le révoquer, mais les rabbins et juifs de Jérusalem ne le laissent pas faire".⁴ Antébi s'indigne, refusant de jouer les boucs émissaires et de se laisser "asservir sous le joug du Kaiser" et proclamant les liens étroits entre judaïsme oriental (sépharade et autochtone) et la France :

"C'est à Paris, la capitale de la liberté et de la dignité humaine, que l'Alliance est née, mais c'est l'Orient par les maux de ses Juifs, fidèles dans leur adversité, qui l'a conçue et engendrée et c'est aussi en Orient et par l'Orient qu'elle a grandi et règne."⁵

Il dénonce enfin "cette démagogie russe qui ne professe aucun respect ou sentiment".¹

La France elle-même semble jouer un double jeu curieux, le consul se proposant de prendre sous sa protection, avec équivalence universitaire, le gymnase sioniste, peut-être avec l'espoir de rallier à la France cette "clientèle" qui lui est étrangère.² Las de ces querelles et voulant quitter ce noeud de vipères que représente pour lui Jérusalem, Antébi demande, puisqu'il n'a pu obtenir le poste d'Oran qu'il convoitait, qu'on lui octroie celui de directeur de l'ENIO qui vient de se libérer.³ Ce sera son beau-frère, A.H. Navon, qui sera nommé par le secrétaire général de l'Alliance, Jacques Bigart⁴ : à la faveur des querelles allemandes et trop heureux d'abandonner cet otage en pâture aux ultra-orthodoxes anglo-saxons, ce dernier a décidé la perte d'Antébi.⁵

En Palestine, la campagne arabe atteint un paroxysme avec un

³ Cf. lettres n° 411, 412, 413, 414, 417, 472

⁴ Cf. lettre n° 423: "La meute ne s'implantera pas en maîtresse de la Palestine en chassant l'Alliance ; le judaïsme oriental entier, par une action concertée, saura s'opposer à cette germanisation égoïste sans conscience et sans foi." Cf. aussi lettres n° 424, 425, 427

⁵ *Ibidem*

¹ Cf. lettre n° 425

² Cf. lettre n° 421, 462

³ Lettre n° 426

⁴ Courrier inédit, Archives AIU, Israël IX E 28

⁵ Cf. lettres n° 433, 434, 441

discours anti-sioniste violent du député et vice-président du parlement Rouhi el-Khalidi⁶, d'autant plus dangereux qu'il touche les Arabes musulmans, jusque là bien plus tolérants pour les Juifs que les Arabes chrétiens⁷ : "Nous ne tenons pas ce pays de vous. Nous l'avons conquis sur les Byzantins qui le dominaient auparavant. Nous ne devons rien aux Juifs. Les Juifs n'étaient pas là lorsque nous avons conquis le pays."⁸

Des rumeurs fallacieuses de massacres organisés contre les Juifs se répandent.⁹ Antébi calme l'administrateur des colonies et les sionistes affolés, et fait prendre par le gouverneur des mesures de sécurité immédiates.¹ Il s'irrite des intrigues favorisant l'agitation d'une minorité,² et songe même à demander au consul de France, qui lui amène parfois des visiteurs de prestige (dont le délégué du comité de défense des intérêts français en Orient ou le ministre Joseph Caillaux)³ de faire appareiller à Jaffa un bâtiment de la Marine.⁴ Au cours de sa visite, le ministre français, connu pour ses idées pacifistes et socialistes, trouve d'ailleurs les mots qui lui vont droit au coeur et le réconfortent :

"Que ne devez-vous à la Révolution française, dit-il, qui a secoué toute l'humanité avec son souffle libéral. (...) Eduquer, instruire cette jeunesse, l'armer par le métier contre les vicissitudes de la vie, quelle belle besogne ! Votre Alliance est encore un produit de la Révolution française. Basée sur la tolérance et la fraternité, elle ne pourra que grandir."⁵

A l'origine de tous les troubles à l'intérieur de l'Empire Ottoman en général, et en Palestine en particulier, l'invasion de Tripoli, le 29 septembre 1911, par les Italiens qui viennent de déclarer

⁶ Rouhi el-Khalidi (1861-1913) : ce membre d'une famille de notables qui occupe traditionnellement des postes élevés au *chari* ou tribunal religieux de Jérusalem, avait été consul de l'empire ottoman à Bordeaux de 1898 à 1908. Il siégea comme député au parlement ottoman de 1911 à sa mort. Dans une lettre du 4 mai 1912 au Ministre des Affaires Etrangères Poincaré, le consul Gueyraud le définit comme "peu intelligent, mais en somme respectable et assez décoratif" (Archives des Affaires Etrangères, Nouvelle Série, Turquie, n° 134)

⁷ Cf. lettre n° 422

⁸ Neville J. Mandel, *op. cit.*, p 77

⁹ Cf. lettre n° 430.

¹ Cf. lettres n° 430, 431

² Cf. lettres n° 430, 432

³ Cf. lettres n° 436, n° 439

⁴ Cf. lettre n° 431

⁵ lettre n° 439

la guerre à la Turquie.⁶

La Grande-Bretagne interdisant le passage des troupes turques par l'Égypte qu'elle contrôle,⁷ quelques officiers, dont Enver et un certain Mustapha Kémal,⁸ parviennent en Tripolitaine et tentent de reprendre en main la situation, lorsque l'empire ottoman signe le 18 octobre 1912 une paix hâtive, perdant la Cyrénaïque, la Tripolitaine et le Dodécanèse au profit des Italiens.¹

C'est que vient d'éclater une autre guerre : le 8 octobre, le Grand-Duc Nicolas de Montenegro² a déclaré la guerre à l'empire ottoman, suivi le 17 octobre par les états de la Ligue balkanique qui vient de se former et se compose des Serbes, des Bulgares, et des Grecs, c'est-à-dire de tous les pays chrétiens à l'exception de la Roumanie.³

Dans ce contexte, le jeune Ben Yéhouda (qui s'était attaqué à Antébi, le traitant de "nouvel Hérode" dans ses journaux), a été dénoncé par des Juifs et jeté en prison pour propos désobligeants à l'égard de la Turquie. Antébi l'en fait sortir mais s'inquiète de la

⁶ Province de l'empire ottoman depuis 1835, la Tripolitaine avait accueilli de nombreux colons italiens. L'Italie avait décidé de se l'annexer. La guerre entraîne à Jérusalem l'exode des jeunes gens, car la constitution, récemment mise en vigueur, octroie la conscription aux israélites comme aux chrétiens. Cf. lettre n° 438

⁷ Cf. Benoist-Méchin, *Mustapha Kemal ou la mort d'un empire*, Albin Michel, Paris, 1954, pp. 118-119

⁸ Mustapha Kémal Atatürk (1881-1938) : Né à Salonique, celui qui deviendra le "père" de la Turquie moderne a fait ses études à l'Académie militaire de Constantinople où l'un de ses professeurs, séduit par ses qualités, le surnomma Kemal, "le Parfait". Sympathisant jeune-turc dès 1904, il fit partie de l'armée envoyée par Abduld Hamid II en 1909 pour réprimer la révolte et qui se rallia aux insurgés. Héros de la guerre de Tripolitaine, puis des guerres balkaniques, il est hostile aux idées pro-allemandes et "pantouraniques" d'Enver Pacha, privilégiant l'abandon des provinces non turques pour concentrer les efforts sur l'Anatolie, berceau de la Turquie. Face aux volontés de dépeçage des grandes puissances, il décide de ne pas désarmer et de rallier les hommes autour de lui (congrès d'Erzeroum, 23 juillet 1919). Il forme un gouvernement rival de celui du sultan, implicitement reconnu par la France, et chasse les Grecs d'Anatolie. Le 29 octobre 1923, il devient président de la république de Turquie, prenant le nom de "père de tous les Turcs" ou Atatürk. Cf. Benoist Méchin, *op. cit.* ; H.C. Armstrong, *Grey Wolf*, Londres, 1936.

¹ Sur la guerre italo-turque, cf. M. Témoin, *Histoire de la guerre italo-turque 1911-1912*, Paris, 1912. Benoist Méchin, *op. cit.*, pp. 118-122.

² Le Montenegro est traditionnellement allié de la Russie et son souverain Nicolas Ier (1860-1918) a pris le titre de roi en 1910. Après la guerre, il aura désormais une frontière commune avec la Serbie.

³ Pour la description de ce qui se passe à Constantinople pendant les guerres, lire les lettres de Benvéniste (Archives AIU, Turquie XLI E).

recrudescence du “nationalisme chauvin, islamique” à la faveur de la guerre.⁴ Les sionistes, écrit-il, agissent en irresponsables :

“La crise actuelle surtout se prête à des explosions contre nos immigrants russes, car partout on accuse la Russie, l’ennemi héréditaire, d’être l’instigatrice du carnage balkanique.”⁵

Il est d’autant plus amer que le 18 avril 1912, la première pierre du collège technique de Haïfa, projeté par les sionistes alliés aux *Hilfsvereinistes*, a été posée en présence du consul allemand. Ce rapprochement inattendu entre les deux ennemis de naguère, l’inquiète. Il pressent la menace d’élimination totale du judaïsme oriental - sépharade ou autochtone - qu’elle implique.⁶

Albert Antébi prévoit pour 1913 une éclaircie qui lui permettrait de venir s’expliquer à Paris, les grandes puissances ne pouvant permettre la prise d’Andrinople,¹ ville-frontière de Bulgarie entre Orient et Occident. Il est destiné à négocier pied à pied son départ.

Les grandes puissances imposent en effet la signature d’un armistice à Londres. Mais Enver Pacha, interrompant les pourparlers de paix, assassine en plein conseil le 10 janvier 1913 le ministre de la guerre,² du parti décentralisateur de l’Entente Libérale,³ sous les yeux du ministre de l’Intérieur, Réchid bey,⁴ l’ancien gouverneur de Jérusalem et ami d’Antébi. Enver décide de reconquérir lui-même Andrinople tombée aux mains de la Ligue.

Il n’a pas à attendre longtemps, les vainqueurs des pays balkaniques se disputant les territoires conquis, au lendemain du traité du 30 mai 1913 qu’Enver et le nouveau gouvernement Union et Progrès ont été bien obligés de signer. Le 29 juin, les Bulgares attaquent les Grecs et les Serbes, mais ils sont pris à revers par les Roumains et les Turcs. Enver reprend Andrinople. La guerre a duré

⁴ Cf. lettres n° 443, 445

⁵ Lettre n° 446

⁶ Cf. lettre n° 438

¹ Cf. lettre n° 444. Andrinople, aujourd’hui Edirne, est une ville de Thrace, remodelée par l’empereur Hadrien. Conquise en 1361 par les Turcs, elle devint la capitale de l’empire de 1413 à 1453, jusqu’à la prise de Constantinople, où les sultans transportèrent leur palais.

² Pour un récit flamboyant de cette scène, cf. Benoist Méchin, *op. cit.*, page 127.

³ Adversaire d’Union et Progrès

⁴ Cf. lettre n° 447

environ un mois.⁵

Antébi, lui, combat sur un tout autre front : le traité de Fès vient d'établir le protectorat français sur le Maroc. Pour contrer la propagande allemande,⁶ il travaille à dresser avec le consulat des listes de Juifs marocains qui pourraient bénéficier de la protection française.⁷

Sur place, le Congrès arabe s'est organisé et réclame "la fermeture de la Palestine et de la Syrie aux Juifs".⁸ Antébi est plus que jamais d'avis d'un rapprochement stratégique avec la France :

"Jamais les intérêts juifs ne seraient plus solidaires qu'avec ceux de la France impuissante à envahir la Syrie et la Palestine avec ses nationaux. La pénétration pacifique, intellectuelle, morale et économique ne se ferait que par nous, car la Custodie internationale pousse les catholiques indigènes vers l'Italie, le couvent que dirigent ses orthodoxes vers la Russie et les protestants sont captés par leurs missions vers l'Angleterre et l'Allemagne. Rares sont les commerçants français et dans les institutions catholiques romaines, sauf quelques exceptions, les ecclésiastiques français sont en minorité. (...) La Palestine est la dernière province qui serait enlevée à la Turquie. dans tous les cas, elle serait déclarée internationale, tout au moins la Judée. Par le commerce et sa position géographique, un partage éventuel l'attribuerait à la France ou à l'Angleterre, mais comme influence directe et activité locale, par le nombre des ressortissants et le mouvement, l'Allemagne et la Russie tiennent le premier rang. Or l'avènement de l'une de ces deux puissances porterait un coup mortel à la prépondérance juive qui est réelle et peut se développer."¹ Et c'est là qu'il ajoute sa mise en garde prophétique : "En Orient surtout, la diplomatie européenne couche sur des volcans dont les minorités gardent les cratères. Si on n'a pas les yeux ouverts, on peut sauter sans crier gare."²

⁵ Cf. Norbert de Bischoff, *La Turquie dans le monde*, Paris, 1936, pp. 103-104.

⁶ Cf. lettres n° 454, 455, 459

⁷ Cf. lettre n° 450, 460

⁸ Cf. lettre n° 453

¹ Lettre 460

² Lettre n° 461

6. La France, patrie spirituelle (juin 1913-mars 1919).

L'alliance entre sionistes et *hilfsvereinigtes* inquiète d'autant plus Albert Antébi qu'elle se teinte de "socialisme collectiviste"¹ agressif, que ce soit du côté du gymnase hébraïque sioniste, dispensant une "éducation athéiste, libertine et libertaire" ou de celui des groupes *Maccabi*,² "choeur des maitres chanteurs et danseurs", ou encore de celui du "syndicat des ouvriers" qui "transmet ses ordres par ses affiliés à nos directeurs pour l'horaire, les chômages, les fêtes, etc.", bref de tous ces sionistes qui boycottent tous les non-juifs, provoquant par leur sectarisme une réaction violente des musulmans et des chrétiens.³

Le consul de France est furieux de voir persécuter ses écoles par des gens qui, dit-il, réclament à la moindre alerte la protection de son consulat.⁴ Tout ce mouvement est, selon Albert Antébi, poussé en sous-main par l'Allemagne.⁵ Le 17 mai 1913, le consul de France Gueyraud a écrit au Ministre des Affaires Etrangères Jonnart :

"On vient de me communiquer une lettre adressée de Berlin au Dr Ruppin, directeur du *Palästina Amt*, Bureau Central des sionistes en Orient, à Jaffa. L'auteur

¹ Cf. lettres n° 90 ("scandales dignes d'anarchistes") et n° 92 ("programmes électoraux de socialistes collectivistes").

² Fédération sportive sioniste. "A la suite d'un rapport du Dr. Max Mandelstamm au Ve Congrès sur les carences du développement physique, en particulier en Russie, on décida la création d'organisations sportives, les clubs Maccabi. Cet intérêt pour la formation sportive s'inspire des réalisations des grands mouvements de libération nationale de l'époque, tchèque en particulier. En prenant le nom de Maccabi, les initiateurs de ce mouvement font référence aux héros de l'indépendance nationale (au IIe siècle avant notre ère) qui servirent d'étendard à de nombreuses associations." Alain Boyer, *Theodore Herzl*, Paris, 1991, p 109.

³ Cf. lettre n° 462, et n° 468, 470, 471

⁴ *Ibidem*. Cf. aussi n° 464

⁵ Cf. lettres n° 465 466, 475. C'est d'ailleurs aussi l'avis de l'ambassade de France : le nouvel ambassadeur, Bompar, envoie en effet le 5 septembre 1912, une lettre au Ministère des Affaires Etrangères, accompagnée d'un article, paru dans *el-Mounâdi* [le Crieur Public] du 2 septembre, prenant à parti les sionistes et le nouveau gouverneur de Jérusalem Mahdi bey, et surtout d'un numéro de la *Osmanische Lloyd*, publiant un article disant que "les intérêts allemands en Palestine sont, sous bien des rapports, identiques à ceux des colonies juives". Bompar écrit : "J'ai cru devoir mettre sous les yeux de Votre Excellence ces réflexions de l'organe des intérêts germaniques dans le Levant, qui me paraissent surtout intéressantes par la franchise avec laquelle elles dévoilent le parti que comptent tirer du mouvement sioniste des partisans de la colonisation allemande en Palestine." (Archives des Affaires Etrangères, Nouvelle Série Turquie, n° 134)

qui, si j'ai bien compris, serait le Dr. Warbourg, professeur à l'université de Berlin et l'un des chefs du mouvement sioniste, écrit ceci : 'Le gouvernement allemand nous menace de retirer sa protection à nos écoles juives et à nos oeuvres sionistes si on ne veut entrer résolument dans la politique allemande. Car le gouvernement est résolu à multiplier ses intérêts en Palestine et à augmenter son activité pour dépasser les autres nations. Si on entre dans cette voie, la *Hilfsverein* (cousine allemande de l'Alliance israélite) peut prospérer et obtenir le concours moral et financier de Berlin. Sinon elle aurait à perdre ... N'oubliez pas cette déclaration.' Votre Excellence me permettra de faire remarquer combien il est regrettable, en présence de l'incontestable activité des Allemands au point de vue scolaire, que l'Alliance israélite de Paris veuille fermer son école professionnelle de Jérusalem ou du moins transformer son internat en un simple externat. C'est diminuer un des principaux facteurs de l'influence française à Jérusalem où les Juifs représentent actuellement les 2/3 au moins d'une population qu'on évalue approximativement, faute de recensement, à près de 100 000 âmes."¹

Depuis quelques temps, dans plusieurs capitales de l'empire, la diplomatie française s'intéresse aux Juifs, que l'on dit fort actifs dans les coulisses de la révolution jeune-turque. Salonique, d'où est parti le mouvement Union et Progrès, compte environ 80 000 Juifs sur 120 000 habitants, rappelle le Ministre de France en Grèce Gabriel Deville, qui ne les aime guère et qui écrit, le 20 février 1913 :

"On ne tarde pas à se convaincre que 'Salonique, ville internationale ou libre' serait ou un petit état juif, étant donné que les israélites sont en majorité, ou, vu les sympathies pour l'Autriche de la plupart des riches israélites et leurs relations habituelles avec leurs coreligionnaires de l'Empire austro-hongrois, une dépendance autrichienne sous le masque de vrais faux-nez juifs. (...) S'ils étudient et propagent le français, c'est simplement parce que le français est encore, en dehors des idiomes particuliers, le véhicule le plus utile du commerce général dans le Levant. Dans ces conditions, avons-nous bénéfice à nous mettre les Grecs à dos pour le plaisir de flatter l'orgueil juif et de faciliter les affaires autrichiennes ?"²

Le 2 mars 1913, le Ministre de France en Serbie, Léon Coullard-Descos, plus lucide, écrit, à propos de la Bulgarie :

"Le caractère français de ces écoles, dû aux efforts de l'Alliance, était dangereusement menacé, plus encore par la poussée sioniste que par les réformes

¹ Archives des Affaires Etrangères, Nouvelle Série Turquie, n° 135

² Archives des Affaires Etrangères, Nouvelle Série Turquie, n° 138

bulgares. Entre autres conséquences, l'affaire Dreyfus a trouvé moyen d'exacerber les divisions essentielles du judaïsme ; elle a permis à des juifs autrichiens de chercher à substituer au système d'assimilation préconisé par l'Alliance Israélite, fidèle aux idées de la Révolution française, un nationalisme sioniste, organisé d'après les procédés en usage dans l'Europe centrale. Au judaïsme de l'Occident, où s'appuyait l'apostolat de l'Alliance pour répandre l'influence française, s'opposa un judaïsme de l'Europe centrale et orientale, âpre et militaire, s'inspirant d'idées anglo-allemandes. Le comité sioniste de Cologne prit position au regard du comité de l'Alliance à Paris. (...) En donnant pour idéal au judaïsme l'utopie de la reconstitution d'un *Judenstaat* ["Etat Juif", titre du livre de Herzl publié en 1896], le sionisme imposa aux juifs de l'Europe centrale la même discipline qu'observaient les autres nationalités de l'Autriche-Hongrie. Cette monarchie, déjà si riche, contient un peuple de plus : le Juif y prit figure nationale, à côté du Tchèque et du Roumain ; il fonda des sociétés de lecture, de chant et de gymnastique à son propre usage ; et, s'il ne créa point de banques spéciales, c'est qu'il se trouvait déjà en possession de toutes les banques de l'Empire. (...) Le sionisme agissait dans les Balkans sous la protection de la diplomatie et de la police austro-hongroise et quand la Bulgarie envisagea sa descente vers Constantinople, parallèlement à la descente austro-hongroise dans le Balkan occidental, son rôle d'avant-garde provoqua dans le royaume, par une poussée rapide d'influence autrichienne, l'éviction de l'Alliance Israélite au profit de l'Organisation sioniste. (...) La jeunesse israélite est maintenant livrée à l'idée sioniste : elle n'apprend plus que l'hébreu avec l'allemand, donne des concerts de guitare (*tambura*) et promène corporativement son récent orgueil national par les chemins et sur le Danube ; les sociétés sionistes échangent des visites sur les deux rives du fleuve et le drapeau juif s'y déploie à côté des drapeaux bulgare, roumain, hongrois et serbe. Le Juif de ces régions était naguère discret, travailleur et sympathique ; il est devenu bruyant et insupportable. Voilà le plus clair résultat du sionisme, tel qu'il est pratiqué sur le Bas-Danube et qu'il envahira tout le Balkan, si nous ne sommes point en mesure de défendre les oeuvres de l'Alliance. (...) Le sionisme fraie la voie à la descente germanique ; l'Alliance fortifie la résistance méditerranéenne."¹

Cette lettre est essentielle pour comprendre très exactement la force qu'affronte Albert Antébi dans son combat pour la France : il se bat contre le monde germanique, représenté par l'Autriche-Hongrie,

¹ *Ibid.* Cette année 1913 paraît en Russie le faux rédigé par la police tsariste, *Les Protocoles des Sages de Sion*.

patrie de Theodor Herzl, et l'Allemagne, siège de l'Organisation sioniste. Il se bat aussi contre la volonté russe de faire exploser les Balkans pour régner sur cette partie du monde et avoir accès aux détroits. Dans les deux cas, les Juifs sont les pions de ces puissances qu'ils servent, avant d'être, un jour ou l'autre, sacrifiés par elles : tel est le leitmotiv d'Albert Antébi, au fil de sa correspondance.

Les adversaires d'Antébi, il le sait, sont "sans conscience et sans frein moral",¹ mais il ne s'attend pas, au moment précis où le consul français se rallie enfin à sa façon de penser, au contrefeu allumé par ses ennemis en ce mois de mai 1913 : ils le dénoncent à Paris, l'accusant de mettre ses enfants chez les soeurs de Saint-Joseph (école congréganiste, certes, mais surtout *française*).²

Antébi crie au complot et prophétise :

"La *Hilfsverein* par son enseignement hébraïque jeté comme de la poudre aux yeux, le sionisme par ses cris nationalistes ont voulu combattre et anéantir l'Alliance et l'ICA et même les *Hovévé-Sion* [Amants de Sion]. Et voilà que leurs armes, aiguisées par eux, sont ramassées par l'extrême-gauche qu'ils ont engendrée et qui les retourne contre eux."³

En riposte immédiate, il fait publier un entretien où, partant de son cas personnel, il pose le problème de l'éducation religieuse et de l'éducation tout court, exprimant sa perception du judaïsme et, une fois de plus, sa "religion de la France".⁴

Le 20 juillet 1913, écrivant à l'Alliance, fatigué de toutes ces querelles et du désaveu de certains de ses chefs, il "dépose les armes et réclame [sa] sortie"⁵, pour se consacrer à des activités politiques et industrielles locales⁶.

Afin de solder ses comptes avec l'Alliance, il s'embarque pour Paris⁷ où il arrive le 16 octobre 1913. La rupture est rapide^{1.p suiv.} : une indemnité de 40 000 francs lui est octroyée et il doit remettre les services au successeur à l'école professionnelle en mars 1914.²

¹ Cf. lettre n° 475

² Cf. lettres n° 467, 468

³ Lettre n° 468

⁴ *Ibidem*

⁵ *Ibidem*

⁶ Lettres n° 469, 472, 473, 476, 485.

⁷ Cf. lettre n° 478

^{1.p suiv.} Cf. lettres n° 479, 480, 481, 482

² Cf. Archives AIU, Israël E X 31

Mais le confident d'Antébi reste Narcisse Leven, son mentor depuis toujours.³ A peine de retour, il le tient au courant de ses intentions. L'éclatement de l'alliance entre les sionistes et la *Hilfsverein* pour édifier l'école technique de Haïfa et les batailles qui s'ensuivent en novembre et décembre 1913, confirment ses prédictions.⁴ Plus que jamais, il est décidé à se battre sous les auspices de la France :

“J'apporterai toute mon ardeur, je mettrai toutes mes facultés au service de l'intérêt juif, de la politique juive universelle et palestinienne basée sur leur concordance avec les intérêts de l'extension de la civilisation et du génie français, faits de désintéressement et du respect du droit des nationalités et des individus. Je l'ai dit et vous le dirai, la France seule peut servir le palestinisme juif, sans concurrence et sans accaparement, respectant son entité et son génie.”⁵

Il est pourtant bien difficile de s'y reconnaître dans le désordre ambiant et, au consulat de France même, s'opposent la politique manoeuvrière, traditionaliste et prudente du consul et celle - anti-catholique et franc-maçonne - de son chancelier.⁶

Pourtant les grandes lignes d'une action commune seraient faciles à envisager :

“L'épargne française accapare les travaux publics de la Turquie, les Juifs français ont une influence prépondérante dans la Bourse de Paris, pourquoi ne pas capter un petit affluent de cette source financière juive palestinienne avec la collaboration active et sincère de vraies forces de la Palestine, l'acquiescement des intellectuels indigènes, la sympathie du gouvernement français. (...) Il faut agir, car l'Allemagne et la Russie doublent de zèle pour consolider leurs positions respectives en Palestine. Malheur aux Juifs si l'une de ces deux puissances s'emparait de ce pays. (...)Je prévois pour la Palestine un système de régionalisation pour la circonscription de Jérusalem et un protectorat français pour ses autres villes et communes. (...)La France est l'héritière-née de la Turquie en Syrie ; (...) une fois par hasard, le sentiment et la raison s'unissent pour réaliser ce mariage d'intérêt et d'inclination.”¹

Antébi, qui reste l'agent général et le représentant légal des

³ Cf. lettres n° 486, 490

⁴ Cf. lettres 483, 484, 485, 487, 492.

⁵ Cf. lettre n° 485

⁶ Cf. lettre n° 487

¹ Lettre n° 487. Il ajoute : “Nous travaillerons pour le judaïsme avec le désintéressement historique de la civilisation française.” (lettre n° 490)

colonies,² propose donc à l'Alliance et au Baron Edmond de Rothschild de fonder un comité France-Palestine, avec l'aide du chef de cabinet du ministre Aristide Briand, rencontré à Paris.³ Ni l'Alliance⁴ ni le Baron⁵ ne paraissent enthousiastes. A son habitude, Albert Antébi met de côté le projet, attendant des temps plus propices, mais ne l'oublie pas.

Son destin va prendre un tournant plus précis avec l'arrivée en Palestine du Baron Edmond de Rothschild⁶ qui y accomplit son quatrième et avant-dernier voyage. Si Antébi est écoeuré par la surenchère sioniste,⁷ il n'en est pas moins profondément ému par la réception réservée au Baron et la personnalité charismatique de ce dernier.¹

“Mais dans ce rayonnement de la grandeur du sentiment humain, je déplorais l'éclipse de notre Alliance, elle qui fut à la peine, elle, l'initiatrice et la créatrice de ce renouveau. Délaissée et oubliée presque, elle assiste à ce festin que

² Cf. lettre n° 489

³ Cf. lettre n° 487. Aristide Briand (1862-1932) avait été en 1901 le secrétaire général du parti socialiste français, élu l'année suivante, député de la Loire. Rapporteur de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, il entra au gouvernement en 1906, comme Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, un an après avoir quitté le parti socialiste dont l'enrégimentement lui déplaisait. Vingt-deux fois ministre et dix fois Président du Conseil, il réprima durement en 1910 la grève des cheminots. Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères pendant la Première Guerre mondiale, il sera, après la guerre, le promoteur de la Société des Nations et l'artisan de la réconciliation franco-allemande, obtenant le Prix Nobel de la paix en 1926. En 1930, il ira jusqu'à prôner déjà une union fédérale européenne.

⁴ Cf. lettre n° 487 n.1 page 492, 489 n.2 page 494 : “Se tenir loin de la politique, c'est la règle invariable de l'Alliance”, écrit Narcisse Leven.

⁵ Cf. lettre n° 490. Chaïm Weizmann trace un portrait extraordinaire d'un Edmond de Rothschild au goût parfait, bon vivant, aimable et brutal et qui n'aime guère le partage: il fait de la Palestine sa propre affaire (Chaïm Weizmann, *Naissance d'Israël*, Paris, , p167). Ainsi, alors qu'il est au fond du lit, brûlant de fièvre, en train de ramasser des fonds pour les sionistes, le baron fait irruption dans la chambre brandissant un chèque de 40 000 livres et s'écriant : “Voilà qui devrait faire baisser votre température” (*Ibid.*, p 168). Un autre jour, Weizmann lui demande ce qu'il compte trouver en finançant les recherches archéologiques de l'Ophel : “Son but était de découvrir l'Arche d'Alliance qu'il croyait enterrée là. Je lui demandai sérieusement ce qu'il pensait en faire. *Les fouilles, je m'en fiche, c'est la possession*, me répondit-il.” (*Ibid.*, p 168)

⁶ Cf. lettres n° 490, 491, 492, 493, 494

⁷ Cf. lettres 491, 492, 493, 494. Parlant toujours du baron, Weizmann écrit : “Il détestait l'attirail que comportait l'Organisation [sioniste]. Il me dit une fois devant Ussichkine: ‘Pourquoi faut-il que les gens se promènent en faisant des discours et en attirant l'attention ?’ A quoi Ussichkin répondit, mi-sérieux : ‘Baron Edmond, donnez-nous la clé de votre coffre-fort et nous vous promettons de ne plus faire de discours.’” (*Ibid.* p 168)

¹ Cf. lettre n° 493

dévoient de nouveaux venus orgueilleux de récolter nos semences ... (...) Les sionistes sont fiers de l'appoint du baron et prétendent être les seuls héritiers de demain. Il fallait les voir et les entendre ... Ils ont conquis la Palestine sur les Arabes, la Turquie, les puissances et sur les juifs non-sionistes.”²

La réponse de Narcisse Leven témoigne d'une certaine vision du “colonialisme culturel” qui est celle de la diplomatie française lorsqu'elle parle du “rayonnement” de la France, vision bien différente de celle de l'Allemagne, qui s'empare des créneaux économiques³ ou de l'Angleterre qui privilégie les tactiques géopolitiques.⁴ Leven ne cesse dans ses réponses de proclamer la *neutralité* de l'Alliance, et reste en partie aveugle à ce que représente le sionisme sur le terrain.

A Constantinople, le vainqueur d'Andrinople, Enver Pacha, est devenu ministre de la guerre et gouverne désormais l'empire, en ayant formé un triumvirat avec Talaat,⁵ ministre de l'Intérieur et Djemal,⁶ ministre des Travaux Publics, après avoir été chef des forces

² *Ibidem*

³ Ainsi, dans le sillage de la visite rendue en 1898 par le Kaiser au sultan, se sont signés le contrat du train de Bagdad, ouvert les guichets de la Deutsche Palästina Bank, etc.

⁴ La Grande-Bretagne cherche avant tout à protéger la route des Indes et à s'emparer du “verrou” que constitue la Palestine, voisine de l'Égypte.

⁵ Talaat Bey (1874-1921) : Né à Andrinople, Talaat a poursuivi des études de Droit à Salonique, avant de revenir chez lui travailler à la poste. L'un des créateurs du comité Union et Progrès, il a été arrêté quand il avait dix-neuf ans et emprisonné deux ans pour activités subversives. Avec la révolution jeune-turque, il accède à des postes d'importance : député d'Andrinople au parlement et ministre de l'Intérieur, puis ministre des Postes et président d'Union et Progrès. Il sera responsable au début de la Première guerre mondiale de la déportation massive des Arméniens en Syrie et Mésopotamie. De 1917 à la fin de la guerre, il est Grand Vizir. Au moment de l'armistice, il s'enfuit en Europe. Le 15 mars 1921, il est abattu par un Arménien à Berlin. Pour une description savoureuse et précise de Talaat, cf. Henri Morgenthau, *op. cit.*, pp. 25-29, 131-136.

⁶ Djemal Pacha (1872-1922) : Né à Mytilène (Lesbos) et sorti de l'École des Cadets, ami de jeunesse de Talaat à Andrinople lorsque Djemal était lui-même pendant la guerre gréco-turque, il a servi en Macédoine et en Thrace où il a joint les groupes Union et Progrès. Nommé gouverneur d'Adana en Cilicie en avril 1909 (où il réprima brutalement les Arméniens), puis de Bagdad (août 1911-août 1912), il se fait une réputation d'homme impitoyable (il est surnommé “le bourreau d'Adana”). Chef des forces de sécurité de Constantinople en janvier 1913, puis ministre des Travaux Publics de février 1913 à décembre 1914, ministre de la Marine fin février 1914 et envoyé sur le front de Palestine, il tente d'envahir l'Égypte. C'est un échec. Début 1915, il prend pour conseiller économique Albert Antébi et l'exile le 16 octobre 1916. En octobre 1918, Djemal fuit et gagne l'Allemagne. Lorsque Mustapha Kemal viendra au pouvoir en Turquie, Djemal reviendra organiser l'armée afghane. En 1922, en visite à Tiflis, il sera tué par un Arménien. Il a laissé un livre de Mémoires qui en apprennent fort peu sur cette période :

de sécurité. Tout le monde connaît la fascination d'Enver pour l'armée allemande¹ et Albert Antébi a de quoi être inquiet, comme tous les partisans de la France en Palestine. Il hésite encore à travailler pour le Baron,² car il ne veut pas être considéré comme un "Monsieur-bons-offices" de second plan, un "moucre" selon son expression, c'est-à-dire un guide pour touristes.

Lorsque la guerre mondiale éclate, début août 1914, la Turquie reste neutre.³ Le 9 septembre, Enver Pacha abolit les capitulations : les puissances étrangères n'ont plus aucun privilège extra-territorial. Le commandant de la 27e section, Zéki bey,⁴ devient gouverneur militaire de la Palestine. Le 31 octobre, un conflit naval entre Russes et Turcs entraîne l'entrée en guerre des Ottomans. Dans une lettre du 2 décembre 1914, le directeur de la ferme-école de l'Alliance décrit⁵ la venue du maréchal Djemal Pacha, qui part pour l'Égypte. Le 15 janvier 1915, le *Haherouth*⁶ publie l'interview de Djemal Pacha mettant en demeure les juifs de Palestine de s'ottomaniser ou de partir. Le lendemain, il convoque une trentaine de notables israélites qu'il a décidé d'exiler à Brousse. Antébi plaide leur cause et obtient l'indulgence du pacha,^{1 p. suiv.} qui le nomme son conseiller. C'est dans le cadre de ses fonctions qu'Antébi intervient en faveur de Ben Gourion et de Ben Zvi emprisonnés.² Il intercède en effet aussi bien pour ses amis que pour ses adversaires et sauve de l'exil ou de la

Djemal Pacha, *Erinnerungen eines türkischen Staatsmannes*, München, 1922. Pour une description de Djemal, cf. Henri Morgenthau, *op. cit.*, pp. 53, 157-159. Dans les lettres, cf. n° 505 pp. 507-508. Voir aussi Bertha Spafford Vester, *Our Jerusalem : An American Family in the Holy City : 1881-1949*, Jérusalem, 1988, pp. 260 ("homme à la volonté de fer et à la personnalité double"), 267, 270-272.

¹ Cf. Général Liman von Sanders, *Cinq ans en Turquie*, Paris, 1923.

² Cf. lettres n° 494, 496

³ Cf. lettre n° 504

⁴ Zéki bey arrive en Palestine le 1er septembre 1914. Ancien attaché militaire à Athènes, il a séjourné assez longtemps en France et se vante d'avoir fréquenté la Sorbonne, le Collège de France et l'École des Sciences Politiques. Il semble que son attitude vis-à-vis de la France ait été pour le moins ambiguë. (Cf. Archives des Affaires Etrangères, Nouvelle Série Turquie, n° 135). C'est Zéki bey qui divulguera le fin mot, selon lui, du mystère de la trahison finale qui perdit Antébi (cf. CZA, dossier A 208)

⁵ Cf. Archives AIU XXI E 68

⁶ Article conservé dans les Archives AIU, Israël XXI E 69.

^{1 p. suiv.} Cette scène a été décrite par plusieurs personnes (cf. Annexe A I). Antébi connaît Djemal qu'il avait reçu à l'école professionnelle lorsque le président jeune-turc, alors colonel, était venu commander des uniformes militaires (cf. lettre n° 347)

² Cf. Mémoires de Ben Gourion, pp. 59-62. Lettre personnelle publiée en Annexe A III.

mort des centaines de personnes, à une époque où les Arabes sont pendus pour activités nationalistes et les Arméniens persécutés pour les mêmes raisons.³

A Constantinople, pour éviter l'entrée en guerre des Etats-Unis aux côtés des ententistes (France-Grande Bretagne-Russie), l'ambassadeur allemand Wangenheim a pris sous sa protection personnelle⁴ les 50 000 Juifs russes de Palestine, qui ont refusé de s'ottomaniser. Fait inouï puisqu'il s'agit d'*ennemis* des puissances centrales (Allemagne-Autriche-Italie) ! L'ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople, Henri Morgenthau, trace dans ses *Mémoires* un portrait étonnant de ce hobereau prussien⁵ : il n'est pas dupe de ce bel élan : "Je retrouve dans les notes où j'ai consigné nos conversations que des expressions comme celles-ci lui échappaient constamment : *la prochaine guerre, la prochaine fois*. Wangenheim ne doutait pas que l'avenir nous réservât un autre cataclysme mondial plus grand que celui-ci ; il reflétait par là la conviction des omnipotents junker-militaires. Les Allemands, évidemment, souhaitaient une réconciliation - une sorte d'armistice - qui donnerait à leurs généraux et à leurs industriels le temps de se préparer pour le prochain conflit."⁶

En janvier 1916, la pression se resserre : Ruppin et quatre autres membres de l'Organisation sioniste sont arrêtés et déferés devant la Cour pour activités subversives. Ils ne devront leur acquittement, le 9 février, qu'à l'intervention de l'ambassade et du consulat d'Allemagne auprès de Djemal, encadré depuis quelques temps par le colonel Kress von Kressenstein,¹ envoyé par Constantinople.

³ Pour les Arabes : Eliezer Tauber, *The Emergence of the Arab Movements*, Londres, 1993, p 332. Pour les Arméniens, Henri Morgenthau, *Mémoires de l'ambassadeur Morgenthau*, Paris, 1919, pp. 278, 280, 298-299, 304-305, 324. Cf. aussi lettres n° 505, 506. Cf. enfin Meir Dizengoff, *Im Tel-Aviv ba-Golah*, 1931, pp. 87-95. Moshe Smilansky, *Mishpahat ha-Adamah*, 2 (1954), 158-162.

⁴ Cf. Isaiah Friedman, *op. cit.*, pp. 214-215.

⁵ Henri Morgenthau, *op. cit.*, pp. 12-16, 80-83, 86-89, 324-328.

⁶ *Ibid.* p 165. Voir aussi les conversations avec von Jagow sur les possibilités d'entrée en guerre de l'Amérique, et le poids des Juifs "germano-américains" (pp. 338-341)

¹ Talaat et Enver se méfiaient de Djemal, personnage imprévisible, n'aimant pas les Allemands et ayant quelque inclination pour la France, où il avait vécu une liaison passionnée. (Témoignage de Shimon Antébi).

Une déclaration intempestive de Henri Morgenthau,² de retour aux Etats-Unis, n'arrange guère les choses pour les Juifs de Palestine.

Après un dîner fastueux organisé au Sérail (transplanté par Djemal dans la Fondation Augusta Victoria³ sur le Mont des Oliviers) et à la suite d'une dénonciation, rédigée par un membre de la communauté juive,⁴ Albert Antébi, sa femme et ses six enfants sont exilés à Damas.⁵ Antébi, voulant aider ses coreligionnaires, repart pour Constantinople,⁶ où il sera dénoncé pour la deuxième fois et envoyé au front du Caucase, à Diarbékir,⁷ où il fera la guerre comme simple soldat sous les ordres de Mustapha Kémal.⁸

Sa qualité d'ingénieur lui permettra de ne pas se retrouver en première ligne : un jour qu'il fait une corvée de nettoyage, il voit un officier s'interroger sur un problème ballistique ; il prend un crayon et résoud le problème. Il devient alors instructeur.⁹

La révolution russe ayant éclaté et les soldats désertant le front, les Turcs n'ont plus d'ennemis à affronter. Antébi revient alors à Constantinople où il est enfermé dans les caves de la Mosquée Bleue.¹ Le 11 novembre 1918, après la victoire des forces de l'Entente, l'armistice est signée à Rhetondes et les navires français et anglais mouillent dans la rade de Constantinople. Antébi a été tiré de sa prison et s'est installé avec sa famille rue Chichli, à Pera, quartier

² Dans un discours fait à Cincinnati le 21 mai 1916, en pleine campagne électorale, Morgenthau avait déclaré qu'il avait suggéré au gouvernement turc de vendre purement et simplement la Palestine aux Juifs, que des pourparlers étaient en cours pour créer une république juive et que les Turcs songeaient à envoyer comme ambassadeur à Washington le grand rabbin Haïm Nahoum.

³ Bertha Spafford Vester, *op. cit.*, p 260.

⁴ Par la suite, le gouverneur militaire de Jérusalem, Zéki bey, déclarera qu'il s'agissait de David Yellin (Cf. CZA dossier A 208) Cf. lettre n° 508 : Des jaloux ont attisé la haine des turco-allemands, déjà prévenus contre nous. J'ai lutté deux ans contre eux, j'ai réussi à tout déjouer et j'ai sauvé des milliers de personnes de la persécution, de la déportation et de la famine. Des établissements chrétiens me doivent leur maintien, mais l'on réussit à m'éloigner de la Palestine." Cf. Annexe D.

⁵ Témoignage de Shimon Antébi. Cf. Michaël M. Laskier, "Abraham Albert Antébi, chapitres de son activité dans les années 1897-1914", [hébreu] *Pe'amim*, 21, 1984.

⁶ Témoignage de Shimon Antébi et de Simone, la plus jeune des filles d'Albert Antébi. Selon Henriette Antébi, il fut dénoncé, là, par le couple d'Isaac Lévy et de sa femme Mathilde, exilés aussi à Constantinople.

⁷ Témoignage d'Armand Antébi, fils d'Elie. Cf. lettre n° 507.

⁸ Témoignages familiaux, dont celui d'Armand Antébi.

⁹ Anecdote rapportée par Armand Antébi

¹ Témoignage de Simone, fille d'Albert Antébi

des ambassades² . Il est devenu drogman de l'ambassade de France dès sa réouverture.

Les Antébi peuvent enfin avoir des nouvelles de leurs deux aînés, André et Gaston, qui sont en France, et de leur fille aînée Renée, partie fin 1917 poursuivre ses études à Francfort³ . Albert travaille en étroite liaison avec l'ambassade de France pour rapatrier Palestiniens et Syriens,⁴ réfugiés ou exilés dans la capitale ottomane.

Sa femme et lui ont l'intention de revenir s'installer à Paris⁵:

“Nous vous câblerons de Marseille. Dans tous les cas, nous partirons d'ici par le premier paquebot.”

Le sort en a décidé autrement : le 23 février 1919, une note du Haut Commissaire indique que les Antébi prendront place à bord du premier navire pour la France. Le 25 février, Albert Antébi est hospitalisé d'urgence à l'hôpital maritime à Constantinople. Le 18 mars 1919, le Dr Michaud signe le certificat de décès : Antébi est mort d'une crise d'urémie suscitée par une contamination de typhus exanthématique.⁶

Restent deux articles, que l'on trouve dans ses effets, son testament spirituel en quelque sorte. Le premier ⁷ est un hymne à la France libératrice, héritière des Lumières :

“Il faut avoir entendu vendredi dernier les cris de ‘Vive la France’ s'élever comme un hymne de reconnaissance et d'amour des 800 poitrines embarquées sur l'*Ariane*, suivi de la ‘Marseillaise’ et des hymnes nationaux arménien, juif et arabe, pour comprendre la grandeur du geste de la France. (...) Ils sentaient eux aussi, ces vieux peuples martyrs mais jamais condamnés, que la France est leur libératrice et doit rester leur patrie spirituelle. (...) Seule la tradition magnanime de la France est capable d'inspirer une telle générosité. (...) Les poilus ont libéré les peuples, ressuscitant avec l'antique Lion, la vieille Arménie et l'empire arabe. (...) Il incombera à la France, leur patrie morale, d'aider à l'éducation politique et à la

² Adresse inscrite sur le certificat de décès en notre possession.

³ Cf. lettres n° 507, 508 et témoignage de l'intéressée.

⁴ Cf. lettres n° 507, 508, 509 et le témoignage de Richoni (Annexe C).

⁵ Cf. lettre n° 509 : “Nous rentrerons en France et nous y resterons très probablement. Le doute ne concerne dans tous les cas que ma personne, car ta mère est résolue à rester près de vous”, écrit-il à l'un de ses fils.

⁶ Collection privée

⁷ Cf. n° 510

régénération économique de ces pays. (...) Et toi, chère et douce France, en la personne de tes augustes représentants à Constantinople (...) reçois au nom de tous nos rapatriés l'hommage de notre fidèle attachement pour tes sacrifices et tes sentiments humanitaires.”

Dans le second,¹ presque retraçant toute l'action de l'Alliance et les rivalités des grandes puissances en Palestine et dans l'empire ottoman, et esquissant l'avenir qui s'ébauche, Albert Antébi rend hommage à l'Alliance, pionnière “de la civilisation latine et de la culture française en Orient”, “née sur le sol français, imbue de l'esprit français” qui a rendu le judaïsme oriental “apte à répandre la mentalité française, l'essence de l'esprit civilisateur.” Il fait allusion aux débuts de la poussée ashkénaze et à ce moment où la rivalité entre les communautés “finissait par s'identifier avec la lutte parallèle qui s'élevait entre l'esprit français et la politique allemande.” :

“Dans ce champ de luttes internationales et confessionnelles que fut la Palestine, nous avons eu d'une part la *Hilfsverein*, le sionisme et les Béné-Bérith protégés par la politique allemande, comptant alors les mêmes dirigeants, et dans l'autre camp, l'Alliance, la colonisation rothschildienne et la communauté séfardite, s'appuyant sur les sympathies françaises. (...) La guerre mondiale de 1914 renforça la position de la clientèle allemande qui abusa de sa force au détriment de ses adversaires. Certains timorés ou transfuges plièrent les genoux pour recevoir l'accolade teutonique, tandis que les fidèles payèrent de l'exil et la ruine leur attachement aux sentiments français.”

Malgré la victoire des forces de l'Entente, Albert Antébi est pessimiste sur l'avenir, devant l'influence conquise par les sionistes en Grande-Bretagne et par les B'nai B'rith aux Etats-Unis, ainsi que par la “perpétuation de l'impérialisme allemand”.

Quant à la Russie ... Si, en 1913, le faux *Les Protocoles des Sages de Sion* avait utilisé habilement les excès sionistes, les Juifs modérés n'avaient pu manquer de remarquer que la déclaration Balfour, envisageant d'un oeil favorable un *home* national juif, était parue dans la presse britannique du 8 novembre 1917 à côté des dépêches de Petrograd annonçant la révolution bolchevique. Et les *Archives Israélites* du jeudi 9 mai 1918 précisaient que “la Russie a beau changer de régime et passer du tsarisme noir au bolchevisme

¹ Cf. n° 511

écarlate... c'est toujours la même chose.”

Toutefois, les Juifs anglais furent à ce point inquiets de l'implication possible des Juifs dans la révolution russe qu'ils envoyèrent un émissaire, Wolff, qui achemina à Londres un rapport daté du 21 octobre 1917 : “La situation en Russie est encore une fois très mauvaise. L'ascendant des Maximalistes croît et Trotzky (Bronstein) est actuellement président du C.W.S.D. au lieu de Tscheidze. (...) Le Bund juif et les autres partis socialistes juifs travaillent et appartiennent aux Mencheviks. Les tableaux ci-dessous sont tirés d'un périodique bolchevique publié à Stockholm (et chose étrange, en allemand). L'idée de cet article est de démontrer que les socialistes russes de race russe sont bien selon le point de vue des socialistes orthodoxes et que seuls les Juifs et les Géorgiens les empêchent d'entrer et d'amener la Russie dans le royaume de l'extrême collectivisme. Mais la situation est si mauvaise que les extrémistes sont capables de dominer à un degré absolument hors de proportion avec ce que leur nombre et leurs talents leur donnerait le droit d'exiger.”¹

Antébi se méfie du “principe des nationalités” énoncé par le président américain Wilson, qui “devient la charte de l'Europe” et lui apparaît comme matrice de rêves qui “fondent à la discussion des réalités”. Il défend en Palestine une sorte de “système cantonal suisse, avec un conseil fédéral sous le protectorat interallié” , “sans sacrifier pour cela le droit des habitants indigènes actuels, chrétiens levantins ou Arabes musulmans, et les privilèges des Lieux-Saints” et “sans donner passage aux bolchevistes germano-russes.”

Tout ce passage est prémonitoire, traversé d'un souffle impressionnant. Surtout, ces deux documents permettent de cerner au plus près la nature de ce qui était pour Antébi et pour bien des minorités de l'époque, l'essence même de leur religion de la France : la France est, selon ses propres termes, grande, magnanime, généreuse, douce, capable de sacrifices et de sentiments humanitaires et désintéressés ; c'est la *patrie spirituelle* ou *patrie morale* des persécutés qu'elle fait accéder par l'éducation à un autre statut, bref qu'elle régénère, c'est-à-dire, à qui elle rend leur dignité, leur

¹ Archives AIU, Angleterre II D 27

statut d'homme à part entière. Elle leur transmet *l'essence de l'esprit civilisateur*, les valeurs de la civilisation *latine* au nom desquelles on peut endurer l'exil et la ruine, comme Albert Antébi le fit, ne renonçant jamais à son loyalisme français, en pleine Turquie alliée aux Allemands et dans un entourage israélite dominé par les progermaines qui le livrèrent à ses ennemis.

Conclusion

Il est un mot qui a disparu de la la langue française, du moins de l'usage - "libre penseur".

La "libre pensée", née au XVIIe siècle sur le "calque de l'angl. *free thinker*"¹, est devenue, à la fin du XIXe et au début du XXe siècles, synonyme d'irreligion ou d'athéisme militant, mot d'ordre ralliant les adversaires de "l'opium du peuple". Puis, à une époque où la liberté de la pensée ne pouvait plus s'exercer que dans une seule direction, le titre de "libre penseur" fut effacé des dictionnaires.

C'était pourtant l'épithète qui eût pu le mieux convenir à Albert Antébi.

Né Ottoman et Juif, dans un empire où les groupes religieux monothéistes étaient des peuples, de deuxième zone certes par rapport aux Musulmans, mais peuples admis et pouvant s'exprimer par l'intermédiaire d'un chef (Patriarche ou Grand Rabbin²) qui jouissait de pouvoirs étendus sur sa communauté comme en ville, il va souvent dans la ville musulmane et rencontre des Chrétiens, même s'il s'en méfie. Ces Chrétiens sont en effet soit des Arabes, qui ont fréquenté l'école de la mission anglaise ou des jésuites de Beyrouth, soit des Grecs orthodoxes, ennemis des Turcs et "héritiers" de l'empire byzantin.

Il est attaché - on le voit au moment de la révolution jeune-turque où il revendique fièrement sa nationalité ottomane - au "libéralisme" ottoman, assez tolérant lorsque l'Islam dur, prêché à l'université du Caire Al-Azhar par les disciples et successeurs de Mohamed Abdu, ou les idées inspirées par les Français Maurice Barrès ou Edouard Drumont n'influent pas. Il voit assez ce que

¹ Cf. *Nouveau dictionnaire étymologique et historique*, par Albert Dauzat, Jean Dubois, Henri Mitterand, Paris, Larousse, 1964, p. 421, article "libre". Il est à noter que nombre d'expressions s'inspirant des mots "libre" et "liberté", ont, pourrait-on dire, "mal tourné" : Proudhon emploie en 1840 pour la première fois le mot "libre-échange" détourné de son sens anglais d'origine, "libéral" qui voulait dire "généreux" ne le dit plus, "libertaire" signifie "anarchiste" et libertin qui voulait dire "affranchi" devient "dévergondé" par une mauvaise interprétation des *Actes des Apôtres*, VI, 9.

² Les Antébi eux-mêmes furent souvent chefs de ces communautés, à Damas ou à Alep, et "régnerent" parfois 40 ans. Certains furent cabalistes et sur leur tombe, disait-on, on voyait des miracles se produire. L'un de ces Antébi, un cousin d'Albert, finança la reconstruction du quartier juif de Safed, après un tremblement de terre.

représente le “verrou” ottoman par rapport au déferlement de l’Islam vers l’Occident. Il y a là, pour lui, un équilibre à respecter.

Du côté de sa foi juive, il navigue entre le Charybde de l’Etat théocratique, que veulent imposer les religieux ultra-orthodoxes, et le Scylla de l’athéisme révolutionnaire. S’il revendique le sous-sol de la Palestine, l’archéologie, le passé glorieux, et négocie pour le baron de Rothschild la cession des terrains de l’Ophel pour chercher la sépulture des anciens rois de Juda, l’avenir d’un Etat Juif ne lui paraît ni réaliste ni même souhaitable : les Juifs, en tant que peuple, avec une terre, des timbres, une monnaie, un drapeau, une armée, n’ont pas son approbation.

En revanche, il est pour une autonomie économique en Palestine (qui resterait une terre possible de refuge provisoire) et des enclaves autarciques dans des contrées plus menacées, conduites à disparaître si la prospérité règne à l’entour.

Sa foi juive est sans doute très proche de celle d’Edmond de Rothschild, dont Simon Schama écrit : “La pratique d’Edmond était religieuse, mais non dévote.” Religieux dans sa pratique quotidienne, Antébi l’était certainement plus qu’on ne le dit, puisque les rabbins les plus dévôts mangent à sa table. Mais il n’avait pas la dévotion obsessionnelle, comme d’ailleurs tous ses chefs et commensaux de l’AIU.

Pour lui, la foi juive est avant tout respect de la “morale de nos Pères”, tolérance et ouverture sur le monde, comme il l’exprime dans sa lettre-diatrise au grand rabbin Gaster ou à l’avocat Mani qui veut devenir franc-maçon :

“L’autonomie, l’indépendance sont toujours courues par moi, mes principes sont ceux de l’humanité entière et je n’éprouve pas le besoin d’en adopter de spéciaux pour les amis et de réserver les moins bons aux indifférents. Frère de tous, je ne veux pas adopter de frères privilégiés.”¹

Là encore, il adopte la position d’un esprit libre, face à son frère Elie qui fonde une Loge maçonnique en Egypte ou aux Juifs de Salonique, ville qui est le noyau de la révolution jeune-turque et où les Juifs forment un groupe de pression non négligeable.

Albert Antébi est partisan d’une religion éclairée, fidèle à ses

¹ Cf. Lettre n° 254.

principes fondateurs, mais orientée vers la science et l'écoute des idées nouvelles. Il expose cette conception lorsqu'il parle de la "formation des jeunes rabbins orientaux" à propos de son frère Elie qui sort du séminaire de la rue Vauquelin à Paris :

"Les Juifs de l'Orient végètent encore dans cet isolement où nous tenait le moyen-âge. Le ghetto n'existe pas chez nous, mais nous continuons à assigner des limites. Le Juif de l'Orient est resté mou, sans volonté et sans idéal, cantonné dans l'égoïsme et incapable de réagir."¹

Pour Albert Antébi - et c'est une conception fondamentale - un professeur ne peut être rabbin et un rabbin ne peut enseigner. Il faut séparer la pensée religieuse et le pensée profane :

"La carrière enseignante donnera-t-elle d'ailleurs à nos jeunes rabbins les moyens de s'instruire pour eux-mêmes et d'acquérir de l'expérience ? Peut-on assimiler les fonctions de l'instituteur, si nobles soient-elles, à celle du chef de communauté ? Si le rabbin peut enseigner, l'instituteur peut-il devenir rabbin ? Je redoute pour mon frère son entrée dans l'enseignement, j'y vois comme l'annulation du but que nous entrevoyons avec la formation des rabbins pour l'Orient."²

Cette volonté de modernisation religieuse et de renouvellement indispensable de l'enseignement - technique - est reprise de nombreuses fois dans la correspondance. Le débat sur l'enseignement technique vient d'ailleurs de s'ouvrir en Europe :

"J'ai émis souvent le voeu de voir le programme de nos écoles primaires faire une place plus large aux notions sur l'industrie, le commerce ou l'agriculture. Un tel mouvement a commencé en France depuis deux années. (...) Il nous sera en effet plus agréable de constater chez nos nouveaux apprentis de solides notions d'arithmétique, de dessin, de géométrie, un peu de comptabilité, plutôt que de les voir irrôchablement fixés sur les dates des victoires de Louis XIX et sur les fleuves de la Sibérie ou sur la racine des mots."³

Pour Albert Antébi, ces deux volets de l'éducation sont parallèles, même s'ils s'exercent à des niveaux différents. L'étude "rabbiniq" de la religion garantit le respect de la morale et la perpétuation des pratiques indispensables pour maintenir "le frein religieux". Mais l'étude de la technique ouvre sur le monde

¹ lettre n° 81

² *Ibidem*

³ Lettre n° 86

moderne. L'un sans l'autre, pour parodier Rabelais, ne serait que "ruine de l'âme".

La religion, pour Antébi, ne saurait s'envisager sans tolérance, et cette tolérance n'est pas, comme pour son beau-frère A.H. Navon, "la vertu de se supporter en se détestant",¹ mais amour de l'homme dans son "altérité" comme on dirait aujourd'hui, à cette nuance près que l'homme, pour Albert Antébi, n'est pas autre : il est moi, différemment.

S'il n'a pas peur d'affronter les Chrétiens, comme il l'exprime dans une lettre à Krause ("je ne puis vous cacher ma surprise de voir un vulgaire prêtre dicter ses volontés à la majeure partie de toute une population. Depuis longtemps, je lui aurais cherché querelle pour l'impliquer dans une affaire judiciaire mixte où des consuls entreraient."), il est souvent le familier ou l'ami de certains d'entre eux : il offre sa voiture avec galanterie à la soeur Joséphine, il passe Noël avec le Père Lagrange, il envoie ses filles chez les soeurs de Saint-Joseph.

Car ce qui le porte, c'est ce que nous avons appelé sa "religion de la France", inspirée par les idées les plus généreuses de ce pays, carrefour de l'Europe, baigné par trois mers qui l'ouvrent sur la Grande-Bretagne ou la jeune Amérique d'un côté, sur le pourtour méditerranéen de l'autre.

La géographie a son rôle à jouer dans les religions, et la "douce" France, comme dirait Monsieur Taine, doit autant son épithète à son climat qu'à ses idées.

Pour Albert Antébi, la France à laquelle il croit sera toujours un horizon d'amour profond.

Pour ses enfants, elle deviendra leur patrie.

¹ A.H. Navon, *Joseph Pérez*, Paris, 1925, p. 192